

UN BAC SANS ÉPREUVES, UNE PREMIÈRE HISTORIQUE

► Les 740 000 candidats au baccalauréat ne passeront cette année ni épreuve écrite ni épreuve orale, l'examen sera délivré sur la base des notes de l'année

► Même pendant la seconde guerre mondiale, l'examen avait eu lieu. En Mai 68, il avait été réduit à quelques oraux, appuyés sur le dossier scolaire

► La solution retenue est « *la plus simple, la plus sûre et la plus juste* », a indiqué, vendredi 3 avril, Jean-Michel Blanquer, le ministre de l'éducation

► Les jurys prendront en compte les notes du troisième trimestre, s'il est effectué, les lycées étant fermés depuis le 16 mars

PAGE 13

ÉDITORIAL
**UNE EXCEPTION
OU UN EXEMPLE ?**

PAGE 34

International

Foire d'empoigne pour acheter des masques chinois

Les gouvernements, mais aussi les régions, se disputent les achats de masques. Il faut payer les entreprises chinoises à la commande et tenter de veiller à ne pas se faire souffler la cargaison

PAGE 2

Diplomatie

Le virus, un coin dans la politique des sanctions

La vulnérabilité sanitaire de la Syrie, de l'Iran, de Cuba, du Venezuela, de la Corée du Nord ou du Zimbabwe relance le débat sur les sanctions imposées par les Occidentaux, particulièrement les Américains

PAGE 6

DES AVIS DE DÉCÈS DU COVID-19 PAR MILLIERS

“ VENDREDI, MAMAN EST MORTE ”

► Dans les journaux, sur les réseaux sociaux, les avis de décès forment un « océan funèbre », une litanie de noms, de dates et d'histoires

► Partout en France, les vivants rendent hommage aux morts du Covid-19, privés de cérémonie avec les familles, les amis et les proches

► Pascale Robert-Diard, avec l'ensemble de la rédaction du « Monde », s'est plongée dans ces messages d'amour et de douleur

PAGES 18-19

Reportage

Inquiétante surmortalité en Seine-Saint-Denis

Les fragilités de ce département populaire, sous-doté en équipements médicaux, en font l'un des plus touchés par l'épidémie. Le nombre de décès a augmenté de 63 % en une semaine. Reportage à l'hôpital Delafontaine, à Saint-Denis

PAGE 10

Prison

Vives polémiques sur les détentions provisoires

Le Conseil d'Etat a validé, vendredi 3 avril, la prolongation sans débat des détentions provisoires, pour des personnes pourtant présumées innocentes

PAGE 14

Géopolitique

Les Balkans, dernière route des migrants

Cinq ans après la vague migratoire de 2015, l'Europe a fermé ses frontières. La périlleuse traversée de la Bosnie vers la Croatie se fait dans des conditions souvent inhumaines

PAGES 22 À 24

Vêtement

Bataille autour des loyers commerciaux

Le marché de l'habillement est à l'arrêt depuis le 16 mars, et le poids des loyers des magasins dans les centres commerciaux hypothèque le secteur

PAGE 15

Série « Le Bureau des légendes » : la cinquième saison commence !



Mathieu Amalric, brillant et glaçant. RÉMY GRANDROQUES

La série-culte propose, lundi 6 avril, sa cinquième saison sur Canal+, la dernière pour le réalisateur Eric Rochant.

Il avait commencé à écrire la série en 2013, lors de la montée en puissance d'Al-Qaida, alors que le terrorisme mettait en avant les

services de renseignement, et a pensé les épisodes au fil de l'actualité, à travers la Syrie, la Russie et désormais l'Arabie saoudite, avec l'affaire Khashoggi. Les deux derniers épisodes de la saison ont été confiés à Jacques Audiard.

PAGE 26

Santé

La semaine noire des hôpitaux en Ile-de-France

Le système hospitalier de la région a enregistré, en sept jours, 1 140 morts, et les services de réanimation arrivent à l'extrême limite de leurs capacités

PAGES 8-9

Police

Le dérapage et les excuses du préfet Didier Lallement sur le Covid-19

PAGE 14

Portrait

Jean Castex, le « Monsieur Déconfinement » du gouvernement

PAGE 12

Le Monde

MÉMORABLE

apprenez · comprenez · mémorisez

Cultivez-vous sans avoir l'impression de travailler

Nouveau service d'entraînement cérébral et de culture générale du Monde.

Test gratuit sur [LeMonde.fr/memorable](https://www.lemonde.fr/memorable)

Ruée mondiale sur les masques chinois

La rivalité entre pays occidentaux, mal préparés à la pandémie, est vive pour se procurer du matériel médical

C'est la grande cohue aux portes des usines chinoises, auprès desquelles toute la planète cherche à se procurer des masques de protection pour freiner la propagation du Covid-19. Dans cette foire d'empoigne se font concurrence les États entre eux, mais aussi les collectivités locales et les entreprises. Le tout dans l'urgence, car chacun est confronté à la pénurie et à des opinions publiques abasourdis par le manque d'anticipation de leurs dirigeants, et ce alors que l'essentiel du trafic aérien à destination de la Chine a été supprimé. «*Il y a une course aux masques en Chine, il faut être prêt à dégainer tout de suite pour réussir à passer une commande*», résume Alain Rousset, président de la région Nouvelle-Aquitaine.

Le gouvernement français a lancé ce qu'il compare à un « pont aérien » avec la Chine – des vols cargos payés au prix fort pour importer 600 millions de masques. Ils doivent notamment approvisionner les hôpitaux. Mais les régions conservent la responsabilité de trouver des masques pour les établissements d'hébergement des personnes âgées dépendantes et les soignants à domicile. La Nouvelle-Aquitaine devait réceptionner une commande de 2,6 millions de masques ce week-end, à l'issue d'un parcours du combattant : la cargaison devait d'abord décoller de Shenzhen (sud), grand centre industriel qui jouxte Hongkong. Mais face à l'engorgement du terminal cargo de l'aéroport, elle a été envoyée par camion jusqu'à Shanghai (est). Là, l'attente s'annonçait si longue que le tout a finalement été convoyé pour un décollage depuis Zhengzhou, 950 km à l'ouest.

« Course contre la montre »

L'Île-de-France a connu pire déconvenue. Lorsque, le 20 mars, le gouvernement lève sa réquisition des masques sur le territoire, Valérie Pécresse, présidente de la région, se précipite car les besoins sont grands. Elle procède à une commande de plusieurs millions de masques auprès d'un fournisseur chinois. Mais très vite, sans nouvelles de la cargaison, la région se rend compte que le stock a été tout simplement vendu à une autre partie, plus offrante. «*Nous ne savons même pas qui l'a acheté finalement, on parle d'Américains, mais en réalité, c'est difficile à dire*», précise-t-on dans l'entourage de la présidente.

Cette situation ubuesque est la conséquence d'une demande en flux hypertendu et d'une concurrence impitoyable. Il faut désor-

mais payer rubis sur l'ongle dès l'ordre passé, parce que les producteurs peuvent se permettre de l'exiger, mais aussi en raison du coût de leurs matières premières. «*Auparavant, il fallait un premier versement, d'environ 30 %, puis le reste après livraison. La nouveauté, c'est que les usines veulent 100 % comptant à la commande, sinon les autres passent avant*», explique Melvin Gerard, consultant dans l'import-export avec la Chine.

L'Île-de-France a fait appel aux réseaux de ses entreprises, mais également à la communauté d'origine chinoise afin de trouver un producteur fiable. «*Nous nous sommes battus car la recherche de masques est une course contre la montre pour identifier les producteurs et, surtout, faire décoller les cargaisons. Nous avons pu sécuriser une filière d'approvisionnement grâce à la communauté franco-chinoise en Île-de-France*», explique Valérie Pécresse.

Les différents chefs d'État, Emmanuel Macron en tête, ont beau promettre de réfléchir à terme à cette dépendance à la Chine, dont

Le ministre de l'intérieur du Land de Berlin, Andreas Geisel, a accusé les États-Unis de « piraterie moderne »

ils prennent conscience avec la crise sanitaire, la République populaire se révèle plus incontournable que jamais. Dès janvier, alors que le virus faisait ses premiers ravages, sa propre demande et celle de ses voisins asiatiques l'ont poussée à augmenter ses capacités de production : 3 000 nouveaux fabricants se sont lancés sur un marché qui en comptait déjà 4 000. La Chine – qui, l'année dernière, livrait la moitié des masques sur la planète – aurait dopé sa capacité de production à 110 millions d'unités par jour fin février, selon les chiffres officiels, cinq fois plus qu'un mois plus tôt.

Le constructeur automobile BYD se targue d'avoir lancé en deux semaines la plus grosse ligne de production mondiale, et assure au *Monde* qu'elle sort désormais 10 millions d'unités par jour. Le géant de l'assemblage des smartphones Foxconn s'est jeté dans la mêlée au même moment. Un producteur de serviettes de protection contre l'incontinence de la province rurale de l'Anhui, U-Play, explique s'être converti aux masques en trente-cinq jours car le gouvernement local peinait à en trouver, confronté à la demande des autres provinces.

Dans cette bataille, la qualité laisse souvent à désirer. Les Pays-Bas ont rappelé 600 000 masques FFP2 défectueux, réceptionnés le 21 mars d'un fabricant chinois. Mais Pékin est soucieux de son image, et se pose désormais d'autant plus en position de sauveur qu'il a été accusé d'avoir étouffé la révélation, par des médecins de la ville de Wuhan, de l'existence d'un nouveau virus, fin décembre 2019. Depuis mardi 31 mars, les usines du pays ne

peuvent plus exporter de matériel médical ou de protection si elles n'ont pas reçu la licence les autorisant à vendre sur le marché chinois. Selon une source au ministère français de la santé, aucun problème de qualité n'a été décelé sur les premiers arrivages en France, par deux avions affrétés lundi 30 mars et mercredi 1^{er} avril par la société Geodis, qui ont ramené près de 20 millions de masques.

L'amertume des pilotes

L'autre défi est logistique. Outre Geodis, qui doit affréter une quinzaine de vols Antonov pendant ce mois d'avril dans le cadre du « pont aérien » avec la Chine, Air France prévoit six rotations par semaine. Les deux premiers vols de la compagnie française ont eu lieu dimanche 29 mars et mercredi 1^{er} avril, acheminant chacun 80 tonnes de matériels – essentiellement des masques, près de 8 millions au total – à destination de la France. Une grande partie, le 29 mars, a été importée à l'initiative du groupe LVMH. Le prochain vol est prévu le 5 avril. En privé, le président Emmanuel Macron a critiqué la lenteur du ministère de la santé, qui s'est fait prendre de vitesse, pour des raisons administratives, dans la prise en charge des masques sur le terrain, en Chine.

Les équipages qui participent à ces vols à vide dans le sens de la Chine sont soumis à un protocole sanitaire très strict. C'est dans ce cadre qu'un pilote d'Air France a été retenu sur place, selon nos informations, confirmées par Air France. A la suite d'un test positif au Covid-19, il a été «*placé en observation dans un centre médicalisé*» chinois le 31 mars, précise la compagnie, qui s'efforce d'obtenir son retour «*le plus rapidement possible*».

Du côté des syndicats de pilotes, une certaine amertume s'exprime en raison de l'écho donné aux vols affrétés par Geodis. «*On aimerait que le travail d'Air France soit davantage mis en valeur par le ministère des affaires étrangères, dit une source syndicale. On s'offusque du fait que les vols d'Anto-*

nov soient tant évoqués, alors qu'ils sont à un tarif déliant de 1,5 million d'euros pièce.»

La ruée mondiale sur le matériel de protection chinois est source de vives crispations diplomatiques. Le ministre de l'intérieur du Land de Berlin, Andreas Geisel, a ainsi accusé les États-Unis de «*piraterie moderne*» dans un article de vendredi du *Tagesspiegel* révélant qu'une cargaison de masques de type FFP2 de la marque américaine 3M, produits en Chine à destination des soignants de la capitale allemande, a été «*confisquée*» lors d'un transbordement à l'aéroport de Bangkok. L'entreprise du Minnesota résiste à une injonction de l'administration de Donald Trump d'expédier l'intégralité de sa production asiatique vers les États-Unis et de cesser de fournir le Canada et l'Amérique latine. Cet ordre, qui aurait des «*implications humanitaires importantes*», selon l'industriel, suscite l'ire du premier ministre canadien, Justin Trudeau.

Les États américains eux-mêmes se plaignent de voir l'administration fédérale se montrer plus offrante à chaque fois qu'ils tentent de passer une commande aux États-Unis. Au point que le gouverneur du Massachusetts, Charlie Baker, a utilisé un avion de l'équipe de football des New England Patriots pour aller chercher une livraison en Chine pour sa région. Cette concurrence américaine nourrit la guerre au plus offrant. Un membre de l'état-major américain, l'amiral John Polowczyk, chargé de l'approvisionnement, a assumé avoir une équipe qui «*parcourt le monde*» pour prendre tous les équipements nécessaires que les États-Unis peuvent récupérer. Il a précisé que six avions-cargos avaient déjà ramené du matériel médical et que 28 autres avions étaient prévus dans les jours à venir. Il parle lui aussi de «*pont aérien*». ■

SARAH BELOUEZZANE,
FLORENCE DE CHANGY
(HONGKONG, CORRESPONDANCE),
GILLES PARIS
(WASHINGTON, CORRESPONDANT),
PIOTR SMOLAR
ET HAROLD THIBAUT



L'appareil d'une équipe de football américain décharge sa cargaison de masques chinois à l'aéroport de Boston, le 2 avril. JIM DAVIS/REUTERS

La Suède dénonce le blocage de livraisons en France

PENDANT UN MOIS, LA SUÈDE est restée discrète. Vendredi 3 avril, le ton est monté d'un cran. En visioconférence depuis Bruxelles, la commissaire européenne suédoise Ylva Johansson a estimé que les restrictions imposées par la France sur les exportations de matériel médical étaient «*inacceptables*», tandis que le ministère des affaires étrangères, à Stockholm, jugeait la situation «*sérieuse*».

A l'origine de ce «*regrettable hoquet dans des relations diplomatiques autrement excellentes*», selon les mots de l'ambassadrice de Suède à Paris, Veronika Wand-Danielsson : la décision de la France, le 3 mars, de réquisitionner les stocks et moyens de production de masques de protection respiratoire, sur le territoire français.

Comme le révélait *L'Express*, mercredi 1^{er} avril, 4 millions de masques appartenant au groupe suédois Mölnlycke se retrouvent alors coincés à Lyon, sur la plate-forme logistique du géant du secteur médical spécialisé dans les produits jetables. Un quart est destiné à la France, le reste à d'autres pays européens, dont l'Espagne et l'Italie.

Mölnlycke tente de négocier. En Italie, l'épidémie ne fait alors que commencer. Mais dans les jours qui suivent, la situation change dramatiquement. «*L'entreprise nous a contactés quand sa démarche auprès des autorités françaises n'a pas abouti*», explique Veronika Wand-Danielsson.

Mesures unilatérales

Le représentant de la société fait état de l'urgence : «*Il nous a dit qu'il avait, au bout du téléphone, des gens qui appelaient d'Italie et d'Espagne, en pleurs*», raconte l'ambassadrice. Des négociations sont engagées au niveau ministériel. Finalement, deux semaines plus tard, le secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN) accepte de laisser partir la moitié des masques.

Mais, depuis, la situation n'a pas évolué, malgré les pressions de plus en plus insistantes de Stockholm. Interrogé sur la radio suédoise, le 3 avril, Richard Twomey, le PDG de Mölnlycke, constate que «*n'importe quelle marchandise qui arrive en France ne peut pas en sortir*».

Contacté par *Le Monde*, le ministère des affaires étrangères fait savoir que le gouvernement suédois a insisté «*à plusieurs reprises*» auprès du gouvernement français pour que les mesures de restrictions «*soient levées le plus rapidement possible*» et que la France «*fasse son maximum pour garantir la chaîne d'approvisionnement et les transports de marchandises*».

La Suède, qui désormais exige une date pour la levée des restrictions, rappelle que le Conseil européen tenu par visioconférence le 26 mars avait appelé à la coopération. «*Ce devrait être dans l'intérêt de la France d'avoir un marché intérieur qui fonctionne, pour la livraison de matériel médical*», estime Stockholm.

«*Nous sommes conscients que la situation est très précaire en France, mais nous défendons le principe de la solidarité européenne*», explique l'ambassadrice, arguant «*qu'un pays ne devrait pas prendre des mesures unilatérales, qui compliquent encore plus la situation pour d'autres États européens*». ■

ANNE-FRANÇOISE HIVERT
(MALMÖ, SUÈDE, CORRESPONDANTE)

POUR VOUS SOUTENIR, NOUS BLOQUONS LE PRIX DE TOUTES LES MARQUES.



Y compris les grandes marques et les nôtres.
Soit plus de 10 000 produits à prix bloqués jusqu'au 15 mai 2020.
**Aujourd'hui plus que jamais, notre combat pour maintenir
votre pouvoir d'achat continue.**

Inter*mar***ch***é*
TOUS UNIS

Concerne les produits de marque nationales et de nos marques (hors rayons produits traditionnels, œufs, beurre et lait et hors produits en promotion). Prix maximum conseillés.

Annonceur : ITM Alimentaire International - RCS PARIS 341 192 227 - SAS au capital de 149 184 € - Siège social : 24, rue Auguste Chabrières 75737 Paris Cedex 15 - Sous réserve d'erreurs typographiques - 2020.

L'Asie veut éviter une deuxième vague de contaminations

Tous les pays imposent une stricte mise en quarantaine des voyageurs

PÉKIN, BANGKOK -
envoyés spéciaux

Il y a une semaine, Pékin a déjà fermé le pays aux étrangers qui avaient un visa permanent

Les diplomates étrangers basés en Chine mais actuellement en dehors du pays ont été encouragés par le ministère chinois des affaires étrangères à ne pas reprendre leur poste avant... le 15 mai. «*Les diplomates ont l'immunité, mais pas contre le virus*», s'est permis de plaisanter la porte-parole Hua Chunying, vendredi 3 avril, signalant qu'il y avait eu plusieurs cas dans les chancelleries.

Il y a une semaine, Pékin a déjà fermé le pays aux étrangers qui avaient un visa permanent. La Chine, comme la plupart des pays asiatiques, ne veut pas prendre de risque avec ce que leurs experts ont appelé la deuxième vague d'infections : celle en provenance des nouveaux epicentres que sont l'Europe et les Etats-Unis. C'est de la maîtrise des flux entrants que dépend en partie le retour à la normale en Chine – et le déconfinement progressif de la ville de Wuhan (province du Hubei) à partir du 8 avril.

En Asie, les pays qui ont su maîtriser l'épidémie – Taïwan, Hongkong, Singapour, la Corée du Sud – sont très soucieux de ne pas « importer » de nouveaux cas.

La question se posera pour les pays européens : si les frontières sont fermées, le retour sur le territoire de leurs ressortissants ou de résidents bloqués à l'étranger peut favoriser de nouveaux départs de feu. Sur les 130 000 Français qui se déclaraient bloqués à l'étranger, 110 000 ont été rapatriés, à indicé, le 29 mars, le Quai d'Orsay. Or, aucun protocole de suivi n'est appliqué à leur arrivée en France : seul un dispositif d'information des voyageurs a été mis

en place pour « rappeler les consignes sanitaires pour se protéger du virus et les bons réflexes à adopter en cas de contamination ».

Les pays asiatiques ont, eux, établi des protocoles très stricts pour les retours au pays de leurs ressortissants et de leurs résidents. « A Taïwan, ce contrôle [des retours] était d'autant plus important qu'il n'y a pas eu d'épidémie locale à proprement parler : 86 % des 339 cas de Covid-19 déclarés à la date du 2 avril sont des cas importés », explique Fang Chi-tai, professeur d'épidémiologie et de médecine préventive à l'Université nationale de Taïwan.

Le pays, qui est un de ceux qui ont le mieux géré la crise grâce à des mesures de prévention prises très tôt, a mis en place une quarantaine stricte, ce qui permet à la majorité de la population de vivre normalement : tous les commerces et les restaurants sont ouverts, ainsi que les écoles. Les candidats au retour remplissent un formulaire en ligne avant leur départ. A leur arrivée à l'aéroport, ils sont accueillis par le personnel de quarantaine. Il leur est signifié qu'ils ne devront en aucun cas sortir de chez eux durant quatorze jours – sous peine d'environ

3 000 euros d'amende s'ils s'aventurent à moins de 100 mètres de leur domicile, et de 30 000 euros d'amende si c'est davantage.

« De l'aéroport, on n'a pas le droit de prendre les transports en commun. Il faut soit que quelqu'un vienne nous chercher, soit prendre un taxi dont le chauffeur a été spécialement formé. Les bagages sont désinfectés, ainsi que les habits et les chaussures. Le masque est obligatoire », explique Martin Tzou, un expatrié taïwanais rentré de Singapour avec son bébé et son conjoint le 25 mars. Une fois à son domicile à New Taipei City, le couple devait informer quotidiennement de son état, en fonction de deux prises quotidiennes de températures, et de l'apparition éventuelle de six symptômes.

« La peur de l'étranger »

Les Thaïlandais restés jusqu'à maintenant à l'étranger ont appris qu'ils ne pourraient rentrer dans leur pays que d'ici à deux semaines, le temps que des locaux spécifiques soient aménagés afin d'y organiser la mise en quarantaine de ceux qui seront rapatriés à partir de cette date.

A Hongkong, la majorité des nouveaux cas récents sont dus à des personnes qui avaient voyagé. Sur les 43 nouveaux cas enregistrés le 3 avril – pour un total de 845 – seuls neuf étaient des transmissions locales, dont six sont liés à un quartier de bars fréquenté par les expatriés. Ces infections ont en principe eu lieu avant qu'une quarantaine obligatoire ait été imposée à partir du 19 mars pour tous les arrivants.

Alors que le territoire avait réussi à garder ouvertes la plupart des activités commerciales, les cinémas ont été priés, mercredi 1^{er} avril, de fermer leurs portes.

Vendredi, c'était au tour des pubs et des bars. Le centre de contrôle et de prévention des maladies s'efforce aussi d'informer le public des cas d'infection à bord des vols arrivés sur le territoire : pendant quatorze jours, il indique ainsi le vol qu'a emprunté chaque cas de contamination au Covid-19 qui a ensuite été identifié comme tel, ainsi que son numéro de siège.

En Chine, qui a fait état, vendredi, d'un total de 870 cas importés dont 160 guéris, la peur du « virus venu de l'étranger » cède peu à peu la place à « la peur de l'étranger ». Pas un jour ne se passe sans que la presse rappelle que les nationaux doivent respecter les règles sanitaires en vigueur et mette en avant l'exemple d'un étranger puni, voire expulsé, pour s'en être affranchi.

Jeudi 2 avril, le groupe de travail sur la gestion de la crise du coronavirus présidé par le premier ministre, Li Keqiang, a insisté sur la nécessité de déceler et de « gérer les cas asymptomatiques » en renforçant à nouveau les contrôles.

Problème : la diminution drastique des vols internationaux imposée par la Chine depuis le 30 mars – un vol par pays et par semaine, soit 134 en tout – pénalise essentiellement les étudiants chinois à l'étranger qui souhaitent rentrer parce que leurs universités sont fermées et parce qu'ils ont peur d'être contaminés. Des parents se plaignant que le gouvernement les laisse tomber, des charters devraient être mis en place pour faciliter certains retours. Or, comme 90 % des cas importés émanent de Chinois et notamment des étudiants revenant de l'étranger, cette initiative suscite elle aussi des critiques. ■

FRÉDÉRIC LEMAÎTRE
ET BRICE PEDROLETTI

La pandémie met du sel sur les plaies de l'Ukraine, confinée et fragile

Frappé de plein fouet par la transition des années 1990 et laminé par la corruption, le système de santé est mal armé face à la crise

MOSCOU - correspondant

Le 1^{er} avril, l'Ukraine a encore musclé sa réponse à l'épidémie de Covid-19. Selon un décret gouvernemental, les regroupements de plus de deux personnes dans la rue sont désormais interdits, de même que les sorties prolongées dans l'espace public sans masque de protection ou les sorties d'enfants de moins de 16 ans non accompagnés. Des barrages de la police et de la garde nationale ont également été installés dans plusieurs villes et sur les principales routes du pays.

Dès le 17 mars, Kiev avait introduit un confinement généralisé de sa population, accompagné d'un couvre-feu et d'amendes de plusieurs centaines d'euros pour les récalcitrants. Les principaux transports publics ont aussi été fermés, dont le métro de la capitale. Ces mesures ont d'ores et déjà été prolongées jusqu'au 24 avril.

Ces prescriptions très strictes sont à la mesure de l'inquiétude qui pèse sur le système de santé ukrainien, l'un des plus délabrés d'Europe : frappé de plein fouet par la transition des années 1990, laminé par la corruption et le sous-investissement, il paraît particulièrement mal armé pour affronter la crise. Selon les sources, les hôpitaux ukrainiens disposent de 600 et 3500 appareils respiratoires.

Livraisons de matériel chinois

Cette inquiétude est d'autant plus légitime que le tableau épidémiologique est difficile à dresser. Selon les chiffres officiels, l'Ukraine a enregistré 943 contaminations, avec un bilan de 23 morts, mais les autorités sanitaires ont procédé à moins de 4 000 tests depuis le début de la pandémie. Ce chiffre particulièrement bas pourrait toutefois s'améliorer avec les livraisons récentes de matériel chinois – tests, respirateurs, équipements de protection – et des aides venues des Etats-Unis et d'Europe.

Selon une enquête du magazine *Novoe Vremya*, une partie de l'épidémie est arrivée dans le pays après le retour de Courchevel de riches Ukrainiens et de députés. Les files d'attente aux frontières occidentales du pays, constituées par des travailleurs saisonniers voulant rentrer chez eux, sont aujourd'hui une autre source d'inquiétude. Pour l'heure, les régions de Kiev, Ternopil et Tchernivtsi sont les plus touchées.

S'agissant des territoires séparatistes du Donbass, les autorités autoproclamées évoquent deux cas, pendant que Kiev assure que l'épidémie y est bien plus importante. La situation sur le front ne s'est pas apaisée à la faveur de la crise.

Selon les sondages, les mesures de confinement sont bien acceptées par la population, de même que le positionnement du jeune président Volodymyr Zelensky en père de la nation rassurant. Depuis le 29 mars, le président doit toutefois affronter le premier scandale de corruption sérieux au sein de son équipe, impliquant le frère du chef de son administration présidentielle, Andrii Yermak, qui aurait tenté de monnayer des positions politiques.

Ce relatif consensus ne va pas de soi, tant la quarantaine s'avère douloureuse pour la fragile économie ukrainienne. Le coronavirus agit même comme un cruel révélateur des diverses faiblesses du pays. En l'absence de filet de sécurité social conséquent, la mise à l'arrêt de l'économie place nombre d'Ukrainiens dans des

Entre 500 000 et 700 000 personnes ont été mises au chômage, avec des indemnités quasi inexistantes

situations dramatiques. Cinquante-sept pour cent d'entre eux disposent d'économies qui ne leur permettent pas de passer plus d'un mois sans revenus et sans travail. Entre 500 000 et 700 000 personnes ont déjà été mises au chômage, avec des indemnités quasi inexistantes. Selon une étude de l'Union des entrepreneurs ukrainiens, 51 % des entreprises disent ne pas pouvoir tenir ce rythme plus d'un mois.

Les marges de manœuvre de l'Etat pour soutenir l'économie sont limitées, avec une situation macroéconomique guère plus rassurante. Le produit intérieur brut (PIB), attendu cette année en hausse de 3,9 %, devrait chuter d'au moins 5 %. Kiev se retrouve de nouveau exclue de facto des marchés financiers. Les aides et prêts accordés par les partenaires occidentaux du pays – Allemagne, Etats-Unis et Union européenne, pour les derniers – ne suffisent pas, et le déblocage d'un plan d'assistance du Fonds monétaire international de 7,3 milliards d'euros (dont plus de la moitié pour lutter contre le Covid-19) est devenu la grande affaire.

Ce prêt important, prévu à l'origine pour relancer le pays, est désormais une question de survie. Pour le sécuriser, les députés ont été sommés de se réunir en urgence, masques sur le visage, pour voter deux lois attendues de longue date par les bailleurs occidentaux. La première rend impossible un retour en arrière s'agissant de la nationalisation de la PrivatBank, la première banque du pays qui appartenait à l'oligarque Ihor Kolomoïsky, l'un des premiers soutiens de M. Zelensky.

La seconde prévoit d'autoriser la vente des fertiles terres agricoles ukrainiennes, et de mettre ainsi fin à une exception devenue rarissime dans le monde : jusqu'à aujourd'hui, les exploitants agricoles ne sont que locataires de leurs terres, et la vente de celles-ci est interdite. Face à la crispation suscitée de longue date par cette libéralisation, des garde-fous ont été posés : l'ouverture du marché a été repoussée à juillet 2021 et limitée aux particuliers pour un maximum de 100 hectares. A partir de 2024, les entreprises ukrainiennes pourront acquérir jusqu'à 10 000 hectares. L'ouverture aux étrangers est conditionnée à un référendum.

La sensibilité du sujet mais aussi les éternels remous de la vie politique ukrainienne ont créé des dissensions au sein de la majorité parlementaire. Une frange favorable à l'oligarque Kolomoïsky y est même apparue, poussant le président Zelensky à chercher des alliances ponctuelles, notamment auprès des forces politiques, considérées comme prorusses.

Ces remous, que l'épidémie de coronavirus n'a pas suffi à mettre entre parenthèses, ont même conduit à une situation ubuesque : intronisés par le Parlement début mars, deux nouveaux ministres, dont celui de la santé, ont été limogés par ce même Parlement vingt-six jours plus tard. ■

BENOÎT VITKINE

En Grèce, alerte dans un camp de migrants

Un site au nord d'Athènes a été mis en quarantaine après le dépistage de vingt-trois cas

ATHÈNES - correspondance

Vingt-trois cas de coronavirus ont été détectés, jeudi 2 avril, dans le camp de migrants de Ritsona, à une heure au nord d'Athènes, selon le ministère de la santé. Ce sont les premières contaminations enregistrées parmi des demandeurs d'asile en Grèce, où le coronavirus a fait 59 morts et contaminé officiellement 1 613 personnes. « Si le gouvernement [grec] veut sérieusement éviter une transmission du Covid-19 aux migrants et demandeurs d'asile, il doit augmenter le nombre de tests, donner plus de tentes, installer plus de toilettes, des points d'eau, distribuer du savon... », s'alarmait il y a deux jours Belkis Willie, chercheuse pour l'organisation Human Rights Watch.

Aucun membre du personnel du camp n'a été touché par le virus. Le dépistage de ces cas dans le camp de Ritsona fait suite à l'accouchement, dans la nuit du 27 au 28 mars, d'une résidente camerounaise dans un hôpital athénien. La jeune femme de 22 ans présentait des symptômes évocateurs du Covid-19 (fièvre, toux). Gardée en observation, elle s'est révélée positive au coronavirus deux jours plus tard. Inquiètes, les autorités sanitaires grecques ont ordonné jeudi de retracer l'histoire des contacts de la migrante et d'effectuer 90 tests sur les 2700 résidents du camp de Ritsona.

Les « 23 personnes testées positives ne présentaient aucun symp-

tôme et se portent toutes bien », selon Manos Logothetis, secrétaire général des services d'asile grecs. Les individus contaminés ont été évacués, et le camp mis en quarantaine pour au moins deux semaines. A Ritsona, les candidats à l'asile logent dans 195 conteneurs et 222 petits appartements, disposent de cuisines, de douches et de toilettes. La moyenne d'âge des demandeurs d'asile est autour de 30 ans. Mais, selon l'ONG Refugee Support Aegean, 172 personnes ont plus de 60 ans et, surtout, 77,25 % n'ont pas de numéro de sécurité sociale, nécessaire pour être admis à l'hôpital en Grèce.

« Des tests vont continuer à être réalisés sur les résidents par l'agence grecque publique de santé. Comme ils ne peuvent plus sortir, des repas et des objets de première nécessité vont leur être livrés. Des opérations de désinfection sont également effectuées sur tout le site et douze médecins sont présents en cas de besoin », précise Christine Nikolaidou, porte-parole en Grèce de l'Organisation internationale

Des cliniques mobiles ont été mises en place depuis quelques jours à l'entrée des camps

pour les migrations (OIM), chargée de ce camp comme des 30 autres en Grèce continentale, qui hébergent au total plus de 25 000 demandeurs d'asile. *La capacité d'occupation de ces structures sur le continent se situe entre 85 % et 100 %, il n'y a pas de situation de surpopulation aussi critique que dans les îles du nord de la mer Egée. »*

Conditions d'hygiène déplorables

Cependant, selon Human Rights Watch, les conditions d'hygiène sont aussi déplorables dans les centres de Malakassa, dans la région d'Athènes, et de Serres, dans le nord de la Grèce. Ils accueillent, depuis le 1^{er} mars, les demandeurs d'asile transférés à partir des îles grecques, au moment où le pays avait suspendu le droit d'asile face à la menace turque d'ouvrir ses frontières occidentales.

Mais avec près de 36 000 demandeurs d'asile dans des structures conçues pour en accueillir 6 000, les cinq « hotspots » (centres d'enregistrement) face à la Turquie (Lesbos, Samos, Chios, Kos, Léros) restent la préoccupation première des ONG et du gouvernement. « Nous alertons depuis des mois sur le manque d'hygiène dans les camps des îles. Face à cette épidémie, il devient urgent de transférer au plus vite les personnes les plus vulnérables vers le continent, vers des hébergements adaptés », estime Boris Cheshirkov, porte-parole du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés en

Grèce. Le ministère chargé des migrations a, depuis le début de la crise, confiné les migrants : aucune sortie injustifiée n'est permise, le nombre de personnes pouvant sortir est limité, les activités des ONG sont arrêtées et les personnes extérieures ne peuvent entrer dans l'enceinte. Des cliniques mobiles ont également été mises en place depuis quelques jours à l'entrée des camps.

Avec le soutien financier de la Commission européenne, le ministre grec chargé de l'immigration et de l'asile, Notis Mitarachi, a aussi proposé de louer sur les îles des chambres d'hôtel pour transférer les personnes les plus vulnérables se trouvant dans les camps. Il s'est retrouvé face à un mur : les autorités locales refusent de coopérer, excédées depuis des mois par le gouvernement de Kyriakos Mitsotakis, qui voulait construire de nouveaux centres fermés avec une capacité d'accueil supérieure à celle actuelle.

Seule avancée positive pour le gouvernement grec : la relocalisation de 1 600 mineurs non accompagnés se trouvant sur les îles grecques vers huit pays européens, dont la France et l'Allemagne, qui se sont portés volontaires. Pour Boris Cheshirkov, « il faut étendre ce programme de relocalisation et accélérer les procédures de réunification familiale. Face à cette épidémie, c'est le moment où jamais pour l'Europe de montrer sa solidarité ». ■

MARINA RAFENBERG

POUR SOUTENIR LES AGRICULTEURS FRANÇAIS, NOUS VENDONS LEURS ASPERGES À PRIX COÛTANT.



Nous leur achetons toujours au prix juste
mais aujourd'hui, nous nous devons de faire plus.
**Ils se mobilisent chaque jour pour approvisionner nos rayons,
mobilisons-nous pour eux.**

Inter*mar***ch***é*
TOUS UNIS

Prix de revente minimum légal, offre valable du samedi 4 au dimanche 5 avril selon les jours d'ouvertures et horaires des magasins.

Annoncesur : ITM Alimentaire International - RCS PARIS 341 192 227 - SAS au capital de 149 184 € - Siège social : 24, rue Auguste Chabrières 75737 Paris Cedex 15 - Sous réserve d'erreurs typographiques - 2020.

Le virus, un coin dans la diplomatie des sanctions

La vulnérabilité des Etats mis à l’index, en particulier par les Etats-Unis, relance le débat sur ces mesures

WASHINGTON - correspondant,

Un rêve habite le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres : un cessez-le-feu mondial. Une mise entre parenthèses des conflits, alors que le coronavirus frappe tous les continents. « La furie avec laquelle s’abat le virus montre bien que se faire la guerre est une folie », a-t-il dit le 23 mars. De son côté, Michelle Bachelet, haut-commissaire de l’ONU pour les droits de l’homme, a appelé à un assouplissement ou à une suspension des sanctions qui visent certains pays parias, comme l’Iran, Cuba, la Corée du Nord, le Venezuela ou le Zimbabwe. L’objectif est identique : éviter l’effondrement de systèmes médicaux déjà bien mal en point, ainsi que la propagation du coronavirus dans des sociétés très fragiles.

Un cessez-le-feu planétaire relève à ce stade du fantasme, même si un certain reflux de violence est constaté par endroits. Quant au débat sur les sanctions, il est en train de prendre une vigueur inhabituelle. S’il fallait représenter une mappemonde de toutes les mesures de cette nature, elle serait chargée de flèches. « Ce sujet est pertinent, important, et va s’amplifier, affirme Sascha Lohmann, spécialiste des Etats-Unis au German Institute for International and Security Affairs

(SWP). On ne peut pas seulement attribuer aux sanctions les souffrances des populations, même si elles peuvent les accentuer. La différence entre celles prises par les Etats-Unis et l’Union européenne, c’est que Washington vise plus volontiers les institutions qui ont une importance systémique dans l’économie du pays concerné. »

Le secrétaire d’Etat des Etats-Unis, Mike Pompeo, a tenté d’anticiper ces critiques, mardi 31 mars. Interrogé sur une éventuelle pause justifiée par la situation sanitaire dans un pays placé sous sanctions américaines, il a assuré « évaluer constamment toutes [ses] politiques ». Une telle option pourrait être théoriquement envisagée « si nous concluons qu’elle est dans l’intérêt du peuple américain », a-t-il ajouté. « L’aide humanitaire, les appareils médicaux, l’équipement, les produits pharmaceutiques, les choses dont les gens ont besoin en ces temps difficiles ne sont sanctionnés nulle part à aucun moment », a-t-il dit à propos des dispositions spécifiquement américaines. Mike Pompeo a aussi souligné que les sanctions contre la Corée du Nord relevaient des Nations unies.

Le favori de la course à l’investiture démocrate, l’ancien vice-président Joe Biden, a jugé au contraire, jeudi 2 avril, dans un texte publié sur le site Medium, que les mesures américaines « limitent l’accès de l’Iran aux fourni-

L’épidémie imposerait l’urgence d’une sortie de ce régime punitif

tures médicales et aux équipements nécessaires ». Sans aller jusqu’à plaider pour une suspension, il a défendu l’adoption « de mesures immédiates pour résoudre ce problème et rationaliser les canaux d’assistance bancaire et de santé publique d’autres pays en réponse à l’urgence sanitaire en Iran ». L’objectif est que ces pays ne se sentent pas menacés par des sanctions secondaires américaines.

Après le tremblement de terre en 2003 à Bam, en Iran, l’administration Bush avait accordé pour trois mois des autorisations (« general licences ») pour accélérer l’aide aux organisations non gouvernementales engagées sur le terrain auprès de la population en détresse. Joe Biden plaide maintenant pour un mécanisme similaire, même si les ONG ont une latitude très limitée pour travailler en Iran. Vendredi 3 avril, le haut représentant de l’UE pour la politique étrangère, Josep Borrell, a souligné de son côté que « les sanctions de l’ONU et de l’UE prévoient des exceptions humanitaires ».

Habituellement réservé aux cénacles des spécialistes et des diplomates, le thème des sanctions est aujourd’hui mis en avant par ceux qui ne se satisfont pas d’une réponse purement sanitaire et économique à la crise. Dans leur ligne de mire : les Etats-Unis, et leur recours fréquent à des sanctions unilatérales sévères, surtout depuis l’arrivée à la Maison Blanche de Donald Trump. Préféré à l’action militaire, trop coûteuse et hasardeuse, cet outil demande un véritable accompagnement politique pour produire, éventuellement, des effets.

Dimension idéologique

Option souvent privilégiée par défaut, que ce soit par l’Union européenne ou les Etats-Unis, l’efficacité des sanctions est débattue sans fin. Elles peuvent être adoptées contre des pays, des organisations non étatiques, des personnes morales ou des individus. « Elles ont deux principaux objectifs, rappelle l’analyste Sascha Lohmann. D’abord, la coercition, pour que l’entité visée change de comportement ou y mette fin. Puis la communication stratégique, à l’attention aussi de pays tiers. Washington communique par exemple aux autres son aversion envers le régime iranien, par sa politique de sanctions. »

Selon les contempteurs de ces sanctions, elles accablent les civils par ricochet. Le coronavirus

imposerait l’urgence d’une sortie de ce régime punitif. « Il est facile de brandir comme slogan l’idée que les sanctions ont des effets catastrophiques sur les populations et d’incriminer les méchants occidentaux, souligne un diplomate français. Mais il faut se pencher sur les détails. En Syrie par exemple, ce sujet est instrumentalisé de longue date par le régime, premier responsable des destructions. En Iran, la question se pose davantage, mais c’est une affaire purement américaine. »

Même si le Conseil de sécurité de l’ONU ne siège pas physiquement, en cette période de confinement mondial, la Russie et la Chine profitent d’une sorte d’effet d’aubaine pour relancer une campagne contre les sanctions, selon les informations du Monde. Moscou est traditionnellement attaché à l’idée de souveraineté des Etats. En outre, la Russie s’oppose à l’idée de mesures unilatérales, hors du cadre du Conseil de sécurité de l’ONU. Enfin, elle est directement concernée par cette question des sanctions, étant elle-même visée pour l’annexion de la Crimée et la guerre dans le Donbass ukrainien. Quant à la Chine, son opposition se trouve au cœur même de sa doctrine de politique étrangère, surtout lorsque le pays visé est la Corée du Nord.

Mais la dimension idéologique se retrouve aussi du côté américain. Comme le font la Russie et la Chine avec leur aide médicale, mé-

diatisée à souhait pour dissimuler leurs propres turpitudes, Washington instrumentalise la crise sanitaire pour suivre son agenda politique. Que ce soit au Venezuela ou en Iran, l’administration Trump, en particulier le secrétaire d’Etat Mike Pompeo, continue de croire que l’arsenal de mesures économiques prises contre ces pays peut contribuer à un changement de régime, même si elle nie que telle est son intention. Le département d’Etat a présenté une nouvelle feuille de route ces derniers jours pour une transition au Venezuela. Elle comporte bien une levée de sanctions mais subordonnée à des concessions politiques. L’envoyé spécial de Washington, Elliott Abrams, a demandé le 31 mars « plus de sanctions économiques » de la part des pays européens pour accroître la pression sur le régime de Nicolas Maduro.

Les questions humanitaires n’intéressent guère Washington à l’étranger. Les Etats-Unis ont ainsi suspendu une partie de leur aide au Yémen le 27 mars du fait de l’interférence des rebelles houthistes liés à l’Iran dans la répartition de l’aide humanitaire, alors que la situation sanitaire du pays est très dégradée. Selon plusieurs sources, lors de la visioconférence des pays du G7, le 25 mars, Mike Pompeo ne s’est soucié que de l’Inde, en raison de son importance dans les circuits d’approvisionnement, et des marchés énergétiques, qui pourraient être déstabilisés à long terme. L’Afrique, en revanche, est le cadet de ses soucis, soit l’inverse de la position française.

Professeur à l’université Columbia, Jeffrey Sachs a signé le 25 mars avec son collègue Francisco Rodriguez une tribune sur le site Project Syndicate, pour appeler à une levée des sanctions américaines contre l’Iran et le Venezuela. Elles ont « affaibli les infrastructures de santé des deux pays en limitant l’accès au marché des devises pour importer des équipements médicaux-clés », écrivent-ils. Les deux auteurs soulignent que les sanctions contribuent à faire de ces pays des centres de propagation de l’épidémie. Faute de revenus, en particulier du secteur pétrolier, les deux Etats ne peuvent compenser par des aides le confinement de salariés privés de leur activité. Rien ne garantit qu’ils l’auraient fait. Mais les sanctions les privent de cette option. ■

BENJAMIN BARTHE
(BEYROUTH, CORRESPONDANT)

GILLES PARIS
ET PIOTR SMOLAR

En Syrie, l’effet boomerang des restrictions américaines et européennes

DANS LE DÉBAT SUR LA SYRIE, la question des sanctions est l’un des sujets les plus houleux. D’un côté, le régime Assad et ses alliés crient au « terrorisme d’Etat » en assurant que la population civile est la principale victime de ces mesures. De l’autre, les Etats-Unis et l’Union européenne vantent un dispositif ciblé, qui vise uniquement la capacité de répression du pouvoir syrien. Dans cette empoignade, que l’urgence de la lutte contre le coronavirus a relancée, chacune des deux parties dit vrai et faux à la fois.

Les sanctions de Bruxelles et de Washington prennent deux formes : une liste noire de plusieurs centaines d’individus et d’entités, liés au régime Assad, qui sont mis à l’index (gel d’avoirs, interdiction d’entrée sur le sol européen, etc.) ; et des mesures visant des secteurs (banques, pétrole ou électricité), pour empêcher le régime de financer son effort de guerre et le priver de matériel pouvant être utilisé à des fins militaires.

Ces restrictions diffèrent de l’embargo onusien imposé à l’Irak à la suite de l’invasion du Koweït, en 1990. La Syrie continue à commercer avec des dizaines de pays. Des exceptions humanitaires sont théoriquement prévues pour l’alimentaire, le pharmaceutique et le médical. Le délabrement du système de santé syrien, porte ouverte à la propagation du virus, est avant tout le résultat de la politique de bombardement tous azimuts conduite depuis neuf ans par le régime syrien et son allié russe.

« Où va-t-on trouver des respirateurs ? » « Une levée des sanctions est hors de question tant que le régime ne laisse pas l’aide humanitaire rentrer dans les zones hors de son contrôle, qu’il ne cesse pas ses attaques contre les civils et les structures de santé, qu’il ne relâche pas les détenus politiques entassés dans des prisons où le virus risque de circuler à toute vitesse, et qu’il n’accepte pas de discuter sérieuse-

ment d’une résolution politique du conflit, estime Samer Jabbour, un professeur de santé publique syrien installé à Beyrouth.

Reste que les sanctions ne sont pas toujours aussi calibrées que le professent leurs concepteurs. La pression exercée par les Etats-Unis sur le secteur bancaire syrien a transformé toute importation depuis la Syrie en un véritable casse-tête. Les entrepreneurs contournaient jusque-là cet obstacle en ouvrant des comptes à l’étranger, notamment au Liban, la base arrière de l’économie syrienne.

Mais cette fenêtre se referme du fait de la crise que traverse le pays du cèdre et de l’effet paralysant qu’a eu le vote de la loi César, en décembre 2019, aux Etats-Unis, auprès de nombreux établissements financiers. Ce texte, modelé sur les sanctions anti-Iran, menace de repraisiller toute entité étrangère qui « apporte un soutien significatif au gouvernement syrien ou qui conduit des transactions significatives avec celui-ci ».

« Toutes ces mesures entravent nos efforts contre le virus, soupire un médecin joint à Hama. J’essaie depuis des semaines de faire venir du matériel de laboratoire, même la Croix-Rouge internationale n’arrive pas à m’aider. » « Où va-t-on trouver des respirateurs, sachant que le secteur privé est incapable d’en produire localement ? », s’inquiète un homme d’affaires damascène.

A défaut d’un allègement des sanctions, auquel les Etats-Unis et l’Union européenne s’opposent pour l’instant, la solution passe par la création d’un mécanisme de financement ad hoc. En 2017, l’ESCWA, Commission économique et sociale des Nations unies pour l’Asie occidentale, avait suggéré de mettre en place un tel système, dans le but d’accélérer le paiement des importations humanitaires. Mais à l’époque, ni Damas ni Bruxelles n’y avaient prêté attention. ■

L’Iran espère un répit, Trump maintient sa « pression maximale »

Les dirigeants iraniens mènent une offensive diplomatique en vue d’alléger des sanctions susceptibles de compliquer la lutte contre le virus

Toujours soumis à un régime de sanctions économiques strict par Washington, l’Iran peine à apporter une réponse efficace à la crise sanitaire qui continue à faire des ravages dans le pays. Vendredi 3 avril, le bilan quotidien délivré par les autorités iraniennes a atteint les 3294 morts. Les chiffres réels seraient cependant bien supérieurs selon l’avis largement partagé de sources médicales iraniennes régulièrement consultées par Le Monde depuis le mois de février. Les autorités ont réagi avec retard et incohérence à l’épidémie de Covid-19. Les dysfonctionnements qui leur sont propres se doublent d’un handicap supplémentaire avec la poursuite par Washington d’une politique de pression maximale contre le pays. Une réalité que Téhéran n’a pas manqué d’exploiter sur la scène internationale.

L’offensive diplomatique menée depuis la mi-mars par le pré-

sident iranien Hassan Rohani et son ministre des affaires étrangères Mohammad Javad Zarif répond à un mot d’ordre simple : le maintien par l’administration Trump de sa politique de pression maximale tue. Une telle position a l’avantage de faire l’unanimité au sein de la population iranienne au moment où le pouvoir souffre d’une grave crise de légitimité. Téhéran y trouve une occasion de jouer sur les divergences de vues entre Américains et Européens, partisans d’un assouplissement des sanctions. A Washington, où l’épidémie de Covid-19 est perçue par les tenants des positions les plus dures face à l’Iran comme une opportunité bénie de mettre le régime à genoux, on se borne à récuser tout lien entre les sanctions et la capacité des autorités iraniennes à répondre à la crise sanitaire.

Le sujet commence pourtant à faire débat à Washington. Sur la défensive, l’administra-

tion américaine rappelle que, théoriquement, les fournitures médicales ne sont pas sujettes aux sanctions. La réalité est pourtant bien plus complexe. Certains matériels de protection, dont ceux nécessaires à la lutte contre le Covid-19, sont toujours sanctionnés. L’importation d’équipements sophistiqués comme les respirateurs artificiels requiert par ailleurs des démarches compliquées auprès du Trésor, qui ont de quoi rebuter les fournisseurs.

Pas de matériels de protection

Ces lourdes restrictions sont cependant négligeables face à l’obstacle insurmontable des sanctions pesant sur les échanges financiers, qui entravent de manière générale les transactions bancaires avec l’Iran, quel que soit leur objet. Un fabricant de masques ne sera pas inquieté pour avoir envoyé une cargaison en Iran. En revanche, il aura le plus

grand mal à recevoir un paiement de son client.

Dans leur immense majorité, les banques ne souhaitent prendre aucun risque. Un transfert d’argent venu d’Iran est considéré en soi comme dangereux et susceptible d’attirer l’attention du Trésor américain. Courant février, alors que l’Europe n’était pas aussi touchée par l’épidémie, les restrictions de cette nature ont ainsi empêché l’Iran de se fournir en matériels de protection auprès de fournisseurs français et espagnols.

Les mécanismes portés par des Etats et censés contourner ce problème sont encore inopérants et relèvent surtout de l’affichage politique. C’est le cas du lacunaire canal d’échange mis en place par la Suisse en début d’année. C’est aussi ce que l’on reproche au mécanisme européen d’échange avec l’Iran, Instex. La première transaction réalisée par cette chambre de compensation por-

taut sur du matériel médical sans rapport avec les besoins immédiats de l’Iran. Elle a eu lieu le 31 mars, soit quatorze mois après la création de l’entité. La puissance des sanctions américaines ne peut être contournée que de manière marginale. De fait, la capacité de l’Iran à acquérir les équipements dont ses soignants ont besoin dépend du bon vouloir de Washington et des gestes d’assouplissement que l’administration Trump à le pouvoir de mettre en œuvre.

Théoriquement, certains peuvent prendre effet sans délai. Le Trésor américain pourrait ainsi publier une liste plus claire et étendue des biens exemptés de sanctions, garantir aux banques susceptibles de traiter avec l’Iran qu’elles ne seront pas sanctionnées si elles rendent possible des transactions portant sur des biens utiles à la lutte contre le Covid-19. Washington pourrait aussi faciliter à Téhéran l’accès à

ses comptes à l’étranger où des dizaines de millions de dollars sommeillent, bloqués depuis le durcissement des sanctions américaines en mai 2019. Mais de telles mesures, impliquant un changement profond de l’attitude américaine face à Téhéran, ne sont pas envisageables. Elles seraient, de toute manière, insuffisantes.

« Il y a une pénurie mondiale d’équipements de protection et de respirateurs artificiels. Les caméras de commande des fournisseurs sont pleines et ils n’ont aucune raison de privilégier l’Iran même dans des conditions plus favorables », relève un haut responsable du secteur médical à Téhéran : « Le gouvernement iranien va continuer à condamner les sanctions américaines pour des raisons politiques. Mais si elles étaient levées demain, ce ne serait pas beaucoup plus facile d’importer les matériels dont on a besoin étant donné la demande internationale. » ■

ALLAN KAVALE

La Poste se mobilise pour le versement des prestations sociales des clients de La Banque Postale dès le 4 avril.

Les personnes bénéficiaires des prestations sociales qui souhaiteraient effectuer des retraits peuvent le faire :

- Dès le 4 avril, uniquement dans les distributeurs automatiques de billets.
- À partir du 6 avril, pour les clients de La Banque Postale dans l'un des 1 850 bureaux de poste qui seront en priorité réservés à ce service.

La santé de tous est une priorité.

Ensemble, respectons les gestes barrières.

Liste des bureaux de poste ouverts sur laposte.fr

Retrouvez nos services en ligne sur :

laposte.fr

labanquepostale.fr

lapostemobile.fr

#tous engagés

Ben



LA POSTE

Semaine noire en Ile-de-France

En seulement sept jours, le système hospitalier de la région a enregistré 1140 morts du Covid-19 et arrive en limite de capacité

C'était le moment le plus redouté depuis le début de l'épidémie. Dans la nuit du mardi 31 mars au mercredi 1^{er} avril, une ambulance, pour la première fois, ne trouve pas d'hôpital où déposer le patient atteint du Covid-19 qu'elle transporte. Sur le tableau de l'agence régionale de santé (ARS) d'Ile-de-France apparaissent encore quelques places de réanimation. Mais dans les faits, le régulateur n'en trouve plus. Une heure sera nécessaire pour ouvrir un lit supplémentaire et accueillir le malade.

Dans les hôpitaux franciliens, des centaines de lits de « réa » sont déjà occupés par des patients souffrant de formes graves du Covid-19. Et la marée ne cesse de monter. En quelques heures, mardi, près de 200 personnes supplémentaires sont prises en charge. Dès 16 heures, l'alerte est donnée : Martin Hirsch, le patron de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP), est informé que les lits vont bientôt manquer. « *Tout ce que nous avions fait jusque-là, c'était pour éviter ce moment* », raconte-t-il. « *L'eau n'était jamais arrivée aussi proche du barrage* », confirme Aurélien Rousseau, le directeur général de l'ARS Ile-de-France.

DES CAS DE CONSCIENCE

A 19 h 40, une réunion téléphonique est organisée en urgence avec le ministère de la santé, Matignon et l'Elysée. « *J'ai prévenu que nous n'allions pas tenir et que nous avions besoin de passer une étape supplémentaire* », raconte le haut fonctionnaire. Au plus haut sommet de l'Etat, le changement de doctrine est validé rapidement. Le principe d'une évacuation de plusieurs dizaines de patients franciliens – soit 163 à ce jour – vers des régions encore cal-

mes est décidé, tout comme l'envoi de renforts soignants depuis ces régions. Objectif : ouvrir encore de nouveaux lits.

En Ile-de-France, la semaine qui s'achève a été aussi noire que les hospitaliers le craignaient. En quelques jours, du samedi 28 mars au vendredi 3 avril, 1140 patients atteints du Covid-19 sont décédés dans des hôpitaux. Partout les lits de « réa » se sont remplis à grande vitesse.

« *Autant de patients qui arrivent dans un état aussi grave, c'est du jamais-vu* », lâche Lila Bouadma, réanimatrice à l'hôpital Bichat, à Paris. « *Des personnes souffrant d'une pneumonie qui arrivent en arrêt cardiaque, on en voit deux-trois dans l'année, pas des dizaines par jour* », ajoute le médecin. La situation est vite devenue intenable : « *Trouver une place et organiser le transfert nous prend des heures* », relate-t-elle, la voix fatiguée. « *Tout aurait pu basculer vers la catastrophe, ma peur était de me retrouver dans une situation à l'italienne, avec un patient à intuber que je n'aurais pas pu prendre en charge en réa derrière* », abonde Frédéric Adnet, directeur du SAMU 93 et chef du service des urgences à l'hôpital Avicenne.

Ici, à Bobigny, en Seine-Saint-Denis, l'orage s'est abattu dès le week-end du 28-29 mars. Des lits pleins, sept patients à intuber dans la nuit de vendredi à samedi et autant de transferts à organiser vers d'autres établissements. « *Nous avons malgré tout réussi à ne pas faire de triage, nous n'avons abandonné personne* », affirme avec émotion Yves Cohen, chef du service de réanimation.

Il y a malgré tout eu des cas de conscience, comme cet homme de 79 ans, que l'équipe a décidé de réanimer après une longue discussion. « *Il est stable, mais il est toujours intubé. Difficile de savoir si nous avons fait le bon choix* », souffle le médecin. Plongés dans

un coma artificiel, les malades s'affaiblissent très vite, avec une fonte musculaire qui peut atteindre 1 kg par jour. « *Le diaphragme se détériore et il est ensuite très difficile de les sevrer du respirateur*. »

« TELLEMENT SÉVÈRE »

Cette difficulté à réveiller les patients est l'une des raisons de l'embouteillage qu'a connu l'hôpital dès le début de la semaine. Pour libérer quelques lits, trois patients ont été envoyés à Saint-Brieuc, trois à Rouen et un à Brest, un moment « *difficile* » pour les soignants. « *On se battait depuis des jours avec eux, et là, on a eu l'impression de les abandonner* », témoigne Yves Cohen, qui prend des nouvelles de « *ses* » patients tous les deux jours.

Le profil de certains malades témoigne des conditions de vie du département : « *A six dans 40 m², les membres d'une même famille se contaminent très vite* », souligne Yves Cohen. Une femme de 63 ans et deux de ses trois enfants, âgés de 25 et 33 ans, sont ainsi hospitalisés dans son service, ainsi que plusieurs travailleurs étrangers résidant dans le même foyer. Très vite, les hôpitaux parisiens ont dû être appelés à la rescousse. Pour ce faire, à

« NOUS AVONS MALGRÉ TOUT RÉUSSI À NE PAS FAIRE DE TRIAGE, NOUS N'AVONS ABANDONNÉ PERSONNE »

YVES COHEN

chef du service de réanimation de l'hôpital Avicenne

la Pitié-Salpêtrière, huit patients stabilisés ont été exfiltrés vers des établissements situés à Antony et à Palaiseau (Essonne) pour laisser la place aux cas graves de la Seine-Saint-Denis. Deux autres sont partis en train pour la Bretagne, et un autre en hélicoptère pour l'Yonne. « *Ces départs nous ont beaucoup marqués. Nous aurions aimé pouvoir échanger avec ceux dont nous avons sauvé la vie* », regrette Alexandre Demoule, chef de service de réanimation à la Pitié.

Confronté aux cas les plus graves, il s'inquiète de la vitesse avec laquelle le Covid-19 emporte des patients « *pas très âgés* ». « *La maladie est tellement sévère que nous n'arrivons pas à*

les tirer d'affaire », constate le médecin, qui enchaîne les journées à rallonge, au point d'avoir le sentiment de ne plus rentrer chez lui. La pression ne retombe jamais vraiment. « *Tout le monde encaisse, tout le monde se tait, mais c'est dur* », admet-il.

L'absence des familles pour accompagner les malades est d'autant plus pesante pour les soignants. A la Pitié-Salpêtrière, les visites n'ont pas été interdites mais limitées à une tous les cinq jours. « *On ne peut pas avoir un proche dans le coma et ne pas le voir* », justifie Alexandre Demoule. Un système de vidéoconférence a aussi été mis en place pour que les familles puissent voir le malade et échanger avec les soignants.

LES RENFORTS AFFLUENT

A travers toute l'Ile-de-France, le constat est unanime : ces derniers jours, l'hôpital n'a cessé de se dépasser. Les problèmes budgétaires qui réglaient la marche des établissements depuis des années se sont volatilisés. « *On a tout ce qu'on veut, les vannes sont ouvertes. On nous a livré six lits neufs alors que ça faisait des mois, des années qu'on les demandait. Les budgets sont signés en un rien*

de temps mais ce sont les fournisseurs qui n'ont plus de matériel », raconte une infirmière en réanimation d'un hôpital périphérique de l'AP-HP.

Les renforts ne cessent d'affluer. Des chirurgiens font office d'aides-soignants. Des brigades sont montées pour alléger le travail des infirmières spécialisées. Des étudiants en médecine sont mobilisés pour « retourner » les patients du dos sur le ventre. « *Il y a pratiquement tout le personnel de l'hôpital affecté à la réanimation : ceux du bloc, ceux de l'équipe de remplacement, les intérimaires. On a doublé l'effectif, il y a la moitié de l'équipe qu'on ne connaît pas* », remarque l'infirmière. Conséquence : « *Il y a beaucoup de brouhaha, tout le monde tâtonne, on perd beaucoup de temps à chercher du matériel, on se retrouve avec plein de gens à gérer, et on finit par perdre en sécurité*. »

Pour ouvrir autant de lits en si peu de temps, les vieux clivages ont été mis de côté. « *Les frontières public-privé ont complètement sauté* », raconte, enthousiaste, Jean-Philippe Gambaro, le patron de la clinique Floréal, à Bagnolet, qui accueille 45 malades du Covid-19 en soins critiques. Ces derniers jours, il a prêté des ventila-

Sous pression, les hôpitaux lyonnais tiennent le choc

Dans la région Auvergne-Rhône-Alpes, la communauté soignante estime que la situation est « sous contrôle », mais redoute les pénuries

Un début de vague, puis une stabilisation. Depuis le début de l'épidémie de Covid-19, la région Auvergne-Rhône-Alpes voit monter les chiffres des patients atteints par la maladie. Avec 2706 personnes hospitalisées au 3 avril, d'après les chiffres de l'Agence régionale de santé (ARS), elle fait partie des quatre régions les plus touchées, particulièrement dans le Rhône – qui concentre près de la moitié des patients hospitalisés – et la métropole lyonnaise. La hausse s'est accélérée ces derniers jours, avec désormais 700 patients dans les services de réanimation, contre 286 une semaine plus tôt.

« *Au début de la semaine, on a vu le début de la vague arriver avec, d'un coup, de nombreux patients dans un état grave nécessitant des soins de réanimation importants* », raconte Lucas Reynaud, interne en réanimation à l'hôpital Edouard-Herriot, l'un des principaux établissements des Hospices civils de Lyon. Depuis jeudi, ça s'est stabilisé. Les services fonctionnent « *à flux tendu* », mais « *l'hôpital n'est pas saturé* », constate-t-il, grâce à toutes les transformations de services et les réaménagements de lits en soins critiques.

Un collègue infirmier dans le même établissement, Thomas

Laurent, relate cette même montée en puissance. « *Les patients arrivent dans un état critique, ils vont directement en réanimation* », décrit le jeune homme, qui, lors de sa sortie de garde jeudi en service de transit – là où les patients attendent leurs résultats au Covid – n'avait plus que quatre patients, pour 22 lits.

S'il a le sentiment que « *la situation reste sous contrôle* », l'hôpital commence à manquer sérieusement de certains matériels de protection : « *On est en train d'arriver à la rupture de stocks sur les gants, et il va falloir laver les blouses, qui peuvent l'être pour pouvoir les réutiliser* », rapporte-t-il.

Le 1^{er} avril, Guillaume du Chafaut, directeur général adjoint des Hospices civils de Lyon, constatait une « *croissance importante de l'occupation des lits* ». Il disait craindre « *une situation de tension* », tout en reconnaissant un point de « *vigilance* » sur le matériel de protection, notamment les surblouses, sur lesquelles pèsent des « *inquiétudes d'approvisionnement* ».

Collaboration avec le privé

« *La situation s'est stabilisée, on aborde le week-end plus sereinement que prévu* », souffle le docteur Thomas Rimmele, chef du service d'anesthésie-réanima-

tion à la Croix-Rousse. Les plans de montée en charge préparés pour le week-end ont même pu être mis en « stand-by », alors qu'une centaine de lits de réanimation restaient prêts à accueillir des patients supplémentaires à Lyon, ce vendredi soir. « *C'est plutôt rassurant, même si on sait que tout peut évoluer extrêmement vite* ». Pour le médecin, le Rhône a eu cette chance d'avoir eu davantage de temps que d'autres pour se préparer, et de bénéficier d'une très bonne collaboration avec le secteur privé.

Lui comme d'autres le répètent : si la situation s'est tendue, rien de comparable, à ce stade, avec ce qui

se passe en Ile-de-France ou dans le Grand-Est. L'espoir est toujours là, d'échapper à une vague supérieure aux capacités du système hospitalier. D'après l'ARS, la « *mobilisation et la coopération de tous les établissements* » a permis de doubler les capacités d'accueil pour les cas graves et de disposer à ce jour de plus de 1050 lits de réanimation.

« *Comme partout, on s'inquiète aussi pour l'après* », reprend néanmoins l'infirmier Thomas Laurent. En dehors du coronavirus, on risque d'avoir plus de patients qui ont laissé des pathologies s'aggraver, à l'issue de cette crise. » ■

CAMILLE STROMBONI



Evacuation d'un patient par hélicoptère, à Orly, le 3 avril.

GEOFFROY VAN DER HASSELT/AFP



Dans le Grand-Est meurtri, on entrevoit la fin du pic

Avec près de 1200 décès, la région a été la première et la plus durement frappée par la pandémie. Massivement réorganisé dans l'urgence, son système de soins n'a évité la rupture que grâce aux déplacements de patients

Une lueur au bout du tunnel», et une perspective de fin du pic épidémique au 25 avril. C'est avec une voix quelque peu soulagée que le président de l'agence régionale de santé (ARS) du Grand-Est, Christophe Lannelongue, a enfin pu annoncer quelques bonnes nouvelles, lors d'un point presse par téléphone vendredi 3 avril.

«Je pense qu'on va passer le pic, les conditions restent très dures dans la région, dans beaucoup des grands hôpitaux on est sur le fil du rasoir, on tient par les transferts de patients (...). Mais les indicateurs et modèles nous montrent qu'on approche du turning point», a assuré le directeur régional, qui prévoit cependant encore «dix jours d'efforts considérables».

L'annonce était d'autant plus attendue que la situation ces dernières semaines dans la région était des plus noires : à l'avant-garde de l'épidémie avec l'un des premiers «clusters» de contamination – le fameux rassemblement évangéliste de La Porte ouverte chrétienne qui s'est tenu à Mulhouse (Haut-Rhin) entre le 17 et le 24 février –, l'est de la France a particulièrement souffert. Vendredi 3 avril, on y dénombrait 1178 décès, alors que 4657 personnes y sont toujours hospitalisées pour cause de Covid-19, dont 949 en réanimation.

« NOUS RENVERRONS L'ASCENSEUR ET NOUS NOUS ACQUITTERONS DE NOTRE DETTE SI NÉCESSAIRE »

CHRISTOPHE LANNELONGUE
président de l'agence régionale de santé du Grand-Est

La situation reste contrastée : l'ouest de la région, de Metz à Reims (Marne), demeure en forte tension, au point qu'une dizaine d'élus de Moselle ont solennellement interpellé, lundi, le ministre de la santé Olivier Véran sur la «situation très critique» des hôpitaux de leur territoire et ont demandé plus de transferts. Mais les départements les plus à l'est, notamment le Haut-Rhin et le Bas-Rhin, connaissent désormais un «plateau fragile et récent, une ligne de crête», se félicite Guilaine Kieffer-Desgrappes, présidente de l'Union régionale des professionnels de santé (URPS) médecins libéraux. «On peut enfin commencer à souffler», confirme, soulagé, Jean-François Cerfon, anesthésiste-réanimateur à Colmar et président du conseil régional de l'ordre, qui note une baisse des admissions aux urgences comme

des appels au 15 depuis quelques jours. «Pour la première fois, on a eu un lit libre vingt-quatre heures, aujourd'hui j'en ai même deux», se félicite-t-il, louant notamment l'efficacité du confinement, qui a permis, en limitant les transmissions, de diminuer la «vague».

Il y a de quoi : la région a frôlé la catastrophe sanitaire à plusieurs reprises. Avant la crise, elle comptait 465 lits équipés pour la réanimation, un nombre largement insuffisant pour faire face à un afflux de patients sans précédent. Cette capacité a été presque triplée en quelques semaines, avec désormais 1170 lits ouverts, au prix d'une réorganisation massive et rapide des grands hôpitaux régionaux de Mulhouse, Colmar, Nancy ou Metz. Un «effort incroyable», «sans précédent», assure M. Lannelongue.

Un lourd tribut

Dans la plupart des établissements, les interventions prévues ont été retardées, les patients transférés, tous les locaux pouvant accueillir des respirateurs et des lits adaptés réquisitionnés au service de la lutte contre l'épidémie. Et ces efforts n'auraient sans doute pas suffi sans les transferts de patients dans d'autres régions françaises ou à l'étranger. L'Allemagne voisine a été particulièrement accueillante, en recevant

109 malades sur les 156 transférés au-delà des frontières françaises. Un effort salué par M. Lannelongue, qui promet : «Nous renverrons l'ascenseur et nous nous acquitterons de notre dette si nécessaire.» Une centaine de patients ont également été accueillis dans les régions moins touchées, Centre-Val de Loire, Nouvelle-Aquitaine ou Occitanie, pour partie grâce à l'aide de l'armée dans le cadre de l'opération «Morphée». «Sans cet effort nous n'aurions pas réussi», reconnaît le directeur de l'ARS. Ce qui n'a pas empêché certains couacs. Un transfert entre les hôpitaux de Reims et de Tours a ainsi été annulé sur ordre du gouvernement, les patients ont dû faire demi-tour.

Les acteurs locaux se gardent cependant de tout triomphalisme, car la situation de crise risque de durer. «Il faudra du temps avant la normalisation», prévient le docteur Cerfon, qui, outre les longs

séjours des patients sévèrement atteints, anticipe le retour des patients déplacés ou l'afflux de ceux venus d'ailleurs dans la région.

Du côté de la médecine de ville également, la désertion des cabinets médicaux du fait du confinement fait craindre «un rebond, avec tous les gens qui ont été mal suivis, ce qui peut avoir des conséquences», redoute le docteur Kieffer-Desgrappes, qui regrette que la médecine de ville ait été la «grande oubliée» de la crise.

En ville ou à l'hôpital, les médecins de l'Est, qui ont souffert, comme partout en France, du manque chronique de matériel de protection, ont payé un lourd tribut : quatre sont décédés des suites de la maladie.

Reste désormais à envisager l'après et le déconfinement. Là encore, la région sera sans doute pilote : «On est en attente de tests sérologiques», confirme Guilaine Kieffer-Desgrappes. L'ARS évoque la question de la «protection des plus âgés» contre un rebond de l'épidémie, qui passe là encore par des dépistages massifs. A Colmar, Jean-François Cerfon, qui n'a pas dételé depuis trois semaines et enchaîne une nouvelle garde ce week-end, a d'autres désirs, plus modestes : «Je rêve d'aller marcher dans les Vosges, au grand air.» ■

SAMUEL LAURENT

DU CÔTÉ DE LA MÉDECINE DE VILLE, LA DÉSERTION DES CABINETS DU FAIT DU CONFINEMENT FAIT CRAINDRE « UN REBOND »

Un bus de transfert de patients sommé de faire demi-tour

Parti du Grand-Est pour emmener huit malades vers Tours, ce transport n'a pas été jugé prioritaire par le ministère

L'histoire illustre les difficultés de coordination qu'il peut y avoir entre Etat, régions et administrations dans cette crise sanitaire sans précédent. Mardi 31 mars, aux alentours de 10 heures, un bus de la compagnie d'autocars Schidler, aménagé en transport médicalisé, part du CHU de Reims. A son bord, huit patients atteints du Covid-19 et considérés en «pré-réanimation», ainsi que trois médecins. Ils font route vers l'hôpital de Tours, qui a accepté de les prendre en charge pour délester les hôpitaux de Reims, saturés comme nombre d'autres établissements de la région Grand-Est. Un transfert annoncé la veille par le CHU de Reims dans un communiqué.

Quelques jours plus tôt, le 27 mars, un autre autocar avait déjà fait la route jusqu'à Orléans pour transporter six autres patients. Mais, si ce premier transport s'est déroulé sans problème, ce n'est pas le cas du second : au

bout d'une heure trente de route, le chauffeur reçoit un appel du CHU de Reims, lui ordonnant de faire demi-tour. A bord du bus, c'est la stupeur. A Tours et à Reims également. Et depuis, la colère ne retombe pas. Louis Bernard, chef du service des maladies infectieuses de l'hôpital de Tours, a expliqué son incompréhension lors d'une téléconférence de presse : «Nous avons tous accepté, la direction générale du CHU et nous, médecins, d'accueillir ces patients de Reims, qui étaient dans le couloir de leur hôpital.»

«Bureaucratie»

«Quand la réactivité des professionnels de santé de terrain se heurte à la bureaucratie parisienne. Juste honteux!», a réagi, sur Facebook, la section CGT du CHU de Reims. «Imposer le retour d'un bus Covid de huit malades qui a nécessité un gros travail d'équipes surchargées alors que le CHU de Reims et la région manquent de

lits de réa, c'est incompréhensible», dénonce le professeur Stéphane Larré, urologue au CHU de Reims.

Qui a ordonné ce demi-tour? Contactée par Le Monde, l'Agence régionale de santé du Grand Est admet un «couac», dommageable tant pour les patients que pour l'image donnée de désorganisation. Dans un communiqué, elle a expliqué mercredi 1^{er} avril que les patients transportés n'étaient pas prioritaires. «Ce sont les services de réanimation qui sont les plus en tension en ce moment, donc on privilégie les transferts de malades en réanimation», a précisé Christophe Lannelongue, directeur de l'agence.

Surtout, «les échanges interrégionaux sont préalablement soumis à l'autorisation du centre de crise sanitaire du ministère de la santé, ce qui n'était pas le cas». «C'est le PC de crise à Paris, auprès du directeur général de la santé M. Salomon, qui pilote les transferts entre différentes régions (...).

Ce transfert a été suspendu car il nécessitait d'être mieux coordonné», explique également la directrice du CHU de Tours, Marie-Noëlle Gérain-Breuzard.

«Manque de visibilité»

Le maire de Reims, Arnaud Robinet, pharmacologue de formation et président du conseil de surveillance du CHRU de Reims, dénonce «un couac administratif et non médical» : «Le transfert devait avoir lieu avec l'accord de l'ARS des deux régions, mais la directrice de l'hôpital de Reims a reçu un message du cabinet du ministre.» Un geste qu'il ne comprend pas : «Je trouve inconscient de faire revenir ce bus», fustige-t-il, regrettant le «manque de visibilité» sur la question des transferts de patients.

Pour le maire de Reims, qui préside également la Fédération hospitalière de France (FHF) dans la région, si «les établissements de l'Est ont su anticiper et tripler le nombre de lits de réanimation», ce

n'est «pas le cas partout». «J'espère qu'on n'a pas cherché à privilégier la région Ile-de-France», s'interroge l'élus, pour qui il faudra, après la crise, tirer le bilan et «donner plus de responsabilités aux collectivités».

Contactée, la direction générale de la santé assume avoir «annulé, et pour de très bonnes raisons (...) de sécurité sanitaire» ce transfert. Une opération menée, selon elle, «de façon unilatérale, sans concertation», par le CHU de Reims. «Des patients étaient déjà prévus pour être transférés sur le site identifié par le CHU de Reims, qui ne pouvait pas en accueillir en avance de phase sans compromettre les transferts prioritaires à venir», justifie-t-elle. Et d'assurer que la stratégie de transferts de patients, «essentielle pour pouvoir assurer la prise en charge» de tous, «se déroule bien», mais nécessite «une organisation fine, qui associe une régulation régionale, et un pilotage national». ■

SAMUEL LAURENT

Epidémie de Covid-19 : situation au 3 avril, 14 heures

DÉCÈS À L'HÔPITAL

5 091

depuis le 1^{er} mars

RETOUR À DOMICILE

14 007

816

18 mars

3 avril

HOSPITALISATION ET RÉANIMATION

27 302

Personnes hospitalisées

En réanimation et en soins intensifs

2 972

771

18 mars

3 avril

HOSPITALISATIONS PAR DÉPARTEMENT

pour 100 000 habitants

- de 150 à 154,8
- de 100 à 150
- de 50 à 100
- de 25 à 50
- de 10 à 25
- moins de 10

Petite couronne

Guadeloupe

Martinique

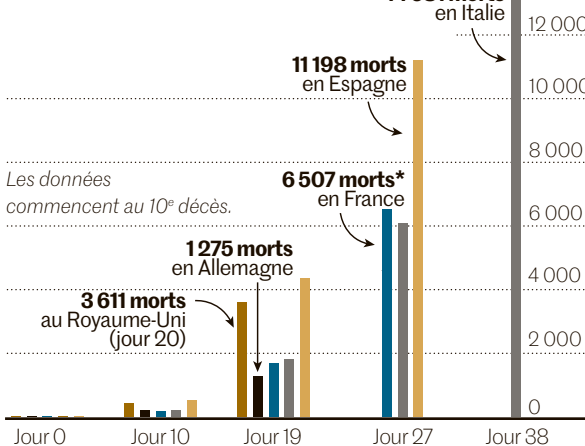
Mayotte

La Réunion

Guyane

COMPARATIF EUROPÉEN

■ Italie ■ France ■ Espagne ■ Allemagne ■ Royaume-Uni



A l’hôpital de Saint-Denis, le désarroi des soignants

Face au Covid-19, le personnel souffre du « même sentiment d’impuissance qu’au début du sida »

REPORTAGE

La veille encore, tous les lits étaient occupés par des patients infectés par le Covid-19, et le personnel soignant courait de l’un à l’autre. « C’était dingue, une vraie fourmilière, avec des bip-bip de partout », raconte un médecin. En ce vendredi 3 avril, le calme est brièvement revenu dans la salle de déchocage des urgences de l’hôpital public Delafontaine, à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).

Une jeune infirmière en blouse verte en profite pour trier le matériel avant un nouvel afflux. C’est son premier jour de reprise, après avoir été elle-même frappée par le Covid-19. « J’appréhende ce retour, le flux des patients, leur état de gravité, surtout chez les personnes jeunes », confie Meriem Mefrouche, les traits tirés derrière son masque de ski – un don reçu la veille pour pallier la pénurie de lunettes de protection. Avant de partir en arrêt-maladie, la jeune femme avait dû intuber un patient de 27 ans sans antécédents médicaux. « Ça m’a beaucoup perturbée. On se dit que ça peut mal se passer pour nous aussi, pas seulement pour les personnes âgées. » C’est la première fois qu’elle est aussi déstabilisée, dit-elle.

Cette infirmière a pourtant connu les attentats du 13 novembre 2015 et l’afflux des blessés depuis le Stade de France, situé à deux pas. « Mais là, c’est encore une autre médecine de guerre, assure-t-elle. Pendant les attentats, il y avait la peur et l’horreur, mais on savait comment soigner. Là, on tâtonne. » Tous les personnels de cet hôpital disent leur sentiment d’impuissance face au nouveau coronavirus.

Depuis le 13 mars, la vague des personnes contaminées a submergé l’établissement, installé dans le désert médical de la Seine-Saint-Denis. « On voit beaucoup de familles où plusieurs générations vivent ensemble pour des raisons culturelles, remarque François Lhote, directeur médical de la cellule de crise. Ces “clusters” familiaux sont renforcés par la précarité : beaucoup de logements sont suroccupés et insalubres. »

Face à l’afflux de malades, le centre hospitalier a dû se réorganiser intégralement. En dix jours, six « unités Covid-19 » ont été créées, soit 150 lits. Le service de réanimation est passé de 18 à 32 lits. Re Composées, les équipes médicales se sont, elles aussi, adaptées : du jour au lendemain,



Sabira Blaszezykowska (assise), aide-soignante, à l’hôpital Delafontaine de Saint-Denis, le 3 avril. BENJAMIN GIRETTE POUR « LE MONDE »

de nombreux soignants ont changé de discipline médicale. Une prouesse. D’un étage à l’autre, pourtant, c’est le désarroi qui domine.

« Les trois derniers jours ont été extrêmement difficiles, avec des patients présentant des symptômes de détresse respiratoire aigus », explique Simon Escoda, pédiatre reconverti temporairement en chef des urgences adultes. « Sur 100 à 120 passages quotidiens, 60 % à 70 % nécessitent d’être hospitalisés. D’habitude, c’est autour de 20 %. » L’angoisse le réveille la nuit, d’autant que, pour l’heure, le pic épidémique ne semble pas encore atteint. Les patients, entre 40 et 70 ans, arrivent la peur au ventre : « Ils nous demandent si certains sortent vivants de l’hôpital. » L’établissement comptait, jeudi, 235 malades du Covid-19. Il est désormais au maximum de ses capacités.

Dans les couloirs, une infirmière profite d’un bref moment de répit pour essayer une surblouse blanche zippée, un don

reçu le matin même par l’hôpital. « C’est bien, mais il manque des poches, c’est pas pratique », remarque la jeune femme. Elle s’en contentera malgré tout : l’établissement est en rupture de stock, et a décidé de se fabriquer lui-même des surblouses avec des sacs plastiques.

« On essaye, mais ça marche pas » Dans la salle de réanimation, pas un bruit, ou presque. Les cinq infirmières et aides-soignantes en blouse verte surveillent les écrans. Un brancard passe discrètement. Les surchaussures en papier étouffent le bruit des pas. Le silence est d’autant plus grand qu’avec le risque de contagion, aucune famille n’est autorisée à venir à l’hôpital, sauf quand leur proche est en fin de vie, ou mort. Sur les chambres, des affichettes indiquent le traitement : « curarisé ». « Tous nos patients sont dans un coma artificiel », précise Solène, l’une des infirmières.

Ici aussi, le personnel soignant est désemparé face au virus. « En

réa, c’est très compliqué, parce que les procédures habituelles sont souvent des échecs », reconnaît, décontenancé, le chef du service, Jérôme Aboab. « On est complètement démunis face à ça, renchérit sa collègue. On essaye, mais ça marche pas. » Malgré l’assistance des respirateurs, les patients meurent du manque d’oxygène. « Mais ils ne suffoquent pas, précise le médecin réanimateur. Ils sont dans un coma profond et ne se rendent compte de rien. »

Moyenne d’âge des personnes en réa : 65 ans. « C’est largement plus jeune que d’habitude, entre 70 et 80 ans », observe Solène, lunettes rondes et masque FFP2 bien en place. Un patient de 40 ans, sans antécédent, a succombé. « Il s’est dégradé relativement brutalement », se souvient Jérôme Aboab. Il n’a pas d’explication. « Ce qu’on constate, c’est que les formes graves sont vraiment très graves, et que le désengagement de la réa est très lent. » Chaque patient reste en moyenne quatorze jours.

Face à l’arrivée massive et continue des malades, les critères de gravité ont été revus à la baisse. « Les capacités sont si limitées et l’épidémie si imprévisible qu’on laisse des personnes dans les étages alors qu’il y a trois semaines, avec les mêmes critères, on les aurait envoyées en réa », reconnaît Jérôme Aboab. Pour l’heure, seuls « trois ou quatre » malades sont sortis de réanimation.

Les morts, eux, s’accumulent. Depuis le début de la crise, 45 patients sont décédés du Covid-19 dans l’hôpital. La chambre mortuaire est saturée, au point qu’il a fallu louer trois camions frigorifiques pour entreposer les corps. Les véhicules sont postés à l’entrée, entre deux tentes de fortune, pour que le personnel puisse travailler à l’abri des curieux. Les décès sont si nombreux et rapprochés que des soignants disent avoir l’impression d’être « débordés par une masse ».

La mort a envahi leur quotidien. Le protocole pour les décès du Covid-19 leur pèse particuliè-

La chambre mortuaire est saturée. Il a fallu louer trois camions frigorifiques

rement. Les aides-soignantes doivent désormais laver et habiller le défunt avec ses vêtements, ce qu’elles n’avaient jamais eu à faire jusqu’ici – les pompes funèbres s’en chargeaient. Elles doivent ensuite mettre le corps dans une housse mortuaire, puis laver la housse à la javel.

« Tu te rends compte ? On doit le mettre dans un sac ! Et en plus passer le pschitt de javel dessus... Ça déshumanise », s’étrangle Sabira Blaszezykowska, aide-soignante de 51 ans. Sa collègue Geneviève Jahns, infirmière « diplômée en 1984 », opine : « D’habitude on voit ça à la télévision. C’est du jamais pratiqué. »

Les deux soignantes, pyjama bleu et charlotte sur la tête, ont en revanche refusé de faire ce qu’on leur a demandé ces derniers jours : prendre des photos des patients, malades et morts, pour envoyer une dernière image aux familles. Elles ont prévenu leurs chefs : « Hors de question. »

« Sentiment d’impuissance » L’idée est venue de la responsable de l’équipe de soutien et d’accueil des familles des malades, Isabelle Marin. Pour cette jeune retraitée, revenue en renfort au début de la crise, c’est une façon d’aider les proches à faire le deuil.

« Des Africains étaient horriblement choqués qu’on leur propose, donc on n’a pas insisté, mais en réa, d’autres familles nous l’ont demandé, dit-elle. Quand vous ne pouvez pas guérir quelqu’un, le plus important, c’est tout le reste : les proches, la famille, les symboles... »

Isabelle Marin a aussi mis sur pied des conversations entre les malades et leur famille sur WhatsApp. Une mère et sa fille ont ainsi pu échanger à distance. « C’était très émouvant, elles pleuraient et se soulaient du courage mutuellement. » Elle qui travaillait en soins palliatifs observe le désarroi des soignants. « On retrouve le même sentiment d’impuissance qu’on avait au début du sida. Sauf que là, ça concerne tout le monde. » ■

FAUSTINE VINCENT

La Seine-Saint-Denis confrontée à une inquiétante surmortalité

Les fragilités sociales de ce département populaire, sous-doté en équipements médicaux, le rendent vulnérable à l’épidémie

Le directeur général de la santé, Jérôme Salomon, l’a annoncé jeudi 2 avril : la Seine-Saint-Denis fait partie des départements les plus touchés par un excès de mortalité « exceptionnel » lié à l’épidémie de Covid-19.

Derrière cette déclaration, un chiffre, celui de l’Insee : + 63 %. C’est la hausse des décès transmise par voie dématérialisée entre la semaine du 14 au 20 mars et celle du 21 au 27 mars. Il s’agit de la plus forte progression hebdomadaire, devant la Haute-Marne (+ 54 %), le Val-d’Oise (+ 47 %) ou encore la Moselle (+ 45 %). « D’ordinaire, je signe trois à quatre certificats d’inhumation par semaine, raconte Sylvine Thomassin, maire socialiste de Bondy. Depuis deux semaines, j’en signe trois à quatre par jour, je n’ai jamais vu ça. »

Selon Santé publique France, 208 personnes sont mortes du Covid-19 en Seine-Saint-Denis (département qui compte 1,6 million d’habitants) entre le 1^{er} mars et le 2 avril. C’est moins qu’à Paris (455 décès pour 2,3 millions d’habitants) et dans le Val-de-Marne (211 pour près de 1,4 million d’habitants), mais plus que dans l’Essonne (80 pour 1,3 million d’habitants).

Plusieurs facteurs expliquent cette progression. Deuxième département le plus peuplé d’Île-de-France après Paris, le 93 est aussi le plus jeune : 30 % de la population a moins de 20 ans. Un facteur qui pourrait être favorable – les jeunes étant moins touchés par le coronavirus que les personnes âgées – mais qui se révèle épineux. « Il est plus difficile de confiner des jeunes de 20 ans en zone urbaine dense que des retraités en

« Il est très difficile de s’isoler, y compris au sein des familles »

STÉPHANE TROUSSEL
président du conseil départemental de Seine-Saint-Denis

Corrèze », relève M^{me} Thomassin, qui pointe une autre difficulté. Avec la fermeture des marchés alimentaires, ces populations se concentrent de fait sur un ou deux points de ravitaillement. Bondy Nord compte ainsi 21 000 habitants et un seul supermarché.

Si le respect des règles du confinement a mis « un peu de temps à

se mettre en place » dans certains quartiers, concède la maire de Bondy, aujourd’hui, elles sont « relativement bien respectées », souligne Stéphane Peu, député communiste de Seine-Saint-Denis, qui dit ne pas avoir été « étonné » par l’annonce de Jérôme Salomon.

La multiplication des inhumations au cimetière intercommunal des Joncherolles, à Villeneuve, l’a incité à demander au préfet du 93 à ce qu’une entreprise soit réquisitionnée afin de construire au plus vite des caveaux.

Le « retard à l’allumage » du confinement n’explique pas à lui seul cette « surmortalité ». « Logements exiguës, familles nombreuses... Il est très difficile de s’isoler, y compris au sein des familles », fait observer le président du conseil départemental de Seine-

Saint-Denis, Stéphane Troussel. D’où la présence de « clusters familiaux ».

Autre réalité trop souvent balayée : « Les infirmières, les caissières, les aides-soignantes, les agents d’entretien, les intérimaires, les agents de sécurité, les livreurs... bref, tous ceux qui font tenir la France debout aujourd’hui, tous ceux qui vont au front et se mettent en danger, ils viennent des quartiers populaires, ce sont des habitants du 93 ! », martèle M. Peu.

« Un désert médical » L’épidémie de Covid-19 creuse les inégalités sociales et met en lumière les inégalités sanitaires. « La Seine-Saint-Denis est un désert médical, nous sommes sous-dotés en tout », tonne le député, rappelant les conclusions du rapport parlementaire publié en mai 2018 pointant du doigt « la

faillite de l’Etat » dans ce département. Le 93 compte en effet trois fois moins de lits de réanimation qu’à Paris. Les patients n’en restent pas moins orientés vers des hôpitaux qui disposent de davantage de capacités d’accueil.

Mais les « grandes fragilités » des habitants issus des quartiers populaires en font un public « à risque », souligne Olivier Klein, maire socialiste de Clichy-sous-Bois. Ils souffrent davantage de diabète, d’obésité et de diverses maladies chroniques, ce sont des facteurs aggravants du Covid-19. « Ils ont par ailleurs tendance à attendre avant d’aller chez le médecin ou à l’hôpital, car ils craignent notamment que ça coûte trop cher, explique Mohamed Gnabaly, maire (sans étiquette) de l’Île-Saint-Denis. Résultat, ils sont souvent pris en charge très tard. » ■

LOUISE COUVELAIRE

Pourquoi il faut intensifier l’effort de « guerre »

Avant d’évoquer les modalités du déconfinement, la priorité doit être de limiter les chaînes de contamination

ANALYSE

A dire vrai, l’on a parfois du mal à comprendre la stratégie suivie par le gouvernement pour lutter contre l’épidémie de Covid-19. Le président de la République avait expliqué qu’il s’agissait d’une « guerre » qu’il importait de gagner. « A n’importe quel prix », avait ajouté Emmanuel Macron. L’emploi de ce mot avait été critiqué, mais il disait bien quel est l’objectif final : vaincre l’épidémie, sinon terrasser le virus, au moyen d’un traitement ou d’un vaccin efficaces.

Devant la mission d’information sur le Covid-19, qui s’est réunie pour la première fois le 1^{er} avril, à l’Assemblée nationale, le premier ministre a usé d’un autre vocabulaire. « Il est probable que nous ne nous acheminions pas vers un déconfinement général, en une fois, partout et pour tout le monde », a déclaré Edouard Philippe, ajoutant que plusieurs « hypothèses » prévalent. « Nous avons demandé à plusieurs équipes de travailler sur cette question, a-t-il ajouté, en étudiant l’opportunité, la faisabilité d’un déconfinement qui serait régionalisé, qui serait sujet à une politique de tests, en fonction, qui sait, de classes d’âge. »

Mettons de côté la faisabilité de ce qu’envisage le premier ministre, sur laquelle il y aurait beaucoup à dire, et concentrons-nous sur les « buts de guerre ». Le but, le seul but, est de tenter de venir à bout de l’épidémie. Faute de quoi,

il ne faudrait alors plus parler d’épidémie, mais d’endémie. Pour filer la métaphore guerrière, on finirait par s’installer dans une forme de cohabitation avec l’ennemi. Cela arrive dans certains cas. Le parasite de la gale, les poux, les lentes sont endémiques. C’est ennuyeux, chacun le sait, mais ce n’est pas mortel. A la différence du coronavirus. M. Philippe va donc un peu vite en besogne en évoquant dès à présent les modalités du déconfinement. Un peu comme si, en 1915, Clemenceau s’était concentré sur la reconstruction de la France.

L’heure est à la mobilisation générale. De plus en plus de voix, aujourd’hui, s’élèvent pour que soient mises en œuvre au plus vite des stratégies dites « d’épidémiologie d’action ». Jeudi 2 avril, sur LCI, le professeur William Dab, ancien directeur général de la santé et épidémiologiste de renom, a ainsi déclaré qu’en étant « sérieux et rigoureux », nous pourrions éviter qu’in fine « 60 % de la population » finisse par être infectée.

« Les personnes positives doivent être hébergées dans des structures telles que des hôtels »

WILLIAM DAB
épidémiologiste

Avec, à la clé, des dizaines, des centaines de milliers de décès. Pour ce faire, a-t-il insisté en se référant à ce qui se fait actuellement en Espagne, « les personnes positives doivent être hébergées dans des structures telles que des hôtels ». « On peut casser cette épidémie si l’on isole les personnes positives, ainsi que celles qui ont été en contact avec elles », a-t-il ajouté.

« Six conditions »

Sur le même plateau de télévision, le professeur Eric Caumes, chef du service des maladies infectieuses à l’hôpital de la Pitié-Salpêtrière (Paris), a martelé un message similaire. « Il faut tester, tester, tracer, isoler et mettre en quarantaine » ceux qui doivent l’être, a-t-il déclaré. « Dans une ville comme Paris, les hôtels sont sous-utilisés de manière incroyable », a dit le professeur Caumes, ajoutant en substance qu’en ne cassant pas ces microchaînes de contamination, au sein des familles, mais surtout au sein d’institutions telles que les Ehpad, on laisserait se développer d’innombrables foyers infectieux.

Au moment où ces deux médecins réputés s’exprimaient, le *New England Journal of Medicine*, la plus prestigieuse revue médicale au monde, mettait en ligne un éditorial signé par le « pape » de la santé publique américaine, l’ancien directeur de la Harvard School of Public Health, Harvey V. Fineberg. Il y récapitule les six conditions qui permettraient d’« écraser la courbe » de l’épidémie en dix semaines.

« Il faut tester, tracer, isoler et mettre en quarantaine ceux qui doivent l’être »

ÉRIC CAUMES
chef du service des maladies infectieuses à l’hôpital de la Pitié-Salpêtrière

La quatrième condition vaut d’être citée in extenso. Elle est tirée : « Classer la population en cinq groupes et définir ce qui convient à chacun ». « Premièrement, écrit le professeur Fineberg, nous devons identifier ceux qui sont infectés ; deuxièmement, ceux que l’on soupçonne d’être infectés (c’est-à-dire, les personnes qui présentent des signes et des symptômes laissant penser qu’elles

auraient été infectées, même si le résultat du test est négatif) ; troisièmement, ceux qui ont été exposés ; quatrièmement, ceux qui n’ont pas été, à notre connaissance, infectés ou exposés ; et cinquièmement, ceux qui ont guéri après avoir été infectés et qui ont développé une immunité adéquate. »

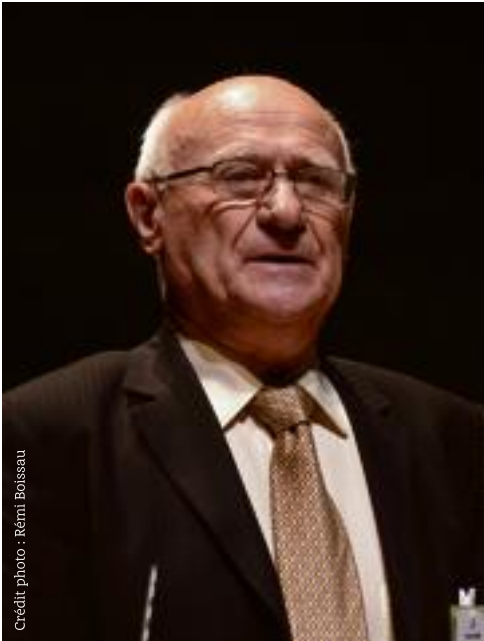
« Nous devons agir, poursuit-il, en nous basant sur l’observation des symptômes, sur des examens, des tests (pour le moment, l’analyse d’une réaction en chaîne par polymérase pour détecter l’ARN du virus) et l’identification des personnes entrées en contact avec des malades, nous pourrions ainsi savoir qui appartient à chacun des quatre premiers groupes. Hospitaliser ceux qui sont sévèrement malades ou les plus à risque. Etablir des infirmeries dans les palais des congrès inoccupés, par exemple, pour soigner ceux qui ne sont que faiblement ou modérément malades ou à faible risque ; mettre sur pied une infirmerie d’isolement

pour tous les patients diminuera les risques de transmission au sein d’une famille. Convertir les hôtels aujourd’hui vides en des centres de quarantaine pour héberger ceux qui ont été exposés et les séparer de la population générale pour deux semaines ; ce type de quarantaine restera une solution envisageable tant que l’épidémie n’aura pas explosé dans la région ou la ville environnantes. »

« Pouvoir identifier ceux qui appartiennent au cinquième groupe – ceux qui ont été infectés, sont guéris et ont développé une immunité adéquate – nécessite le développement, l’homologation et le déploiement de tests sérologiques, précise-t-il. Prendre de telles mesures permettrait de faire un grand pas en avant et de redémarrer certains secteurs de l’économie rapidement et sans danger. »

C’est ainsi que l’on doit se battre contre le coronavirus. En appliquant avec le maximum de rigueur des stratégies globales que connaissent bien les épidémiologistes d’action, seule manière de préserver autant que faire se peut le système de prise en charge hospitalier, et, singulièrement, la capacité de prise en charge des services de réanimation. Ensuite seulement, on pourra songer à déconfiner, pourquoi pas de façon progressive, région par région. En sachant que rien ne sera acquis jusqu’à la découverte d’un traitement et d’un vaccin efficaces. Sans ces derniers, il y restera un risque pour que l’épidémie redémarre. ■

FRANCK NOUCHI



Credit photo : Rémi Boissau

Nous sommes à Brest, au milieu du mois de juin 1997. À l’heure où les marchés financiers affichent des niveaux record dans les bourses du monde entier, un petit homme s’avance à la tribune. Jacques Vandier, après 37 ans passés à la tête de l’un des plus grands groupes d’assurance mutualiste français, fait ses adieux à la Macif.

Il en restera le président d’honneur jusqu’à ce 30 mars 2020, date à laquelle il s’est éteint, à la veille de son quatre-vingt-treizième anniversaire et des soixante ans d’existence du Groupe Macif.

« Je suis fier, dit-il alors, d’avoir participé à la création et au développement d’une mutuelle, d’une entreprise qui exerce son activité dans l’économie marchande, mais qui se distingue sur deux points : la Macif n’appartient à personne, elle est un bien collectif impartageable ; ensuite elle démontre que le principe fondamental du capitalisme est faux : la motivation essentielle des entrepreneurs n’est pas l’enrichissement personnel ».

Polytechnicien, fils de médecin de campagne, petit-fils d’agriculteur, originaire des

Assureur oui, mais mutualiste

Jacques Vandier, « pape du mutualisme » et figure historique de la Macif, s’éteint à la veille des 60 ans du Groupe.

Deux-Sèvres, Jacques Vandier était avant tout en effet un entrepreneur, un « franc-tireur », aimait-il à dire. Au cours de ses années passées à la commission de contrôle des assurances du ministère des Finances, il se forge une solide réputation pour ses connaissances techniques. Mais c’est surtout par son approche avant-gardiste de l’assurance que ce trentenaire révolutionne le secteur. Approché pour prendre la direction d’une jeune mutuelle destinée aux commerçants et industriels, il accepte à condition que les statuts soient largement ouverts aux salariés. Soucieux de « protéger tout le monde », Vandier est aussi le premier à anticiper ce marché de masse, ces personnes en « grand nombre » que ses connaissances techniques vont permettre d’assurer au juste prix. À côté des tarifs, Vandier avait le sens de la valeur.

La valeur, c’est d’abord le savoir et la science au service d’un modèle économique. Relevant des tarifs trop bas pour des risques élevés, réduisant au contraire de moitié les prix pratiqués pour des risques moindres, le polytechnicien invente et applique des règles nouvelles : la segmentation. Elle sera à la base de la réussite de celui qui fut le premier employé d’une mutuelle qui, quelques décennies après, deviendra aussi la première assurance automobile de France.

La valeur c’est aussi la valeur politique de l’entreprise. Vandier appelait l’entreprise « la société ». Ce n’était pas qu’une coquetterie verbale. La Macif est une « société de personnes ». Une société

indépendante qui n’a pas d’actionnaires. Une société de « sociétaires ». Des sociétaires qui ont chacun une voix, qui votent pour des délégués qui les représentent, qui peuvent s’engager pour la mutuelle. Démocratiser l’assurance automobile cela signifiait aussi démocratiser tout court.

Vandier était fier d’avoir fait réussir un modèle de l’économie sociale et solidaire. De l’avoir fait réussir en France en ouvrant ses centres de gestions sur des territoires et des bassins d’emplois en difficulté.

La valeur enfin, et peut-être par-dessus tout, pour lui, c’est la valeur humaine. Ce n’est pas un hasard si Vandier était fils de médecin. Et ce n’est pas un hasard non plus si sa science des chiffres, Vandier l’aura mise au service du métier de l’assurance. De la médecine à l’assurance, un même besoin, une même vocation peut-être : la protection. Protéger de manière juste, équitable, comme le fait un médecin qui a prêté serment, et qui dépassant les corporatismes, poursuit un idéal universel tiré des Lumières. Capable de tenir trois heures sans note devant une assemblée, soucieux de toujours reconnaître l’utilité « des employés les plus modestes de la mutuelle », son exigence intellectuelle, son humilité constituent des traits fondamentaux de sa personnalité et de sa réussite d’entrepreneur.

« Je souhaite que la Macif soit comme une référence, comme une étoile lumineuse dans l’univers fragile de l’économie sociale. C’est là le vœu que je forme en cet instant

solennel où je fais mes adieux », disait-il à la fin de son discours de Brest en 1997. Vandier était une comète. Il nous a quittés. Il laisse une empreinte profonde dans le secteur, dans les esprits de ceux qui l’ont rencontré et qui partageaient tous une forme d’admiration pour « le pape du mutualisme », comme on le surnommait.

« L’assurance, c’est la vie », disait-il. Il ajoutait : « nous sommes assureurs ». Mais tout en faisant claquer ses lèvres et son palais, comme pour mieux préciser sa pensée, avec un regard bleu et amusé, il se reprenait : « nous sommes assureurs, oui mais nous sommes assureurs mutualistes ».

Jacques Vandier laisse aujourd’hui une Macif orpheline, mais une Macif libre, citoyenne et solidaire. Les 10 000 salariés et les 1 500 délégués du Groupe, qui font vivre quotidiennement son engagement au service des 5,5 millions de Français sociétaires, ont tenu à lui rendre ici hommage.

Au revoir Monsieur Vandier, et merci.



Essentiel pour moi

Le monde politique frappé par la maladie et la mort

Les partis politiques ont vu le Covid-19 contaminer plusieurs de leurs membres. Et ils ont perdu quelques-unes de leurs figures

Ils se sont levés dans un Hémicycle triste et froid, aux trois quarts vide. Au banc des ministres, ce mardi 31 mars, le chef du gouvernement, Edouard Philippe, visage marqué et barbe blanchie, la tête baissée, le ministre de la santé, Olivier Véran, droit comme un piquet, et, juste derrière, un pas en retrait, le ministre des relations avec le Parlement, Marc Fesneau. Au-dessus d'eux, disséminés, une dizaine de députés, pas davantage, pour d'évidentes raisons sanitaires. Au perchoir, le président de l'Assemblée nationale, Richard Ferrand, évoque les morts du Covid-19, et leurs familles désolées. «*La pandémie a aussi endeuillé notre République*», ajoute-t-il en rendant hommage à l'ancien député LR Patrick Devedjian, président du conseil départemental des Hauts-de-Seine, décédé dans la nuit du 28 au 29 mars. Et puis, le silence se fait.

Depuis le début de l'épidémie, le monde politique n'échappe pas au Covid-19. Et doit apprivoiser la maladie, parfois la mort. En première ligne sur le terrain, après avoir été très exposés pendant la campagne municipale, les élus locaux sont particulièrement touchés. Souvent âgés, une dizaine de maires contaminés par le virus ont déjà succombé. D'autres, en nombre, maires ou adjoints, se trouvent en réanimation, à l'hôpital. «*Chez les élus locaux, ça tape dur*», admet un ministre.

Au sommet de l'Etat, trois membres du gouvernement ont annoncé qu'ils avaient été contaminés : Franck Riester, Emmanuelle Wargon et Brune Poirson. Premier atteint, le ministre de la culture a repris le travail. Tous les mercredis, il se rend place Vendôme chez sa collègue de la justice, Nicole Belloubet, pour assister au conseil des ministres par «visio», dont son ministère n'est pas équipé. Il lui a raconté la «*phase difficile*» par laquelle il est passé, au cours des dernières semaines. «*Du point de vue des risques, des angoisses et des espoirs, nous ne sommes pas différents du reste de la population*», observe Nicole Belloubet.

A l'Assemblée nationale, qui fut un foyer d'infection important, on ne compte plus les parlementaires malades. Le dernier bilan, établi mi-mars, faisait état de 18 députés infectés. Mais beaucoup n'ont pas cherché à se faire dépister ou sont tombés malades depuis, sans le dire. Au Sénat, le patron des sénateurs La République en marche (LRM), François Patriat, recense de son côté 3 sénateurs infectés sur 24, au sein de son groupe. «*La classe politique n'est pas au-dessus de la vague*, observe-t-il. *Pour une fois, le peuple ne pourra pas dire: tous planqués!*»

Particulièrement touché, le parti Les Républicains (LR) a enregistré 15 députés malades, parmi lesquels Christian Jacob, Michel Herbillon, Constance Le Grip et Valérie Boyer. Mais aussi des élus locaux comme le maire de Nice, Christian Estrosi, ou encore la candidate LR à Marseille, Martine Vassal. Mais c'est surtout la mort de l'ancien ministre Patrick Devedjian qui a été un choc. «*Ça me fait penser à la grippe espagnole qui a emporté Apollinaire*, observe le député LR de Vaucluse, Julien Aubert. *Toutes les morts sont tragiques mais quand une personne connue de tous s'en va, cela devient plus réel encore.*»

Premier parlementaire à avoir contracté le virus, le député LR du Haut-Rhin, foyer de l'épidémie, Jean-Luc Reitzer, 68 ans, est toujours hospitalisé à Mulhouse en réanimation, dans un état sérieux. Parmi les élus LR contaminés, un certain nombre s'était rendu le 9 mars au dernier meeting de Rachida Dati, dans l'immense salle Gaveau, au cœur du 8^e arrondissement. Pour la candi-

Parmi les élus LR contaminés, un certain nombre s'étaient rendus au dernier meeting de Rachida Dati, à la Salle Gaveau

date LR à Paris, et les ténors du parti, il n'était pas question de rater le show de Nicolas Sarkozy, dont la présence sur scène est rare, désormais. Pour se conformer aux règles d'alors, pas plus de mille militants ont pu entrer. Et chacun a tenté de respecter les gestes barrières, en évitant de se saluer de trop près. Mais «*on était tout de même assis les uns à côté des autres*», rappelle le vice-président de la région Ile-de-France, Frédéric Péchenard, ancien directeur général de la police nationale.

Ce soir-là, se sont croisés au pied de la scène, le président du parti, Christian Jacob, l'ancienne plume de Nicolas Sarkozy Henri Guaino, le député du Val-de-Marne Michel Herbillon, ou le maire de Meaux, Jean-François Copé. Certains sont tombés malades quelques jours après le meeting. «*Impossible de dire si j'ai contracté le virus ce jour-là*», tempère l'un d'eux, qui confie en avoir «*bavé*» pendant dix jours au fond de son lit, avec une fièvre entêtante.

Hôpitaux débordés et saturés
Depuis le début de l'épidémie, la France compte déjà plus de 6500 morts. Et la peur du virus continue de se propager, insidieuse. «*Ça crée une ambiance, quelque chose qui rôde... Comme une peste dans toutes les têtes*», observe un ministre. Le président de la région PACA, Renaud Muselier, reconnaît qu'il a eu peur quand il a ressenti les premiers symptômes, en février. «*Pas pour moi*, assure le médecin, *mais pour tous ceux que j'ai vus, je me suis demandé si je n'allais pas être un foyer à moi tout seul.*» Début mars, un membre de son équipe – qui avait rendu visite à un parent à l'hôpital – a été testé positif. Puis pas moins de 21 personnes ont été dépistées au siège de la région, qui fut aussitôt bouclé, avant même l'annonce du confinement.

Au conseil départemental du Haut-Rhin, l'un des départements les plus durement éprouvés par le Covid-19, un tiers des élus ont également été contaminés. «*Nous avons tous des mala-*

« On ne peut pas se laisser submerger par l'émotionnel. Il y aura encore beaucoup de tristes histoires », dit un conseiller de l'exécutif

des dans notre entourage », témoigne la présidente, Brigitte Klinkert, qui se démène pour trouver des lits, des masques ou des surblouses pour les hôpitaux. Le département a perdu un habitant sur mille depuis le début de l'épidémie. «*On dit que la mort fait partie de la vie mais pour un responsable politique, elle représente un drame, un échec*», poursuit l'élue.

Il y a quelques jours, Brigitte Klinkert a téléphoné au président de l'Assemblée des départements de France (ADF), Dominique Bussereau, pour lui raconter ce qui se passait dans les hôpitaux alsaciens, débordés et saturés. Le récit de cette «*détresse*» a fait pleurer l'ancien ministre.

Au Parti communiste, on pleure aussi. En un seul week-end, le vieux parti a perdu deux figures : Daniel Davisse, qui fut maire de Choisy-le-Roi (Val-de-Marne), fief du communisme municipal, entre 1996 et 2014, et Jean-Charles Nègre, cadre historique du PCF, l'une des éminences grises de la place du Colonel-Fabien. Le député de La France insoumise (LFI) de Seine-Saint-Denis, Alexis Corbière, a été très affecté par la mort de ce dernier, à 71 ans, qu'il fréquentait à Montreuil (Seine-Saint-Denis), où Jean-Charles Nègre venait d'être réélu dès le premier tour, sur la liste du communiste Patrice Bessac. «*On sent que les morts vont se multiplier*», soupire le député.

A LFI, ce n'est pourtant pas la peur qui domine. Mais la colère. Celle d'apprendre qu'autant de «*camarades*» ont été touchés par

le Covid-19 à l'issue de la campagne électorale et du premier tour des municipales. Dès le 18 mars, le député «*insoumis*» de Seine-Saint-Denis, Eric Coquerel, s'inquiétait de cette étrange période ayant précédé le confinement : «*On a été prudents mais on a continué à faire des réunions, à faire campagne...* Aujourd'hui, c'est une hécatombe chez les militants. »

A la colère se mêle une interrogation : ont-ils été imprudents ? A Paris, sur la liste de LRM dans le 16^e arrondissement, 9 des 39 colistiers ont été infectés par le Covid-19, dont la chef de file, Hanna Sebbah. Tous sont guéris ou en passe de l'être, mais l'épidémie a assombri la fin de la campagne. «*Cette épidémie nous confronte à notre vulnérabilité*», résume le maire (LR) d'Antibes, Jean Léonetti, qui se souvient avoir décidé de faire médecine après avoir lu *La Peste* d'Albert Camus.

« Un climat d'anxiété »
Depuis l'annonce du confinement, les QG des partis ont été désertés. Mais les responsables de ces derniers tentent malgré tout de maintenir le lien avec élus et militants. Tiré d'affaire, le patron du parti Les Républicains, Christian Jacob, l'un des premiers à avoir contracté le virus, s'emploie désormais à «*remonter le moral des troupes*». Il fait le tour des présidents de fédérations, pour prendre le pouls du terrain et des élus contaminés.

Même chose au PS, où l'on déplore le décès de deux maires. Confiné chez lui, en Seine-et-Marne, le premier secrétaire, Olivier Faure, passe ses journées au téléphone pour s'enquérir des uns et des autres. «*Depuis la débâcle électorale de 2017, celles et ceux qui sont restés au PS y sont attachés et ont des relations amicales entre eux*, relate un permanent. *Alors, tout le monde prend des nouvelles.*» Au siège à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne), un petit groupe de salariés appellent quotidiennement les secrétaires fédéraux pour relayer les informations du parti et s'inquiéter des malades. Installée au lendemain du congrès de 2018, une boucle WhatsApp permet également aux premiers fédéraux de garder le lien avec l'exécutif socialiste.

Au sein du groupe LRM à l'Assemblée, une quinzaine de députés macronistes sont touchés par l'épidémie, dont Sandrine Mörch, Raphaël Gérard, Elisabeth Toutut-Picard ou Guillaume Vuillelet. Mais avec la propagation de l'épidémie, les priorités ont changé. «*Le sujet n'est plus "qui est infecté ou non" mais de savoir s'il y a des cas graves*», résume le

patron des députés LRM, Gilles Le Gendre. Quand il dispose d'informations fiables sur l'état de santé d'un député infecté, il prévient le reste du groupe, à l'occasion d'une de leurs réunions par visioconférence. «*On est tous dans une forme de gravité*, ajoute M. Le Gendre. *Cela crée un climat d'anxiété, que l'on apprend à dépasser en étant dans l'action.*»

Au Rassemblement national, on touche du bois. «*On a l'impression d'être passés entre les gouttes*», affirme le conseiller de Marine Le Pen et député européen Philippe Olivier. Le parti d'extrême droite compte bien deux jeunes conseillers régionaux malades dans le Grand-Est, mais «*pas de cadre*» à ce stade.

Au-delà des effets du virus lui-même sur les corps et les esprits, le monde politique s'interroge sur son utilité dans cette période confinée. «*C'est quoi le devoir d'exemplarité de l'élue dans un moment où l'on demande de rester chez soi?*, interroge le maire de Crest (Drôme), Hervé Mariton. *C'est quoi le courage dont la démonstration ne peut pas être physique?*» Certains maires ont tranché la question en refusant de quitter leur bureau et leur mairie fantomatique. C'est notamment le cas du maire (UDI) de Laon, Eric Delhay, dont les adjoints ont été confinés, dont deux avec les symptômes du Covid-19. «*Nous sommes des fantasmes de la République*, proclame-t-il. *On croule sous les demandes des administrés. Le fait que des élus ou des agents municipaux soient malades est le signe cet engagement.*»

Au sommet de l'Etat, les conseillers de l'exécutif chargés des élus reçoivent des informations des préfets ou appellent les maires, patrons de collectivités ou parlementaires, pour prendre des nouvelles des malades, «*quelle que soit l'étiquette politique*». «*Nous ne sommes pas différents devant le virus*, observe l'un d'eux. *Mais on ne peut pas se laisser submerger par l'émotionnel, il faut avancer, gérer. Il y aura encore beaucoup de tristes histoires.*» Lui aussi en lien avec de nombreux parlementaires, le ministre Marc Fesneau observe que «*la mort a fait une apparition brutale et rôde dans une société qui n'avait de cesse de vouloir l'oublier*». Mais, insiste-t-il, «*les jours heureux reviendront*». ■

SARAH BELOUEZZANE,
DENIS COSNARD,
BENOÎT FLOCH,
ALEXANDRE LEMARIÉ,
ABEL MESTRE,
SOLENN DE ROYER,
LUCIE SOULLIER,
ET SYLVIA ZAPPI

Jean Castex, le « M. Déconfinement » du gouvernement

L'ex-secrétaire général adjoint de l'Elysée sous Nicolas Sarkozy a été chargé par Edouard Philippe de préparer la sortie de crise à long terme

Un haut fonctionnaire qui connaît parfaitement le monde de la santé et qui est redoutable d'efficacité. C'est ainsi qu'Edouard Philippe a présenté Jean Castex au grand public, jeudi 2 avril, sur le plateau de TF1. Le premier ministre a annoncé que l'actuel délégué interministériel aux grands événements sportifs, âgé de 54 ans, a été chargé de coordonner le travail de réflexion du gouvernement sur les stratégies de déconfinement de la population française, invitée à rester chez elle depuis le 17 mars pour endiguer la propagation du Covid-19. «*Plusieurs scénarii possibles*» sont à l'étude, a souligné le chef du gouvernement, et charge est donnée à cet ancien directeur du cabinet de Xavier Bertrand au ministère de la santé de les débroussailler. «*Castex est conforme à la jurisprudence que l'exécutif va appliquer désormais : des experts, mais avec un bagage politique*», souligne un poids

lourd de la majorité. Concrètement, cet énarque, passé par la Cour des comptes, doit prendre en main les personnels qui travaillaient déjà sur le sujet sous l'égide du directeur général de la santé, Jérôme Salomon. «*Jean Castex doit bâtir une équipe, une organisation, agréer l'ensemble des compétences interministérielles pour préparer avec le gouvernement la future feuille de route*», explique-t-on à Matignon.

Le déconfinement – que le premier ministre imagine «*progressif*» – devra-t-il être régionalisé, effectué par classe d'âge, ou bien en fonction des capacités à tester la population ? Faudra-t-il permettre le traçage numérique du parcours des citoyens, sur la base du volontariat, porte ouverte par Edouard Philippe ? «*C'est une série de points d'interrogation sur lesquels nous n'avons pas beaucoup de réponses*», reconnaît-on dans l'entourage du chef du gouvernement. Ce dernier a néanmoins prévenu, jeudi soir, que *le*

déconfinement, ça n'est pas pour demain matin », assurant que la date du 15 avril sera «*probablement*» repoussée. Mais cela n'empêche pas de se préparer dès maintenant à l'«*après*».

« Expert des questions sociales »
Le nom de Jean Castex n'est pas inconnu en Macronie. En octobre 2018, la rumeur de sa nomination comme ministre de l'intérieur en remplacement de Gérard Collomb avait agité la majorité. L'ex-socialiste Christophe Castaner avait finalement été préféré à cet homme encarté au parti Les Républicains (LR), conseiller départemental des Pyrénées-Orientales et maire de la commune de Prades (il a été réélu dès le premier tour lors des élections municipales, le 15 mars, avec 75 % des voix). Le profil de cet ancien secrétaire général adjoint de l'Elysée du temps de Nicolas Sarkozy avait alors soulevé des critiques parmi les soutiens de la première heure d'Emmanuel Macron, qui

En octobre 2018, la rumeur de sa nomination à l'intérieur en remplacement de Gérard Collomb avait agité la majorité

s'émouvaient d'une tentative de «*putsch*» de la part de la droite philippiste.

Aujourd'hui encore, l'arrivée de Jean Castex dans l'écosystème macroniste ne fait pas que des heureux. «*Je ne vais pas lui faire de procès, mais je suis très circonspect sur cette nomination*, souffle un député. *Nous parlons d'un homme qui a adopté les décrets d'application de la loi hôpital en 2005, aboutissant à une concentration des pouvoirs dans les mains des directeurs d'administra-*

tion, à la création de la tarification à l'acte, à une logique de coût dans l'hôpital... C'était un sarkozyste pur et dur, ce qui n'augure rien de bon pour la protection des libertés fondamentales.

Un son de cloche isolé, veut-on croire à Matignon, où l'on jure que «*le choix de Castex a tout de suite fait consensus*». «*Le premier ministre a une grande confiance en lui, c'est un homme de mission, de confiance, un grand serviteur de l'Etat, qui a des compétences multiples*», assure un proche de l'ancien maire du Havre. Notamment celle de savoir parler le langage des responsables politiques. Le locataire de Matignon souhaite en effet que la stratégie de déconfinement soit «*discutée*» avec l'ensemble des forces en présence.

Jean Castex n'arrive pas, quoi qu'il en soit, en terre inconnue. «*La Juppée le connaît très bien, depuis Mathusalem, que ce soit Alain Juppé ou Gilles Boyer* [ancien conseiller spécial d'Edouard Phi-

lippe, aujourd'hui député européen], note un soutien de M. Philippe. Thomas Fatome, directeur adjoint du cabinet du premier ministre, est un de ses protégés : M. Castex l'avait fait embaucher comme conseiller social à l'Elysée, en 2010. L'homme a aussi gardé ses entrées en Sarkozy. «*Il n'était pas dans le cercle très intime, mais il est fidèle*», souligne Franck Louvrier, ancien communicant de l'ex-chef de l'Etat.

Les connaissances du «*M. Déconfinement*» du gouvernement le décrivent comme un «*Méridional chaleureux*», «*vrai élu de terrain et homme affable*», jouissant d'«*une grosse expérience administrative*». «*C'est un grand expert des questions sociales*», note Claude Guéant, qui l'a connu à l'Elysée. «*Il ne tire pas la couverture à lui, mais il a de l'autorité et sait faire preuve de franchise*», ajoute un ancien du quinquennat Sarkozy. Ce qui peut avoir son utilité par temps de crise. ■

OLIVIER FAYE

Blanquer opte pour le bac par « contrôle continu »

Le diplôme sera attribué en fonction des résultats de l'année de terminale, sans épreuve écrite ou orale

C'est désormais officiel : les 740 000 candidats au baccalauréat ne passeront aucune épreuve écrite ou orale cette année. L'examen sera délivré par « contrôle continu » – autrement dit, sur la base des résultats obtenus au cours des trois trimestres de l'année de terminale, hors temps de confinement. Le ministre de l'éducation, Jean-Michel Blanquer, a détaillé les modalités de cette session 2020, inédites dans l'histoire du baccalauréat, lors d'une conférence de presse, vendredi 3 avril.

Les épreuves prévues dans l'ensemble des séries – baccalauréat général, technologique, professionnel – sont supprimées, ainsi que celles, communes, de contrôle continu de première (les « E3C ») et l'écrit anticipé de français – seul l'oral sera maintenu, dans une version allégée, sauf si « la situation sanitaire ne le permet pas ». Sans s'engager sur une date de reprise des cours, M. Blanquer a prévenu que le calendrier serait a priori le même qu'à l'accoutumée : des résultats début juillet, et des oraux de rattrapage dans la foulée.

Le ministre de l'éducation a donc tranché en faveur du contrôle continu « complet », la solution « la plus simple, la plus sûre et la plus juste dans les temps difficiles que nous vivons », a-t-il argué vendredi. La possibilité de maintenir une ou deux épreuves écrites était portée entre autres par le SNES-FSU, majoritaire dans le second degré, mais le premier ministre, Edouard Philippe, n'avait pas caché, jeudi sur TF1, sa préférence pour un contrôle continu sans épreuves terminales. Cela permet au gouvernement d'aborder avec souplesse la fin de l'année scolaire, alors que le scénario d'un « déconfinement progressif » se dessine.

L'assiduité des élèves entre la reprise des cours et le 4 juillet sera « une condition sine qua non de la réussite à l'examen »

Dans les cercles syndicaux, on accueille plutôt favorablement la décision. Y compris du côté de la FSU qui a, ces derniers mois, porté haut et fort la mobilisation contre le « bac Blanquer » censé introduire dans la note à l'examen, à compter de la session 2021, 40 % de contrôle continu (30 % sur la base des épreuves E3C, 10 % à partir des bulletins de l'année).

« La priorité va à la santé de tous, personnels et élèves, reconnaît Frédérique Rolet, du SNES-FSU. On ne sait rien de la durée du confinement, rien non plus du déconfinement ; le recours aux notes s'impose. » D'autres syndicats, à l'image du SGEN-CFDT ou du SE-UNSA, n'auraient pas été contre « remonter » aux notes de première. Les provideurs du SNPDEN, eux, se disaient prêts à aller jusqu'à un « bac sur dossier ».

Inquiétude des élèves

Ces derniers jours, une autre option était soufflée à l'oreille du ministre Blanquer par ses conseillers. Option prudente : « On lui suggérerait de communiquer en restant sur deux alternatives [contrôle continu complet et contrôle continu avec une ou deux épreuves terminales], en expliquant que le choix final dépendrait des conditions de gestion de l'épidémie à partir de mai », dit une source informée.

Une lycéenne, confinée chez elle près de Tours, suit ses cours sur le site du CNED, le 27 mars.

ALAIN JOCARD/AFP



Le gouvernement en a décidé autrement. « La communauté éducative, à défaut de pouvoir disposer d'un calendrier, a besoin de réponses claires », souligne Jean-Rémi Girard, du Snalc. On lui demande beaucoup – « continuité pédagogique », prise en charge des enfants de soignants... Elle est lasse des ordres et des contre-ordres qui s'accumulent depuis le début de la crise sanitaire. »

Reste à trouver la formule pour aménager l'examen sans démobiliser les élèves, alors que les établissements sont fermés depuis le 16 mars. Les jurys devront prendre en compte les notes du troi-

sième trimestre... sous réserve qu'il ait lieu. De même, l'assiduité des élèves entre la reprise des cours et le 4 juillet sera « une condition sine qua non de la réussite à l'examen » – si tant est qu'ils puissent reprendre le chemin du collège ou du lycée d'ici là.

La prise en compte du troisième trimestre constitue un « point de vigilance » pour les syndicats, qui plaident pour ne retenir que les notes des premier et deuxième trimestres. A les écouter, le risque est grand de voir les dernières semaines se transformer en « course aux notes ». « J'ai déjà reçu ce vendredi trois courriels de mes élèves

de terminale ES et S concernant les notes – celles du confinement, celle des bacs blancs – ainsi que sur les coefficients », témoigne Stéphane Rio, enseignant à Marseille. La pression est très forte de leur côté. »

« Je suis soulagée de l'annulation des épreuves écrites mais inquiète pour mes élèves les plus fragiles qui avaient des résultats faibles en début d'année et auraient eu besoin d'un troisième trimestre complet, pour que leurs efforts commencent à se voir dans les notes, témoigne Solène, enseignante en Seine-Saint-Denis qui a requis l'anonymat. Sans compter qu'il va y avoir de grosses inégalités entre classes et établissements, en fonction des modalités d'évaluation des collègues. »

Une source de mécontentement pourrait naître des différences de notation entre lycées, certains notant plus « dur » que d'autres. « Pour nos élèves, il est courant qu'un 14/20 en cours d'année vaille un 16/20 le jour du bac », prévient ainsi Chantal Ananou, enseignante en mathématiques au lycée Louis-le-Grand, à Paris, où « la proportion de mentions "très bien" peut être de 50 % par classe ». Un problème qui inquiète déjà les parents d'élèves de l'établissement, rapporte l'enseignante, qui font valoir le poids de la mention dans l'admission à certaines formations – notamment à l'étranger.

Autre source de crispations potentielles, la crainte de voir le bac « bradé ». « Dans cette période si particulière, il faut absolument éviter les polémiques classiques sur la dévalorisation du bac », prévient Alexis Torchet, secrétaire national du SGEN-CFDT. M. Blanquer s'est efforcé de rassurer sur ce point, vendredi, en assurant qu'il garantirait « la qualité et l'équité » du bac 2020.

Ce discours sera-t-il jugé vaincant par les lycéens ? « La réponse ministérielle n'épuise pas toutes les questions des candidats au baccalauréat », réagit Héloïse Moreau, de l'Union nationale lycéenne (UNL). Elle en cite une, « très relayée » dit-elle : « Si l'on maintient des oraux pour les élèves de 1^{re}, pourquoi ne pas en conserver aussi en terminale au moins dans les matières à gros coefficients ? »

D'autres situations restent en suspens. Quid de ces élèves un peu « dilettantes » qui comptaient « bachoter dans la dernière ligne droite » ? Leurs résultats en cours d'année s'en ressentent, et peuvent peser sur la note au contrôle continu. Les enseignants défendent leur droit à « se mobiliser au dernier moment » pour décrocher, eux aussi, leur diplôme. « Il y a rarement des miracles, concède une professeure de français. Mais pour certains, c'était encore possible. » ■

MATTEA BATTAGLIA ET VIOLAINE MORIN

« Même en pleine guerre, en juin 1940 ou 1944, cela n'a pas eu lieu »

CLAUDE LELIÈVE est historien et spécialiste de l'éducation. Il revient sur le réaménagement sans précédent des épreuves du bac.

Le baccalauréat a-t-il déjà connu un tel réaménagement de ses épreuves ?

Même en pleine guerre, en juin 1940 ou 1944, cela n'a pas eu lieu. Le seul cas est la session de juin 1968, réduite à des épreuves orales passées en une journée par chaque candidat, les membres du jury ayant à leur disposition le dossier scolaire, avec l'avis des professeurs et du proviseur et la mention des parties du programme non faites.

La paralysie des établissements scolaires est-elle similaire à celle de Mai 68 ?

En 1968, les mouvements de grève ont paralysé les lycées et les services administratifs un mois et demi avant les dates de la session normale. Mais la situation était pour l'essentiel libératrice, joyeuse, avec des projections positives vers l'avenir et des échanges publics nombreux. En ce printemps, on est enfermé, confiné dans des espaces domestiques, dans une atmosphère anxieuse, voire délétère. Même le rite de passage inscrit dans la passation des épreuves terminales, qui pourrait rassurer, n'aura pas lieu. Et l'on se retrouve replié sur un contrôle continu ordinaire devenu hégémonique, alors même que son importance a toujours été jusqu'ici tout à fait marginale, même en 1968.

On a beaucoup dit du baccalauréat 1968 qu'il avait été donné...

Le taux de reçus au baccalauréat a été de 82 % en 1968, contre 62 % en 1967 puis 63 % en 1969. Ce différentiel d'une vingtaine de points a beaucoup impressionné les contemporains. Il ne risque pas de se reproduire en 2020 car, ces dernières années, le pourcentage de reçus dépasse les 90 % en séries générales et technologiques. On peut ajouter – même si c'est contre-intuitif – qu'une étude du suivi de ces cohortes par la très respectable Ecole d'économie de Paris a montré que la nette augmentation des reçus en 1968 a été suivie d'une augmentation des parcours universitaires réussis. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR M. BA.

Ce que la crise sanitaire liée au Covid-19 change, filière par filière

Le ministre de l'éducation a annoncé, vendredi, les nouvelles modalités pour le bac, le bac de français, le CAP et le brevet

La suppression des épreuves pour 2,1 millions d'élèves doit leur permettre de reprendre les cours à la fin de l'année. En effet, si le retour en classe se fait le 4 mai – hypothèse la plus optimiste – les élèves auront déjà raté cinq semaines.

Voici les nouvelles modalités annoncées par le ministre de l'éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, vendredi 3 avril, pour les baccalauréats, les CAP et BEP, les épreuves anticipées de première et le diplôme national du brevet.

Pour les élèves de terminale, de BEP et de CAP Les diplômes sont délivrés uniquement par le contrôle continu. Il n'y a donc ni oral ni écrit du baccalauréat pour les 740 000 élèves de terminale. Ce contrôle continu comprend à

la fois les notes obtenues au cours des trois trimestres de l'année de terminale, hors période de confinement, auxquelles s'appliquent les coefficients des différentes disciplines de chaque filière, ainsi que les appréciations du livret scolaire, y compris sur l'assiduité et l'engagement durant le confinement.

Les notes obtenues pendant la période de l'enseignement à distance ne seront pas prises en compte. Dans le cas d'un retour en classe en mai, l'assiduité des élèves jusqu'au 4 juillet sera considérée comme une condition d'obtention du diplôme. Les élèves dont les moyennes se situent entre 8/20 et 9,9/20 pourront se présenter à un oral de rattrapage, entre le 8 et le 10 juillet, dans les conditions habituelles. Quant aux lycéens profession-

nels qui n'ont pas terminé leurs périodes de formation en milieu professionnel, ils devront « avoir réalisé a minima dix semaines sur l'ensemble de la scolarité pour l'obtention du baccalauréat ».

Pour les élèves de première

L'oral du bac de français est maintenu du 26 juin au 4 juillet, sauf si le confinement court toujours. Le programme sera allégé : 15 textes seront présentés en série générale, 12 en série technologique. L'épreuve écrite de français est remplacée par la note de contrôle continu.

La deuxième session des épreuves communes de contrôle continu (E3C) est annulée. A la place : pour les épreuves d'histoire, langues vivantes A et B, et mathématiques en série technologique, la note retenue sera la moyenne des

notes aux E3C1 (passées entre janvier et mars de cette année) et aux E3C3 (qui se tiendront en fin de premier trimestre de l'année de terminale). S'agissant de l'épreuve de spécialité que l'élève ne poursuivra pas en terminale, ainsi que pour l'épreuve de sciences, on comptera la moyenne de l'année dans la discipline.

Pour les élèves de troisième

Le diplôme national du brevet sera délivré sur la base du contrôle continu. Les épreuves, écrites et orales, sont annulées. Les modalités « doivent être précisées dans les jours qui viennent » avec les syndicats, précise-t-on rue de Grenelle.

Pour les candidats libres et les inscrits au CNED, dits « candidats individuels » Le principe de la session exceptionnelle de juin-

juillet est le suivant : les candidats qui disposent d'un livret scolaire (notes et appréciations) peuvent prétendre à l'obtention du diplôme sur la base du contrôle continu, par décision du jury.

Les inscrits au CNED, s'ils disposent d'un livret, pourront donc être diplômés dès la fin de l'année scolaire. S'ils n'en ont pas, ou s'il est insuffisant, ils devront se présenter à la session de rattrapage en septembre, tout comme les candidats libres, selon les mêmes modalités.

Jean-Michel Blanquer a précisé, vendredi soir sur France 2, la situation des lycéens hors contrat : dans la mesure où ils disposent d'un livret, la session de juin-juillet leur est ouverte, même s'ils sont habituellement accueillis comme candidats libres aux examens. La session de rattrapage de

septembre sera également ouverte aux candidats dont la moyenne est inférieure à 8/20, si le jury d'examen estime qu'ils ont fait preuve d'« assiduité » et de « motivation ».

L'équité des notes

Le principe des mentions est maintenu, dans les conditions habituelles. « Le jury est souverain pour hausser la note selon les éléments dont il dispose grâce au livret scolaire », a précisé M. Blanquer.

Les jurys, présidés par un inspecteur général de l'éducation nationale dans chaque département, doivent garantir « l'équité » entre les candidats, a aussi précisé le ministre. Ils s'assureront de « l'harmonisation pour tenir compte des différences de notation entre établissements. » ■

V. M.

A Notre-Dame-des-Landes, inquiétudes pour les petits producteurs et l’agriculture locale

Les néopaysans et agriculteurs historiques de la ZAD respectent le confinement mais déplorent la fermeture de marchés à ciel ouvert

NANTES - correspondant

Ce qui frappe, ce jeudi 2 avril, dans la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, commune située à une trentaine de kilomètres au nord de Nantes (Loire-Atlantique), c'est la sérénité de la bande-son des lieux. Ça pépie dans les arbres, ça meugle mollement dans les champs. Ambiance classique d'un bocage en plein réveil, le printemps arrivé. *«Le confinement à la campagne doit être sensiblement moins dur qu'ailleurs, imagine Antoine, figure de la lutte ayant abouti à l'enterrement du projet d'aéroport, il y a deux ans. Les activités ne peuvent pas s'arrêter, il faut que les bêtes sortent de l'étable, de la bergerie. Et nous aussi, par la force des choses, pour les semis...»* «On est sans doute moins à plaindre, sourit Marcel Thébault, paysan historique, qui gère avec sa femme une exploitation assurant la production de 290 000 tonnes de lait par an. *On fait le métier qu'on a choisi, celui qu'on aime, et on est au soleil.*»

La crise liée au Covid-19 a frappé alors que de nombreux néopaysans de la zone ont déposé des permis de construire afin de régulariser la situation de leur habitat. Inévitablement, l'instruction des dossiers est en suspens.

Pour l'heure, aucun malade n'est recensé dans la ZAD, assure-t-on. A l'heure du confinement, le territoire, habitué aux brassages et au partage d'expériences, aurait pu apparaître comme un jardin d'Eden où se réfugier. Mais la quiétude des lieux est préservée. *«On a communiqué en amont sur le site de la ZAD pour rappeler qu'il était plus responsable de respecter la limitation des mouvements. Deux personnes arrivées sur la zone pour donner un coup de main avant que la crise éclate ont demandé si elles pouvaient passer le confinement ici, note Antoine. Personne n'a rien trouvé à y redire.»*

Les habitants, indique-t-on sur place, suivent les précautions d'usage, adoptant mesures barrières et distances pour parler. Comme ailleurs, tous les événements – chantiers communs, concerts, fêtes – ont été annulés.

M. Thébault travaille sans masque mais *«nettoie tout au désinfectant, suivant à la lettre les recommandations de la laiterie»*. En ces temps chamboulés, ses voisins de la ZAD, dit-il, *«réfléchissent à trois fois»* avant de lui demander un

Des incertitudes pèsent aussi sur le maintien du traditionnel rassemblement d'été, prévu les 4 et 5 juillet

service : *«On est plus âgés qu'eux, ils redoublent donc de précautions. On marque largement la distance de sécurité quand on se voit, mais ça n'arrive pas tous les jours.»*

«Entre habitants de collectifs différents, on ne se fait pas la bise, on fait gaffe», énonce Erwan Joyeau, 35 ans, qui cultive blé, cameline et sarrasin sur 25 hectares pour produire près de 800 galettes par semaine. Asthmatique et donc *«personne à risques»*, cet ingénieur agronome a quitté le site de la Hulotte, dans la ZAD, pour poser ses bagages dans un camion aménagé *«afin de pouvoir prendre [ses] repas seul»*, durant le confinement.

«Des bâtons dans les roues»

Ici, le vrai sujet d'inquiétude, source d'incompréhension et de colère, c'est la fermeture de marchés locaux à ciel ouvert. *«Le gouvernement déroule le tapis rouge pour la grande distribution et l'industrie agroalimentaire comme s'ils étaient les sauveurs, fustige M. Joyeau. Et on nous met des bâtons dans les roues alors qu'en cette période de crise, la demande de la population pour les produits locaux, les produits sains et bio, va croissante.»*

Installé dans la ZAD depuis 2012, Guillaume Clavier, boulanger de 35 ans, ne cache pas sa *«sidération»* face à la situation. Le *«petit marché»* nantais sur lequel il écoule d'ordinaire deux tiers de la centaine de kilos de pains qu'il pétrit chaque semaine est pour l'heure fermé au public. *«Tous les étals étaient pourtant espacés d'au moins deux mètres, les gens restaient à distance, et la fréquentation était bien moindre que dans un supermarché, même avec les restrictions actuelles»*, fait valoir M. Clavier, qui dénonce *«un très mauvais coup porté aux petits producteurs et à l'agriculture paysanne»*.

Des représentants de Gaec (Groupement agricole d'exploitation en commun), des militants de la Confédération paysanne et des producteurs bio du département de Loire-Atlantique se sont fédérés avec les habitants de la ZAD pour trouver de nouveaux points de vente, tels que des épiceries bio ou des magasins à la ferme. *«Il y a surtout moyen, pour les pouvoirs publics, de maintenir des marchés locaux ouverts en respectant la sécurité de tous, fait valoir M. Joyeau. C'est uniquement une question de volonté. Ne pas le faire, c'est opter pour un choix de société aberrant.»*

Des incertitudes pèsent aussi sur le maintien du traditionnel rassemblement d'été, prévu les 4 et 5 juillet, moment d'échanges et de débats : *«On n'est pas devin mais on a quelque chose à défendre sur le plan politique, reprend Antoine. Même s'il n'y a pas de lien de causalité direct entre le Covid et la situation dans laquelle on se trouve, la crise interroge notre système de production alimentaire mondialisé et nos modes de vie toxiques. Il est impensable de revenir à la "normalité" d'avant. Au sortir du confinement, il faudra avoir le courage de traiter ces questions.»* ■

YAN GAUCHARD

La prolongation de la détention provisoire sans juge validée

Le Conseil d'Etat a confirmé que les détenus non jugés, et donc présumés innocents, peuvent être maintenus en prison sans débat

« En temps ordinaire, cette affaire serait venue à l'audience »

LOUIS BORÉ
président de l'ordre
des avocats au Conseil d'Etat
et à la Cour de cassation

Le ministère de la justice a fait savoir vendredi 3 avril que le nombre de personnes détenues dans les prisons a baissé de 6 266 entre le 16 mars et le 1^{er} avril. Mais ceux qui sont présumés innocents parce qu'ils n'ont pas encore été jugés ne sont pas près de sortir.

Le Conseil d'Etat a rendu le même jour en référé une décision qui fait grand bruit en validant l'une des mesures les plus contestées prises par le gouvernement dans le cadre des ordonnances de l'état d'urgence sanitaire : la prolongation de plein droit et sans débat des détentions provisoires.

«C'est la première fois depuis la loi des suspects de 1793 que l'on ordonne que des gens restent en prison sans l'intervention d'un juge», dénonce Louis Boré, président de l'ordre des avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation. Il défendait le recours déposé par le Conseil national des barreaux, la Conférence des bâtonniers et le bâtonnier de Paris.

Les avocats sont unanimes pour dénoncer ces mesures. La plus haute juridiction administrative a ainsi également été saisie par l'Association des avocats pénalistes, l'Union des jeunes avocats, le Syndicat des avocats de France. Ils ont été rejoints par le Syndicat de la magistrature, la Ligue des droits de l'homme et l'Observatoire international des prisons.

Pourtant, le Conseil d'Etat les a éconduits sans même tenir d'audience. Il juge tout simplement *«manifeste que les demandes en référé ne sont pas fondées»*.

Le président de la section du contentieux, Jean-Denis Combrexelle, a en effet le pouvoir de choisir les référés qui viennent à l'audience devant le juge et ceux qu'il rejettera sans débat. La juridiction suprême de l'ordre administratif juge en l'occurrence que l'ordonnance allongeant les délais de détention provisoire *«ne peut être regardée, eu égard à l'évolution de l'épidémie, à la situation sanitaire et aux conséquences des mesures prises pour lutter contre la propagation du Covid-19 sur le fonctionnement des juridictions, (...) comme portant une atteinte manifestement illégale aux libertés fondamentales»*.

«En temps ordinaire, cette affaire serait venue à l'audience», affirme Louis Boré. Mais en ce temps d'état d'urgence sanitaire, le Conseil d'Etat croule sous les procédures. Pas moins de 56 de-

mandes de référés ont été enregistrées depuis 16 mars et 27 ordonnances rendues sur des sujets liés à l'épidémie de Covid-19, apprend-on auprès de l'institution du Palais-Royal.

Christian Saint-Palais, président de l'Association des avocats pénalistes (ADAP), se dit inquiet que le Conseil d'Etat rejette le recours sans répondre complètement aux arguments déposés. *«Nous ne sommes pas fermés aux adaptations aux circonstances de la crise sanitaire, ni contre la possibilité d'allonger les délais de détention provisoire, mais nous sommes opposés à ce que cela se puisse se faire sans débat devant un juge»*, dit-il. Une solution comme des audiences par visioconférence, contre laquelle est ordinairement l'ADAP, aurait pu être retenue, plaide son président.

«Pressions hiérarchiques»

M. Saint-Palais relate le cas d'un avocat qui, accompagné d'un détenu extrait de sa cellule, attendait lundi 30 mars une audience devant le juge des libertés et de la détention (JLD) de Nanterre. *«Le JLD leur a dit de repartir, la détention provisoire étant prolongée sans débat»*, raconte l'avocat, qui souligne l'absurdité de l'application d'une disposition exceptionnelle censée éviter les extractions judi-

ciaires... alors que le détenu était présent. La décision du Conseil d'Etat crée aussi des remous parmi les juges d'instruction, pourtant souvent les premiers demandeurs d'un maintien en détention provisoire des personnes qu'ils ont mises en examen. *«Nous sommes inquiets d'une application extensive et systématique de cette mesure alors que, d'après le texte, le débat devant le JLD reste possible»*, affirme Marion Cackel, juge d'instruction à Lille et présidente de l'Association française des magistrats instructeurs.

«Les juges ne sont pas d'accord entre eux. Certains estiment que la circulaire de la chancellerie interprète de façon extensive l'ordonnance du 25 mars, alors que c'est au juge d'interpréter la loi, pas au ministre», dénonce un juge d'instruction, qui ne souhaite pas être cité. Il affirme qu'au sein de sa juridiction des *«pressions hiérarchiques totalement inhabituelles sont venues pour convaincre les JLD de se ranger derrière l'interprétation de la chancellerie»*.

Une telle situation interdit les recours. Les JLD préviennent ainsi les maisons d'arrêt et les avocats par téléphone que la détention est prolongée, sans débat. Il n'y a pas, comme en temps normal, d'ordonnance du juge, un acte susceptible de recours devant les chambres de l'instruction des cours d'appel.

Certains juges des libertés choisissent néanmoins de prolonger les détentions au moyen d'une ordonnance. Plusieurs font déjà l'objet de contestations en appel. Il est probable que certaines de ces procédures finissent devant la chambre criminelle de la Cour de cassation. Celle-ci n'est en rien tenue par la décision du Conseil d'Etat de vendredi. ■

JEAN-BAPTISTE JACQUIN

Didier Lallement contraint de s'excuser après un dérapage sur les malades du Covid-19

Critiqué et recadré par le ministre de l'intérieur, le préfet de police n'a pas démissionné

Le léger sourire arboré au moment de prendre la parole ne trompe personne. Didier Lallement vit en ce vendredi 3 avril l'une des journées les plus compliquées depuis qu'il a pris la tête de la Préfecture de police de Paris, en mars 2019. Il est 16 heures et le haut fonctionnaire doit battre sa coulpe publiquement, une première pour cet homme habituellement si sûr de lui. *«Je regrette d'avoir tenu ces propos, je comprends les réactions qu'ils suscitent et je présente mes excuses»*, énonce-t-il.

Le matin même, Didier Lallement s'est laissé aller devant les caméras des chaînes d'information en continu, en établissant un lien direct entre le non-respect des règles de confinement et le fait de tomber gravement malade. *«Ceux qui sont aujourd'hui hospitalisés, ceux qu'on trouve dans les réanimations, ce sont ceux qui, au début du confinement, ne l'ont pas respecté, c'est très simple, il y a une corrélation très simple»*, a-t-il expliqué, lors d'un déplacement sur des opérations de contrôle routier, destinées à dissuader les personnes désireuses de partir en vacances, malgré l'épidémie de Covid-19 qui continue à faire rage.

Une déclaration totalement fausse, qui fait par exemple abstraction des nombreuses contaminations de personnes continuant à travailler, de soignants, ou de membres d'une même cellule familiale... La sortie du «PP» n'est pas passée inaperçue du côté du gouvernement. Le ministre de l'intérieur, Christophe Castaner, a décroché son téléphone pour lui demander de corriger. L'intéressé a immédiatement fait publier un communiqué d'excuse : *«Didier Lallement, préfet de police, regrette les propos qu'il a tenus ce matin lors d'une opération de contrôle des mesures de confinement et tient à les rectifier. Son intention n'était pas d'établir un lien direct entre le non-respect des consignes sanitaires et la présence de malades en réanimation.»* Dans l'en-

Ce n'est pas la première fois que M. Lallement se prend les pieds dans le tapis devant les caméras

tourage de M. Castaner, on précise : *«Ce propos du préfet de police était inexact. Ce qui est vrai, c'est que le bon respect du confinement est un enjeu sanitaire majeur.»*

Remontrances

Recadrage ferme mais sans conséquence. La Place Beauvau ne souhaitait pas aller plus loin : l'intéressé n'a pas été incité à démissionner. Alors que le doute a lui-même confirmé qu'il restait en poste : *«Cet après-midi, demain et dans les jours suivants, les fonctionnaires de la Préfecture de police seront à nouveau à leurs postes de travail au service de l'ensemble de nos concitoyens avec un seul but : les protéger. Cette action, je vais la continuer en exerçant mes responsabilités avec gravité et puissance. C'est la mission que m'a fixée le ministre de l'intérieur et je vais la poursuivre.»*

En quelques heures, Didier Lallement s'était pourtant attiré les critiques de tous les bords politiques. Jean-Luc Mélenchon (La France insoumise), Olivier Faure (Parti socialiste), Eric Ciotti (Les Républicains), Marine Le Pen (Rassemblement national)... Même des membres de la majorité, comme Aurélien Taché, député La Répu-

blique en marche du Val-d'Oise, ont lancé des appels à la démission. Comme un révélateur du ressentiment que suscite ce préfet de police depuis plusieurs mois.

Ce n'est pas la première fois que Didier Lallement se prend les pieds dans le tapis devant les caméras. En novembre 2019 déjà, une séquence captée par une journaliste de BFMTV lui avait valu les remontrances des autorités, jusqu'à Emmanuel Macron lui-même. On y voyait le «PP» s'accrocher avec une femme arborant un pin's «gilet jaune». *«Nous ne sommes pas dans le même camp, madame»*, avait-il lancé, sortant de la réserve que doit s'imposer un haut fonctionnaire.

Six mois plus tard, cette nouvelle sortie polémique tombe au plus mauvais moment. Bousculé par les questions sur les stocks de matériel de protection et sur la stratégie sanitaire en termes de test, l'exécutif n'avait pas besoin d'un nouveau départ de feu. Lundi, Edouard Philippe avait fait passer un message à tous ses ministres, sommés de limiter les prises de parole et d'adopter un ton adapté à la gravité de la crise sanitaire. La consigne n'était pas parvenue jusqu'à la Préfecture de police. ■

NICOLAS CHAPUIS

OSP

CESSIONS DE GARANTIE

LOI DU 2 JANVIER 1970 - DECRET D'APPLICATION N° 72-678

DU 20 JUILLET 1972 - ARTICLES 44

QBE EUROPE SA/NV, sis Cœur Défense – Tour A – 110, Esplanade du Général de Gaulle – 92931 La Défense Cedex (RCS Nanterre 842 689 556), succursale de la société de droit belge QBE Europe SA/NV, dont le siège social est situé 37 boulevard du Régent, 1000 Bruxelles – Belgique, les garanties financières dont bénéficiait la :

BIZNESS CONSEIL
79 Avenue de la Cour de France
91260 JUVISY SUR ORGE
SIREN : 499 083 418

depuis le 01 Janvier 2016 pour son activité de : TRANSACTION SANS PERCEPTION DE FONDS cesseront au 31 Décembre 2019. Les créances éventuelles se rapportant à ces opérations devront être produites dans les trois mois de cette insertion à l'adresse de l'Etablissement garant sis Cœur Défense – Tour A – 110, Esplanade du Général de Gaulle – 92931 La Défense Cedex. Il est précisé qu'il s'agit de créances éventuelles et que le présent avis ne préjuge en rien du paiement ou du non-paiement des sommes dues et ne peut en aucune façon mettre en cause la solvabilité ou l'honorabilité de la Société BIZNESS CONSEIL.

Mode : bataille autour des loyers commerciaux

Les bailleurs rechignent à supprimer les charges dues par des magasins à l’arrêt depuis le 16 mars

Zéro recette. Depuis la fermeture des magasins non alimentaires en France, le 16 mars, le marché de l’habillement est à l’arrêt. La panique gagne la filière, qui emploie des dizaines de milliers de personnes. Le chômage partiel concerne déjà 10 000 salariés chez Inditex France, la filiale du groupe espagnol qui exploite 320 magasins, notamment sous les enseignes Zara, Massimo Dutti et Bershka. Tous sont fermés. Le groupe Armand Thierry-Jacqueline Riu a renvoyé 90 % de ses 3 000 salariés chez eux.

Vivarte a tiré le rideau de ses 1181 magasins : « 96 % de nos 8 136 salariés sont au chômage technique », précise Patrick Puy, président du groupe qui détient La Halle, Caroll et Minelli. Etam a fait de même. « Seuls 12 de nos 1397 magasins dans le monde sont ouverts », déclare Laurent Milchior, cogérant du groupe. Fin mars, plus de 70 % des 5 000 magasins H&M étaient fermés ; les ventes ont chuté de 46 %.

Faute de recettes, toutes les enseignes dilapident leur cash. Vivarte, dont la dette a été convertie en actions fin 2019, disposait de 178 millions d’euros de trésorerie fin août 2019. Mais le mouvement des « gilets jaunes », en 2018, les grèves dans les transports, en décembre 2019, et, « maintenant, la crise liée au Covid-19 » ont fait fondre ses recettes et mis à mal ses liquidités, assure M. Puy.

« C’est non »
Il est « impératif que les enseignes réduisent leurs charges », explique Laurent Thoumine, directeur du pôle mode chez la société de conseil Accenture. Tous les postes de dépenses sont comprimés. Les campagnes de publicité ont été gelées, tout comme l’expansion. « Les commandes en cours pour l’été et l’hiver [2020] ont été réduites », ajoute M. Puy. Au risque de compliquer l’approvisionnement des magasins. « De toutes les façons, on n’a pas de quoi le financer », déclare M. Puy.

Car le sort des loyers en cours n’est pas réglé. Ce poste de dépenses pèse lourd. Il représente l’équivalent de 24 % du chiffre d’affaires d’Armand Thierry-Jacqueline Riu, contre 17 % pour les charges salariales. Inditex y consacre environ 15 % de ses recettes. Chez Etam, « deux mois de loyers, c’est 25 millions d’euros », dit M. Milchior.

Au Forum des Halles, à Paris, le 19 mars.

PHILIPPE LOPEZ/AFP



Pour l’heure, les bailleurs de centres commerciaux font la sourde oreille. « La suppression des loyers, c’est non », précise au Monde Gontran Thüring, délégué général du Conseil national des centres commerciaux (CNCC). Cette fédération, qui défend les intérêts d’Unibail-Rodamco-Westfield (URW), Klépierre ou Carmila, a prôné la mensualisation de loyers d’habitude trimestriels, pour en alléger le fardeau. Mais pas moins de sept fédérations, dont l’Alliance du commerce et la Fédération nationale de l’habillement, exigent davantage de « solidarité », en annulant les loyers et les charges pen-

dant la période de fermeture des magasins.

Les foncières Carmila et Klépierre ont annoncé les suspendre. « Ce n’est pas suffisant », estime Rodolphe Deveau, PDG d’ArmandThierry et Jacqueline Riu. « Si vous voulez tuer un secteur, il n’y a pas mieux ! », avance même le dirigeant d’une enseigne de mode étrangère, sous le couvert de l’anonymat. Car « l’incidence économique serait colossale d’avoir à payer ces loyers, même ultérieurement », confirme M. Deveau, en jugeant très incertain l’espoir d’une relance au lendemain de la fin du confinement. « L’Etat a joué

son rôle en prenant en charge les salaires. C’est maintenant au tour des bailleurs », affirme-t-il.

A en croire ces dirigeants, les foncières ont, pourtant, toutes les liquidités nécessaires pour supporter cette charge. URW, qui exploite les plus gros centres commerciaux, dont le Forum des Halles et Westfield Les 4 Temps, à la Défense (Hauts-de-Seine), est un colosse. La valeur de ses actifs s’élève à 65,3 milliards d’euros. En Bourse, la foncière pèse près de 7 milliards d’euros. Klépierre, son concurrent, détenu par l’américain Simon Property, en vaut plus de 5 milliards. Pour l’heure, ce dernier dit avoir

« d’ores et déjà lancé un plan d’économies drastique dans les dépenses de fonctionnement de [ses] centres, qui seront autant de baisses de charges pour les locataires ».

« Ce serait trop cher »
Ni URW ni Klépierre n’ont répondu à nos appels. Seules une poignée de foncières ont décidé la suppression des loyers. Parmi elles : Ceetrus, filiale d’Auchan, et la Compagnie de Phalsbourg. « Question d’éthique : comment en serait-il autrement, alors que nos 85 centres commerciaux sont fermés ? », dit Philippe Journo, fondateur de la Compagnie de

« L’Etat a joué son rôle en prenant en charge les salaires. C’est maintenant au tour des bailleurs »

RODOLPHE DEVEAUX
PDG d’ArmandThierry

Phalsbourg, qui chiffre à « 12 millions d’euros » la perte induite.

Pourquoi les URW et Klépierre n’y procèdent-ils pas ? « Ce serait trop cher », convient M. Thüring. De fait, chez ces bailleurs internationaux, cotés et fortement endettés, le risque est gros. Concéder une baisse de loyers maintenant, sans connaître la date de réouverture ni le niveau de fréquentation à venir, pourrait affecter la valeur de leurs actifs, compliquer leur remboursement d’emprunt et dégrader leur cours de Bourse, estime un analyste financier, qui souhaite garder l’anonymat. Le rôle des banques devient alors crucial. « Les foncières doivent obtenir d’elles le report du remboursement de leurs emprunts pour pouvoir supprimer les loyers de leurs locataires », affirme M. Deveau.

Le CNCC préfère une autre option. Il suggère à l’Etat de requalifier la pandémie due au coronavirus en « catastrophe naturelle sanitaire », afin de pouvoir « activer la couverture du sinistre correspondant » et imputer « les charges d’exploitation des commerçants pendant la période de fermeture » à la Caisse centrale de réassurance gérée par l’Etat. La grève des loyers va-t-elle gagner la France ?

Au Royaume-Uni, Primark a déclaré ne plus payer ses loyers. En Allemagne, grâce à une loi, Adidas et H&M les ont différés. En France, Vivarte a renoncé à les payer « en concertation avec les bailleurs », assure M. Puy.

Et, à mots couverts, les dirigeants contraints de déclarer leur entreprise en cessation de paiements dénoncent désormais le manque de responsabilité des bailleurs. C’est le cas d’André (600 salariés) ou du groupe Orchestra (2900 employés). Tous deux sont en redressement judiciaire depuis fin mars. ■

JULIETTE GARNIER

Immersion dans la crise avec le distributeur textile Beaumanoir

En Chine d’abord, puis en Europe désormais, le groupe malouin est confronté à l’impact de la pandémie, qui provoque l’assèchement de ses recettes

RÉCIT

Le mercredi 22 janvier 2020 est gravé dans la mémoire de Jérôme Drianno. La célébration du Nouvel An chinois se prépare. A Shanghai, dans les bureaux de Beaumanoir, et à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), siège de ce distributeur d’habillement, le directeur général et ses équipes ont les yeux rivés sur « les chiffres ».

La période est celle du pic des ventes dans l’ex-empire du Milieu. Beaumanoir y exploite 700 de ses 2 200 magasins. Le groupe, qui réalise 1,2 milliard d’euros de chiffre d’affaires, est en plein rush, « un peu comme en France à la veille de Noël », note le dirigeant. Mais tout s’arrête net. Dans la nuit, Pékin met en quarantaine la ville de Wuhan, épice de l’épidémie due au coronavirus. A 10 heures, le 23 janvier, la métropole est bouclée, puis l’ensemble de la province du Hubei.

« Depuis, la crise du coronavirus ne nous a pas lâchés », raconte M. Drianno. Première mesure : an-

nuler les commandes de vêtements destinés aux points de vente chinois. Inutile d’« approvisionner des magasins fermés ». Le 28 janvier, la quarantaine concerne 16 autres villes. Commence « la deuxième vague de la crise, celle de l’approvisionnement ».

Beaumanoir exploite les enseignes Cache-Cache, Bonobo, Bréal et Morgan. Toutes se fournissent en Chine. A la hâte, les équipes sur place (300 personnes à Shanghai) revoient les plannings de fabrication et les réorientent vers l’Europe de l’Est. Une cellule de crise est mise en place autour du directeur général en Chine, Jérôme Cambounet, confiné dans son appartement shanghaien.

A Saint-Malo, une autre équipe est montée avec « les patrons des marques ». M. Drianno « prépare les esprits » ; il partage des photos « pour que tous les employés comprennent » la situation en Chine. Car, peu après, le pays est à l’arrêt. Les ouvriers des usines textiles rentrent chez eux et les centres commerciaux sont fermés, mais

les charges financières demeurent. Pékin exige que les entreprises continuent de payer leurs salariés. Et les bailleurs font la sourde oreille aux demandes de report de paiement des loyers.

Dès lors, M. Drianno protège le cash. Il obtient des délais de paiement auprès de ses fournisseurs et ferme franchises de ses succursales. Ses franchisés chinois font de même. Au total, 100 points de vente auront tiré le rideau au printemps. L’activité des 600 autres reprend mollement depuis la réouverture des magasins, mi-février. Aujourd’hui, elle est en deçà de 30 % des standards. « Ce sera – 10 % à – 15 % au mois d’avril », prédit-il.

« C’est le choc »

Rétrospectivement, cette crise en Chine aura permis « de se préparer à ce qui va potentiellement se passer en Europe », où le groupe exploite 1200 magasins. Au 14 février, la France déplore le premier décès d’un malade du Covid-19 ; le 24, l’Italie met en quarantaine le nord du pays. « Attention, on va

vers une fermeture des magasins en France », prévient le directeur général, qui passe alors en « mode action ». « On avait déjà vu le film une première fois, en Chine », souligne le dirigeant. Début mars, pour faire entrer du cash et écouler au plus vite pulls, blousons ou jeans, les 1500 magasins de France et d’Espagne consentent des promotions. Car ces articles de fin d’hiver sont périssables ; les clients n’en voudront plus aux beaux jours.

M. Drianno « partage l’urgence » à s’adapter à la future situation avec tout le personnel. Les cadres balaient tous les sujets : la finance, les ressources humaines, les achats. Au siège, les informaticiens préparent les ordinateurs pour ceux qui vont travailler à distance. Chacun rassemble ses dossiers. Le 12 mars, le président de la République, Emmanuel Macron, annonce aux Français les mesures de confinement.

« C’est le choc, mais ce n’est pas une surprise », assure le dirigeant. Les magasins ferment au soir du 14 mars. Le lendemain, le comité

de direction et Jocelyne et Roland Beaumanoir, actionnaire et fondateur du groupe en 1981, définissent les modalités de recours au chômage partiel. M. Beaumanoir annonce aux salariés par vidéo que l’entreprise compense à 100 % la perte de rémunération des employés renvoyés chez eux.

« Besoin en fonds de roulement »

Le 16 mars, la plupart des cadres passent au télétravail. Alors que le groupe n’a plus de recettes, tous surveillent le cash. Ces liquidités sont nécessaires pour financer les commandes de marchandises vendues six à huit mois après leur achat. « Le besoin en fonds de roulement, c’est le premier des sujets d’une enseigne », résume le dirigeant. Et, dans le cas d’une réouverture des magasins au mieux « début mai », le manque à gagner s’élèverait à 150 millions d’euros sur 2020, estime M. Drianno.

Comment financer l’achat des collections à venir qui doivent impérativement être fabriqués et livrés à temps pour garnir les

rayons, sous peine de « courir après la marchandise » au deuxième semestre. Beaumanoir maintient ses ordres d’achat, sans relocaliser sa production, cette fois. Car, en Chine, les « usines textiles tournent » à nouveau et ailleurs, en Tunisie ou au Maroc, le sourcing est « trop incertain » puisque les fabricants y sont contraints au confinement. Tous les autres budgets sont coupés. Et, avec ses banques, Beaumanoir met en place des prêts garantis par l’Etat pour financer ces achats.

Reste un point épineux : le poste des loyers à payer aux bailleurs de centres commerciaux français. Il pèse autant que celui des salaires. « Aucun commerce ne pourra tenir si les foncières ne suppriment pas les loyers à valoir sur les mois de fermeture des magasins », juge M. Drianno. A défaut, dans cette entreprise qui basculera dans le rouge en 2020, l’impact de la crise sanitaire pourrait devenir social. Elle emploie 6 000 personnes et 5 000 chez ses partenaires. ■

JU. GA.

« Tout a été annulé » : en Grèce, le secteur du tourisme est à l'arrêt

La pandémie liée au coronavirus annule la légère reprise de l'économie hellène, qui sortait de quelque dix années de crise

REPORTAGE

ATHÈNES - correspondance

À quelques encablures du Stade panathénaique et du plus grand hôpital d'Athènes, Evangelismos, Charilakis Dallas se sent bien seul dans son café-pâtisserie d'ordinaire pris d'assaut par les habitués. Depuis la mi-mars, tous les magasins, exceptés les supermarchés et les pharmacies, sont fermés en raison de la pandémie de Covid-19, qui a fait, au 3 avril au soir, 59 morts, avec 1613 personnes testées positives en Grèce. Les cafés et les restaurants sont seulement autorisés à effectuer des livraisons et des ventes à emporter. « *Nous guettons les clients. Je sers tout au plus 10 cafés ou gâteaux par jour depuis le confinement de la population* », dit en soupirant Charilakis Dallas, qui a créé cette entreprise familiale il y a vingt-cinq ans. « *Mais le plus important, c'est que la Grèce ne connaisse pas une situation aussi tragique qu'en Italie, s'inquiète le quinquagénaire. Notre système de santé a été laminé par des années de coupes budgétaires. Les médecins qui viennent prendre un café me racontent qu'ils manquent de matériel basique, qu'ils font des heures supplémentaires jusqu'à épuisement...* »

Depuis le début de la crise économique, en 2010, la baisse du budget pour les hôpitaux publics et la fuite à l'étranger de plus de 18 000 médecins ont lourdement touché ce secteur. Entre 2009 et 2015, les dépenses publiques de santé par tête ont chuté de 37,7 % et plus de 20 % des unités de soins intensifs ou de soins spé-

« Il n'y a plus de résistance possible dans la société grecque. Beaucoup sont partagés entre la colère et la peur »

VASSILIS KORKIDIS

président de la chambre de commerce du Pirée

cialisés ont été fermées. Pour faire face à la crise sanitaire, le ministère de la santé a annoncé l'embauche de 4200 médecins et personnels hospitaliers, et le nombre de lits en réanimation est passé de 565 à 870.

M. Dallas suit avec angoisse les informations et se demande à quoi ressemblera le jour d'après le confinement. « *Nous avons résisté à la crise économique et traversé une période très difficile, surtout en 2015, avec l'imposition du contrôle des capitaux. Allons-nous survivre à une nouvelle crise ?* »

Le gouvernement grec a annoncé une série de mesures pour soutenir les entreprises et les salariés : allocation de 800 euros par mois pour tous les travailleurs dont le contrat n'a pas été renouvelé ou qui ont dû se mettre au chômage partiel ; paiement par l'Etat des cotisations sociales ; report de quatre mois du paiement des impôts et des dettes des sociétés.

Le gouvernement va aussi soutenir la liquidité des entreprises, notamment en leur accordant des prêts de trois mois grâce à une

aide de 1,8 milliard d'euros de la Banque européenne de développement. D'après le ministère du travail, 41 000 licenciements ont été enregistrés au cours des deux premières semaines de mars. « *La situation du marché du travail pour mars est tragique*, estime le ministre du travail Ioannis Vrontsis. *Les entrepreneurs ne doivent pas procéder de manière injustifiée à des licenciements.* »

Athènes a d'ailleurs affirmé que toutes les entreprises qui licencieront en cette période ne bénéficieront pas des aides de l'Etat. Le secteur le plus affecté est le tourisme, qui représente près d'un quart du produit intérieur brut (PIB) du pays et emploie plus de 20 % des Grecs. « *Sur les 10 000 hôtels du pays, 9 700 ont dû fermer en raison des mesures de confinement*, explique Grigoris Tasios, président de l'Union grecque des hôteliers. *Nous sommes dans l'incertitude totale. Même pendant la crise économique, nous pouvions faire des plans sur plusieurs mois. Mais, dans les circonstances actuelles, nous ne savons pas comment la pandémie va évoluer et si la saison touristique va vraiment pouvoir commencer.* »

Crainte de faillites

Selon la Chambre des hôteliers de Grèce, les pertes pour la branche devraient s'élever à 522 millions d'euros. La baisse du chiffre d'affaires pourrait atteindre entre 36 % et 51 % cette année, par rapport à 2019. Eva Vrontinakis, guide touristique, s'apprêtait au mois de mars à commencer la saison avec des groupes scolaires : « *Tout a été annulé. Je vais perdre sans doute la moitié de mon revenu !* »

Anthony Kollidas, qui a ouvert une agence de voyage Elysium Travel, il y a cinq ans, craint de devoir mettre la clé sous la porte : « *Nous commençons à avoir un retour sur investissement, nous étions confiants, le tourisme se portait bien en Grèce... Quand tu as dû, pendant huit ans, faire preuve de patience en attendant des jours meilleurs, c'est dur de devoir envisager la fermeture de ton entreprise.* »

Vassilis Korkidis, le président de la chambre de commerce du Pirée, craint la faillite de milliers d'entreprises : « *Nous avons survécu à dix ans de crise, il n'y a plus de résistance possible dans la société grecque. Beaucoup de mes concitoyens sont partagés entre une immense peur et la colère.* » Le ministre grec des finances, Christos Staïkouras, a prévenu jeudi 26 mars : la Grèce sera de nouveau en récession en 2020, le PIB pourrait reculer de « 1 % à 3 % », alors que l'Etat misait sur une croissance de 2,8 %. Morgan Stanley prévoyait même une récession de 5,3 %.

L'Union européenne a annoncé qu'Athènes n'aurait pas à respecter ses engagements d'excédent budgétaire primaire (hors charges de la dette) de 3,5 % du PIB cette année en raison de la pandémie. Mais la fragilité de son économie risque de se faire sentir lorsqu'il faudra mettre en place un plan de relance. « *Sa dette étant déjà très élevée, il sera difficile de prendre la décision de l'alourdir davantage*, estime Christopher Dembik, analyste chez Saxo Bank. *La question de la solidarité européenne devra de nouveau être posée.* » ■

MARINA RAFENBERG

En Chine, la reprise se fait à un rythme modéré

Les consommateurs, toujours prudents, ne se ruent pas dans les magasins traditionnels

SHANGHAI - correspondance

Dans la rue Julu, une venelle commerçante au cœur de la concession française de Shanghai, où se pressaient autrefois les acheteuses de mode, une boutique sur cinq ou six a baissé le rideau. « *Tous les commerces physiques vont mourir si ça continue*, soupire Stella Liu, la patronne de Magpie, un salon de massage. *Nous, on ne gagne même plus de quoi payer le loyer. J'ai licencié la moitié de mes employés.* »

Alors que la vie a peu à peu repris depuis la mi-février, après trois semaines de fermeture forcée pour cause d'épidémie due au coronavirus, la consommation tarde à repartir en Chine. Encore prudents, les Chinois sortent à pas comptés, hésitant à se rendre dans les commerces traditionnels. Les services qui impliquent une proximité avec les clients sont particulièrement touchés.

L'épidémie apparue à Wuhan en décembre 2019 a d'abord mis le pays à l'arrêt. Au premier trimestre 2020, l'économie nationale, ébranlée par les mesures de confinement, devrait connaître une croissance négative. Sur les deux premiers mois de l'année, les ventes au détail, qui permettent de mesurer la consommation, ont chuté de 20,5 %.

Le ministère du commerce a affirmé, le 26 mars, que la consommation s'était stabilisée, mais la moitié des magasins n'ont pas de quoi survivre plus de six mois, d'après une étude de Bloomberg publiée le 20 mars. Surtout, alors que Pékin affirme avoir réussi à reprendre le contrôle sur l'épidémie, le reste du monde est désormais euvement touché. Un nouveau coup dur pour l'économie chinoise, qui demeure très dépendante des exportations.

En vue de relancer la consommation, les autorités locales ont annoncé une batterie de mesures censées inciter les Chinois à mettre la main au portefeuille. Dans le Zhejiang, la province située juste au sud-ouest de Shanghai, les entreprises ont été poussées à accorder une demi-journée de congés supplémentaires par semaine à leurs salariés, en espérant qu'ils en profitent pour sortir et dépenser davantage.

A Hangzhou, la capitale de la province, bus et métro sont gratuits. A Nankin, au nord de Shanghai, la municipalité a distribué des bons d'achat pour une valeur de 41 millions d'euros, à dépenser en activités touristiques, sportives, ou achats de biens de consommation. Afin de montrer l'exemple, les dirigeants locaux ont tombé le masque pour aller dîner dans un restaurant de nouilles au sang de canard, une spécialité de la ville.

Convaincre les Chinois n'a rien d'évident. Au grand Ikea de Shanghai, le dimanche 29 mars, les clients sont là, tous masqués, mais on est loin de la foule habi-

tuelle des week-ends, quand ils envahissent lits et canapés pour des siestes improvisées. « *Cela reprend, mais cela reprend très doucement* », précise un vendeur. L'inquiétude des clients est partagée par les commerçants. Les inconnus sont perçus comme une menace potentielle. « *On ne sait pas si les gens ont voyagé récemment. J'ai surtout des habitués. Si des gens que je ne connais pas appellent pour un massage, je les refuse* », lance Stella Liu.

Dans la même rue, une vendeuse d'une boutique de prêt-à-porter féminin, qui préfère garder l'anonymat, indique que son salaire a été divisé par deux : de 9 000 yuans (1160 euros) par mois à environ 4 500 yuans. Elle travaille un jour sur deux, contre six jours sur sept auparavant.

Chute des ventes physiques

Si les ventes se reportent en partie sur Internet, cela ne compense pas, observe la vendeuse : « *En ligne aussi, les ventes ne sont pas très bonnes, parce qu'on a moins de nouveaux produits qui arrivent. La production a aussi été perturbée* ». A la boutique d'à côté, la patronne, Phoenix Li, explique qu'elle réalise désormais 70 % de ses ventes sur le Web, contre moins de la moitié auparavant. Toutefois, le compte n'y est pas. « *On fait de très mauvaises affaires. Vous voyez, plusieurs de mes voisins dans cette rue ont déjà mis la clé sous la porte.* »

Sur les deux premiers mois de 2020, les ventes en ligne sont les seules à avoir crû en Chine, mais de 3 % seulement, d'après le ministère du commerce. Pas assez pour compenser la chute des ventes physiques, et bien peu en comparaison de l'augmentation des ventes en ligne sur l'année 2019 (elles avaient bondi de plus 20 %). Dans le détail, les Chinois ont déboursé davantage en ligne pour des courses type épicerie, avec une hausse de 26 % des ventes de produits alimentaires.

Les marques et les distributeurs espèrent voir arriver la fin de la crise sanitaire, et un phénomène de compensation des consommateurs frustrés, qui se jetteraient sur des produits. Mais ces espoirs s'amenuisent, car l'épidémie est difficile à contrôler totalement. En Chine, la peur d'une deuxième vague et le danger que représentent les patients asymptomatiques sont au cœur des débats. De quoi alimenter la vigilance.

« *Les dépenses compensatoires ne vont pas devenir un phénomène de masse*, estime Gao Ming, vice-président pour la Chine de la société américaine de conseil Ruder Finn Group. *Certains types de produits peuvent progresser, mais les marques vont devoir faire face à un défi plus profond pour survivre à la réduction des dépenses* », explique-t-il à *Jing Daily*, un média en anglais spécialisé sur la mode en Asie. ■

SIMON LEPLÂTRE

L'économie européenne connaît le plus fort ralentissement de son histoire moderne

Si l'ampleur de la récession reste impossible à mesurer, les premiers indicateurs économiques sont les pires jamais enregistrés sur le Vieux Continent

LONDRES - correspondance

L'économie européenne est en arrêt cardiaque. Vendredi 3 avril, les indices PMI des acheteurs, qui sont des sondages menés auprès de plus de 5 000 entreprises de la zone euro pour mesurer leur activité, ont été publiés pour le mois de mars. A l'exception de l'Irlande, ils sont tous au pire niveau de leur histoire, bien au-dessous de ceux de la crise de 2008.

En Italie, l'indice PMI du secteur des services est de 17 points, sachant qu'un niveau au-dessus de 50 points est synonyme de croissance et au-dessous, de contraction. Jamais, dans l'histoire des indices PMI, qui remonte aux années 1990, un niveau aussi bas n'avait été enregistré. En février, l'indice italien était de 52.

Niveaux catastrophiques

Partout ailleurs, la chute est similaire. En France, l'indice des services est ressorti à 27, au plus bas depuis sa création, en 1998. En Espagne, il est de 23, en Allemagne, de 32. Sur l'ensemble de la zone euro, l'indice « composite » (qui comprend les secteurs industriels et celui des services) chute à 29,7, contre 51,6 en février. En 2008, il était resté en permanence au-dessus de 35 points.

Ces indicateurs restent cependant trop optimistes, puisque la collection des données a été entreprise entre le 12 et le 26 mars, en partie avant le confinement de certains pays. Etant donné que les économies ont été mises volontairement à l'arrêt pour enrayer la pandémie, ces niveaux catastrophiques « *ne sont guère surprenants* », explique Chris Williamson, économiste en chef à IHS Markit, la société qui produit l'indice PMI. Les magasins sont fermés, le tourisme a disparu, les usines non essentielles ne tournent pas... La chute actuelle n'a rien à voir avec une récession classique. Plus que l'image d'un arrêt cardiaque, il faudrait sans doute parler d'un placement en coma artificiel.

L'ampleur du choc n'en demeure pas moins majeure, le niveau des indices étant « *conforme à un taux de contraction annuel du produit intérieur brut [PIB] proche des 10 %* », poursuit M. Williamson. « *Après des semaines à attendre l'inévitable effondrement des données économiques, nous voyons finalement les premiers chiffres qui confirment l'ampleur des dommages causés par la pandémie due au coronavirus en Europe*, détaille Angel Talavera, analyste chez Oxford Economics. *La chute de l'activité*

au deuxième trimestre va probablement être catastrophique. »

Les économistes reconnaissent tous qu'il est aujourd'hui illusoire de chercher à sérieusement chiffrer la récession : – 10 % de PIB ?, – 15 % ?, – 20 % ? Tout va dépendre, en définitive, de la durée du confinement et de la vitesse à laquelle l'activité reprendra ensuite. « *Dans certains scénarios, on peut imaginer des rebonds en 2021 de l'ordre de 20 %* », souligne David Owen, économiste à Jefferies. Historiquement, l'économie a tendance à redémarrer rapidement après une épidémie. Cependant, les comparaisons sont rares et lointaines.

Entreprises renflouées

La véritable question est de savoir si l'intervention des gouvernements va permettre d'empêcher les dommages de long terme. En renflouant les entreprises et en indemnisant généreusement le chômage partiel, les Etats européens s'efforcent d'éviter les faillites et les licenciements. Si le confinement ne dure pas trop longtemps, l'économie mise en sommeil pourrait repartir assez rapidement.

Malheureusement, les premiers indices sont inquiétants. Beaucoup d'emplois sont perdus de façon permanente. Au Royau-

me-Uni, 950 000 personnes se sont inscrites aux « crédits universels », l'allocation sociale de base, pendant les deux dernières semaines de mars. C'est quinze fois plus que la normale. En Irlande, le nombre de bénéficiaires d'allocations chômage a plus que doublé au mois de mars, augmentant de 330 000 personnes, pour atteindre un peu plus d'un demi-million.

L'Espagne, quant à elle, a perdu 900 000 emplois en mars, dont 350 000 de façon permanente, les autres ayant été placés en chômage partiel. Ce ratio espagnol, avec un peu plus du tiers de l'impact sur l'emploi qui sera durable, donne un possible aperçu de la crise à venir.

En Autriche, le nombre de chômeurs, dont les statistiques sont publiées quotidiennement, a progressé de 66 % en mars. La fermeture des stations de ski a en particulier fait des ravages chez les nombreux travailleurs saisonniers. En Allemagne ou en France, les seules statistiques disponibles concernent pour l'instant le nombre de chômeurs partiels, et il est trop tôt pour en tirer des conclusions. Mais personne ne se fait d'illusion : quand les chiffres seront publiés, ils seront catastrophiques. ■

ÉRIC ALBERT

PÉTROLE

Réunion de l'OPEP et de ses alliés, le 6 avril

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) a confirmé, vendredi 3 avril, la tenue d'une réunion de ses membres et alliés, lundi 6 avril. Jeudi 2 avril, Donald Trump avait annoncé de possibles coupes des productions saoudienne et russe, ce qui avait dopé les cours du brut. Le marché de l'or noir subit toujours la pression d'une demande atone, une partie de l'économie mondiale étant à l'arrêt à cause de la pandémie

de Covid-19 et d'une offre surabondante sur fond de guerre des prix entre Riyad et Moscou. – (AFP)

CINÉMA

Disney repousse la sortie de plusieurs films

Le numéro un mondial du divertissement, Disney, a décidé de repousser la sortie d'une douzaine de films Marvel et autres grosses productions, mais espère maintenir *Mulan* pour cet été, malgré l'épidémie due au coronavirus, qui a contraint la plupart des cinémas à fermer leurs portes. – (AFP)

Risque d'explosion de l'extrême pauvreté dans les pays émergents

Les travailleurs du secteur informel sont particulièrement fragilisés

En Inde, l'arrêt brutal de l'activité économique qui a coïncidé avec le confinement général visant à endiguer la pandémie de Covid-19, fin mars, a provoqué un exode urbain massif. Des centaines de milliers de migrants tombés au chômage n'ont plus les moyens de vivre en ville, sans argent de côté ni aide financière de l'Etat. Ils sont partis à pied, prêts à parcourir des centaines de kilomètres pour rejoindre leurs villages et profiter de la solidarité de leur famille ou de leur communauté.

La crise ne les épargnera pas. Selon les chiffres de l'Organisation internationale du travail, près de 60 % de ceux qui travaillent dans le monde appartiennent au secteur informel. Autrement dit, deux milliards de personnes exercent une activité sans protection sociale ni contrat. Rien qu'en Asie, la Banque mondiale estime que la pandémie va accroître le nombre de pauvres de 11 millions.

Alors que la planète se dirige vers l'une des pires crises économiques depuis la seconde guerre mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) a rappelé, le 16 mars, que tous les pays devaient « *accorder une aide considérable aux personnes et aux entreprises les plus touchées, y compris dans les secteurs informels les plus difficiles d'accès.* » Plusieurs pays, comme l'Egypte ou le Maroc, ont

Deux milliards de personnes dans le monde exercent une activité sans protection sociale ni contrat

annoncé la création de fonds spéciaux ou de comités pour venir en aide à ces derniers. En Argentine, le gouvernement leur a promis des allocations de 151 dollars (environ 140 euros) et a gelé les prix de milliers de produits de première nécessité. Le Pérou a également promis de verser 108 dollars aux foyers les plus pauvres.

Avec un secteur privé presque à l'arrêt, la puissance publique joue un rôle clé pour combattre la pauvreté, d'autant que les transferts d'argent issus de la diaspora de l'étranger se sont taris. Mais comment l'Etat peut-il aider les plus vulnérables dans des pays qui, comme en Afrique, n'ont pas la capacité administrative de le faire et où les filets sociaux de sécurité sont quasiment absents ?

« *L'Etat a des capacités réduites, surtout pour ceux qui habitent loin des villes*, reconnaît W. Gyude Moore, ancien ministre des travaux publics au Liberia et cher-

cheur au Center for Global Development, un centre de réflexion sis à Washington, *mais il peut s'appuyer sur les communautés locales et les ONG.* » Le secteur informel est structuré autour d'associations ou de communautés qui pourraient servir de relais aux gouvernements. W. Gyude Moore cite l'exemple des organismes de microcrédit, qui peuvent recevoir l'aide de l'Etat pour accorder aux petites entreprises des reports d'échéances, ou procéder à la distribution de coupons servant à payer les factures d'électricité.

Fardeau de la dette

Dans certains Etats pauvres tels que le Nigeria, les dépenses alimentaires représentent plus de la moitié du budget du foyer. Et dans un monde où 821 millions de personnes souffrent de sous-nutrition, d'après l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, la crise pourrait aggraver la situation. « *L'aide alimentaire compte autant que l'aide financière* », insiste W. Gyude Moore, qui suggère que des écoles soient transformées en centres de distribution alimentaire. Pendant le temps du confinement, la fermeture des établissements va priver les enfants de millions de repas scolaires gratuits.

L'Inde a levé le voile sur un plan d'aide de 20 milliards de dollars, lequel prévoit notamment un

doublément de l'aide alimentaire qui bénéficie déjà aux deux tiers de la population, et des transferts de liquidités. « *Mais c'est trop peu*, estime l'économiste indien Jean Drèze. *Les transferts d'argent ne permettent pas à une famille de survivre et, surtout, il n'y a rien de prévu pour l'aide d'urgence.* » L'Inde souffre d'un déficit budgétaire élevé d'environ 7,5 % de son produit intérieur brut (PIB), ce qui réduit ses marges de manœuvre. Une contrainte que M. Drèze baliaie d'un revers de main : « *Le montant du plan d'aide correspond à la perte des recettes fiscales enregistrée l'année dernière du fait de la baisse de l'impôt sur les sociétés. Or nous sommes dans une situation d'urgence humanitaire.* »

Une première estimation du FMI évaluait, le 27 mars, les besoins des pays émergents à 2 500 milliards de dollars pour faire face à la crise. Problème : ils sont déjà très endettés. Entre 2010 et 2018, la dette publique est passée de 40 % à 59 % du PIB dans les pays d'Afrique subsaharienne. La moitié des pays africains a dépassé la limite recommandée par le FMI en matière de dette publique. Les ministres des finances du G20 se sont engagés, le 31 mars, à aider les pays pauvres à supporter le fardeau de leur dette. Des promesses qui tardent à se concrétiser, malgré l'urgence. ■

JULIEN BOUISSOU



MATIÈRES PREMIÈRES

PAR LAURENCE GIRARD

Les apiculteurs ont le bourdon

Le miel a toutes les vertus pour adoucir cette âpre période de confinement. Les gourmands ou autres ours mal léchés l'ont bien compris, qui ont rangé en bonne place dans leurs réserves des pots de ce nectar. Mais d'autres ne l'ont pas inscrit dans leur liste de courses faites dans la panique, aux côtés des pâtes, du riz et du papier toilette. Et aujourd'hui, alors que foires, marchés de plein air de petits producteurs et salons sont au point mort, les apiculteurs s'inquiètent.

L'Union nationale de l'apiculture française (UNAF) tire la sonnette d'alarme. « *Les apiculteurs se retrouvent comme leurs abeilles... En danger, s'émeut-elle. Cette rupture liée au confinement a déjà des conséquences majeures et inédites en termes de survie des exploitations, [en raison de] l'impossibilité de vendre le miel.* » Les apiculteurs ont le bourdon...

« **Nos ventes ont chuté de 80 %** » « *Sur la deuxième quinzaine de mars, après l'arrêt des marchés de plein vent, nos ventes ont chuté de 80 %* », témoigne Christian Pons, apiculteur associé avec sa femme et sa fille à Cournonsec, dans l'Hérault. Il va faire la demande d'aide, fixée à 1 500 euros par mois, à laquelle les exploitations agricoles sont éligibles. Et espère bénéficier du report des charges. La situation est d'autant plus tendue que 2019 a été catastrophique. « *Lors de la canicule, la température est*

montée à 59 °C, et les cires ont fondu, tuant les abeilles », raconte M. Pons, dont les ruches n'ont produit que 2 à 3 tonnes, soit un tiers d'une récolte normale. Il devrait être indemnisé au titre des calamités agricoles, mais la procédure est toujours en cours.

L'UNAF estime que les butineuses françaises n'ont produit que 9 000 tonnes de miel en 2019 soit deux fois moins qu'en 2018. Sachant que comme la consommation reste stable, à près de 40 000 tonnes, il faut importer à tour de bras. De quels pays ? La question a suscité moult débats. Car les Français souhaitent connaître l'origine du produit qu'ils mettent sur leur tartine, d'autant que les industriels butinent aux quatre coins de la planète, de la Chine à l'Uruguay, en passant par l'Ukraine pour remplir les pots.

Finalement, un décret a été adopté, dans le cadre de la loi alimentation. Il oblige l'importateur à indiquer les pays d'origine par ordre d'importance, mais Bruxelles a retiqué la mention du pourcentage. Et l'obligation ne concerne que les miels conditionnés en France.

Beaume au cœur, toutefois, pour les apiculteurs, les mesures de confinement ne les empêchent pas de continuer leur activité. Un feu vert d'autant plus attendu que l'heure est aux transhumances pour aller polliniser les vergers. Les butineuses sont au turbin... ■

A Berlin, les indépendants reçoivent une « allocation corona »

La banque publique de Berlin a distribué jusqu'ici 900 millions d'euros à près de 100 000 travailleurs

BERLIN - correspondance

Quand elle s'est réveillée lundi 30 mars, Julie, artiste indépendante à Berlin, a immédiatement vérifié l'état de son compte. Et s'est frotté les yeux : 5 000 euros avaient bien été virés par l'IBB, la banque publique d'investissement berlinoise, sous le titre « allocation corona ».

Elle a reçu l'argent moins de quarante-huit heures après avoir déposé sa demande en ligne, en même temps que des dizaines de milliers d'indépendants éligibles à cette aide directe, qui n'a pas à être remboursée. Un cadeau tombé du ciel.

Le Land de Berlin, habituellement réputé pour ses retards, s'est surpassé. Et pour cause : artistes, consultants, spécialistes de l'événementiel, interprètes sont légion dans cette ville où l'industrie est faiblement représentée. 260 000 personnes travaillent comme indépendants à Berlin, soit 11,2 % de la population active, contre de 3 à 9 % dans le reste du pays. Un quart d'entre eux officie dans le secteur artistique. Toute chute d'activité, même de courte durée, peut être dramatique pour ces travailleurs non soumis à l'assurance chômage obligatoire et en général inéligibles à un prêt bancaire. Dès l'ouverture du dispositif, le site a été surchargé de demandes.

« *Quand j'ai réussi à me connecter, on m'a donné un numéro. Et là j'ai eu un choc : j'étais dans les 70 000 demandes, avec plus de 30 000 personnes à traiter devant moi !* », raconte Trent Zummallen, consultant en communication.

« *Avec les problèmes techniques du site, j'ai vraiment cru que je n'y arriverais pas.* » Lundi arrive « *le miracle* », la preuve du virement, qu'il a immédiatement postée sur son compte Facebook, pour « *donner de l'espoir à mes amis patrons de restaurant qui se demandent quand ils vont se mettre en faillite* ». Il s'inquiète quand même des questions du fisc allemand après la crise. « *Comment dois-je déclarer la somme à l'administration fiscale ?* »

Procédure minimale

« *J'avais rempli le formulaire en ligne samedi après-midi, puis j'ai reçu un courriel de confirmation, c'est allé très vite* », poursuit Julie, qui vit à Berlin depuis dix ans. Artiste sérigraphiste de profession, elle cumule avec un emploi « alimentaire » comme graphiste indépendante dans une entreprise berlinoise. « *Tout s'est arrêté du jour au lendemain. Les galeries qui vendaient mes œuvres ont fermé. Et l'entreprise qui me faisait travailler m'a déjà dit qu'elle ne me reprendrait pas ce printemps* », explique-t-elle.

Avec 5 000 euros, elle a de quoi souffler quelque temps et payer son loyer jusqu'à l'automne. Mais l'inquiétude n'est pas levée. « *Les conditions sont très floues, on ne sait pas ce qu'on va nous demander ensuite.* »

Jusqu'ici, la banque publique de Berlin a distribué 900 millions d'euros d'allocations à près de 100 000 indépendants et petites entreprises, qui peuvent recevoir jusqu'à 15 000 euros.

Après une pause nécessaire au traitement de toutes les demandes, une deuxième tranche de

versements débutera le lundi 6 avril à Berlin. Ce plan de soutien financé par l'Etat fédéral à hauteur de 50 milliards d'euros, est distribué de façon différente selon les régions allemandes. Si, à Berlin, les indépendants pouvaient toucher 5 000 euros, ils devaient se contenter de 2 500 euros à Hambourg.

Contrairement à ses habitudes, l'administration allemande a réduit la procédure au minimum. Aucune condition n'a été demandée par l'administration. « *J'ai seulement entré mon nom et mes coordonnées et mon numéro d'identification fiscale, c'est tout* », raconte Trent. Même les étrangers résidant en Allemagne depuis moins d'un an ont pu profiter de l'allocation, comme Mary Clare Pelch, une Américaine de Chicago âgée de 23 ans. Installée à Berlin depuis quelques mois seulement, elle donne des cours d'arts plastiques en école maternelle et n'a jamais payé d'impôts en Allemagne. « *Ils m'ont demandé la date d'obtention de mon numéro fiscal et mon numéro de passeport. J'ai reçu l'argent le lendemain* », témoigne-t-elle.

L'expérience est inédite et beaucoup y voient un précédent intéressant. Doit-on l'appeler monnaie hélicoptère ? Ou plutôt revenu universel ? Quel que soit son nom, ce dispositif a eu pour effet de soulager immédiatement ces actifs souvent très précarisés, qui constituent une main-d'œuvre essentielle au fonctionnement des secteurs culturel, éducatif et artistique. Précisément ceux qui font l'attrait de villes comme Berlin. ■

CÉCILE BOUTELET

Tarifs 01/01/20

Tél. : 01 57 28 29 94

1 parution	Professionnels	Particuliers
Forfait 5 lignes	65€ HT	65€ TTC
Forfait 10 lignes	110€ HT	110€ TTC

Reproduction interdite

JAMES le couturier de l'homme
Le prêt-à-porter à votre mesure

Tailles
du 44 au 70

CARDIN - DIGEL
ZINS - BERAC, etc...
Les meilleurs

Costumes
Vestes
Pantalons
Parkas

Vêtements de qualité pour homme

Du mardi au vendredi de 14 h 30 à 19 heures,
Samedi de 10 h 30 à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures
53, rue d'Avron - 75020 PARIS - Tél. : 01.43.73.21.03



RUBRIQUE BONNES AFFAIRES
POUR VENDRE,
VOULEZ-VOUS LE BON PLAN
OU LE MEILLEUR ?

Professionnels ou particuliers,
valorisez vos services et bonnes affaires
auprès d'une clientèle 100% premium.
Le mercredi et le samedi,
Le Monde devient votre vitrine.

FORFAIT LIGNAGE

à partir de 65 €HT

FORFAIT MODULES

à partir de 300 €HT

marie-cecile.bernard@mpublicite.fr - 01 57 28 29 94

BIJOUX

PERRONO-BIJOUX

Anciens. Occasions argenteries.
Brillants. Pierres précieuses.
Création & transformation
réparations. Achats ventes.
Echanges sélectionné par le guide
PARIS PAS CHER

OPÉRA : angle bd des Italiens
4, rue de la Chaussée d'Antin
Tél. : 01 47 70 83 61

ANTIQUITÉS

Suite à mes prestations
télévisées sur le marché
de l'art, je vous propose

UN RENDEZ-VOUS
POUR VOS DEMANDES
D'ESTIMATIONS,
Spécialisé successions

J'ACHETE
Meubles Tableaux Pendules
Objets d'art & curiosités
Argenterie Livres anciens
Viols & Archets anciens
Vins,
Art d'Afrique et d'Asie
Art décoratif du XX^e s
Art d'Islam et d'Orient
Photos anciennes et d'artistes
Sérieux et discrétion
assurés, déplacements
Paris et Province.

PATRICK MORCOS
EXPERT
Affilié à la Compagnie
Nationale des Experts

06.07.55.42.30
morcospatrick@orange.fr

ACHAT LUXE

ACHAT
au comptant
CHANEL
Sacs et accessoires
HERMES
expert@chanel-hermes.com
Tél. 06 49 35 35 22

LIVRES

ACHÈTE LIVRES ANCIENS
du 15^e au 20^e, bibliothèques d'érudits.
Archives, gravures, dessins,
affiches...
hubert.hoppenot@orange.fr
Tél. 06 80 06 54 24

Immobilier

ACHAT

Get a Home in France

Pour clientèle internationale
et sociétés, **recherchons appts
vides/meublés à vendre/louer**
à Paris. Expatriates & Impatriates:
Parisian rentals made easy!
Le spécialiste de l'Ouest parisien !
LOCATION - VENTE - RÉNOVATION
GetaHomeinFrance.Co.Uk
Tél. : 06.09.33.91.68

Le Monde

RUBRIQUE
IMMOBILIER
VENDRE
OU LOUER
SON BIEN
IMMOBILIER

marie-cecile.bernard@mpublicite.fr
01 57 28 29 94

Carnet national

Dans les journaux, sur les réseaux sociaux, les avis de décès forment un « océan funèbre », une litanie de noms et de dates. Partout en France, les vivants rendent hommage aux morts du coronavirus, privés de cérémonie

Ex, sur la photo. Pierrette se pend au cou de Raoul, leurs cheveux blancs se confondent, elle ferme les yeux en déposant un baiser sur sa joue, il sourit de ce grand sourire des vieux qui ne montrent plus leurs dents. Sous son gilet à carreaux noir et blanc, Pierrette porte un chemisier rose boutonné jusqu'au col, son cou maigre flotte dedans. Raoul semble noyé dans son pull de laine vert anis. Juste en dessous, une autre photo, en noir et blanc. Quatre hommes debout, quatre autres agenouillés regardant fièrement l'objectif. Ils ont des bérets et des grosses galoches. « *Quatrième section du maquis Vasio* », indique la légende de l'édition Drôme-Ardèche du *Dauphiné libéré*. Raoul est le premier en haut, à gauche. Il a 19 ans. Raoul et Pierrette Cros étaient mariés depuis soixante et onze ans, ils résidaient ensemble à l'Ehpad Le Rivoly de La Voulte-sur-Rhône (Ardèche). Le virus a emporté Pierrette en premier, le 24 mars, elle avait 90 ans. Raoul en avait 94, il l'a suivie quatre jours plus tard.

La mort de Maria-Teresa de Bourbon-Parme, 86 ans, est survenue pile entre les deux, le 26 mars. Maria-Teresa, précise *Le Berry républicain*, est la « *première représentante d'une famille royale victime de la pandémie de coronavirus* ». C'est son frère, le prince Sixte-Henri, propriétaire du château de Lignières (Cher), où elle lui avait rendu visite le 8 mars, qui a annoncé la nouvelle. Descendante d'Henri IV, nièce et filleule de la dernière impératrice d'Europe, Zita d'Autriche, Maria-Teresa était la troisième des six enfants de Madeleine de Bourbon-Busset et de François-Xavier de Bourbon-Parme. Elle était célibataire, comme ses sœurs Marie des Neiges et Cécile-Marie, on la surnommait « *la princesse rouge* », elle avait diné avec Arafat et parlé des *Frères Karamazov* avec Chavez. *Libération*, qui lui avait consacré un portrait en 2014, n'était pas peu fier de la compter parmi ses abonnés, « *notre seule altesse royale, à notre connaissance* ».

Longtemps, Charline a été secrétaire de mairie. Elle avait pris sa retraite dans le petit village de Quérénaing, près de Valenciennes (Nord). Charline mettait un point d'honneur à s'occuper de son fils Bruno, handicapé. Au village, on le surnommait « *le glouton* » ou « *baraque à frites* » parce qu'il adorait manger. De son aîné, Fabrice dit qu'« *il lui manquait une petite étincelle pour être normal parce qu'il avait été asphyxié à l'accouchement. A l'époque, il n'y avait pas de respirateur* ». Mercredi 1^{er} avril, Fabrice était seul au cimetière pour enterrer sa mère, qui avait 80 ans, et son frère qui en avait 60.

Pierrette et Raoul, la princesse Maria-Teresa, Charline et Bruno sont la chair de ces chiffres qu'égrène chaque jour, à 19 h 30, le directeur général de la santé, Jérôme Salomon. Des centaines d'autres suivent. Affleurent des vies et des visages. Des célèbres et des inconnus. Enflent les pages d'un carnet national inachevé. Parfois juste un prénom, un nom, un âge, un lieu. L'important est de nommer. « *La nomination est la sépulture même* », disait Claude Lanzmann.

Il a bien fallu commencer par l'Est. Par ces départements du Haut-Rhin et du Bas-Rhin, surtout, qui « *paient un lourd tribut* », comme on le disait à propos des guerres au siècle dernier. Il a suffi de plonger dans les avis de décès des *Dernières nouvelles d'Alsace* (DNA) et de

L'Alsace. Quatre, cinq, six pages pleines par jour, quand d'ordinaire, elles ne sont que deux. Un « *océan funèbre* », lit-on dans *L'Alsace*, qui a enquêté auprès du service commercial concerné dans les deux titres régionaux. « *Sur l'ensemble de la semaine, on est à plus de 80 % de hausse par rapport à l'an dernier* », ont répondu les DNA. *L'Alsace* a, pour sa part, publié 620 avis de décès dans ses éditions du 18 au 28 mars, il y en avait 241 aux mêmes dates en 2019. « *On ne fait plus que ça, à l'atelier, en s'y mettant à quatre. De toute façon, il n'y a presque plus d'annonces légales ni de publicités commerciales, vu que quasiment tout est fermé* ». La fréquentation du site Internet Libra Memoria, sur lequel on peut publier ou consulter les avis de décès de la région ou encore déposer un mot de condoléances, a augmenté de 600 % à 700 %.

« **UNE VAGUE DÉFERLANTE** »

On lit. Arturo Donati, dit Carlo, 85 ans, grand amateur de pétanque et responsable associatif, « *enlevé brutalement à leur tendre affection par le Covid* » ; Alice Dupuis, née Crochet, 92 ans, « *a quitté sa famille dans les circonstances dramatiques que nous traversons en ce moment* » ; Claude Peitz, 82 ans, ancien principal de collège, maître du polar régional, « *emporté par la maladie en trois petits jours* » ; Brigitte Gaser-Ubl, née Willing, 78 ans, « *le Covid a osé nous la prendre* » ; Serge Baumann, 67 ans, amateur de rugby, « *décès survenu brusquement lors de cette pandémie qui nous bouleverse tous* » ; Yves Foucrier, 74 ans, psychiatre retraité, cofondateur et vice-président de l'association humanitaire Cœurs pour le monde, « *enlevé par le coronavirus* » ; Gérard Schenck, 78 ans, ancien directeur d'école, décoré des Palmes académiques, fondateur du club d'athlétisme de Lingolsheim (Bas-Rhin), « *terrassé par le Covid-19* » ; Odile Roland, née Waechter, 71 ans, « *enlevée cruellement par le Covid-19 à sa famille bien-aimée* » ; Lydie Heitz, née Tomat, 92 ans, « *à la suite de la vague déferlante du coronavirus* » ; Yolande Kuhne, 93 ans, « *par ce virus insidieux* » ; Pierre Fridolin Hengy, 86 ans, « *après un ultime combat contre cet implacable virus* » ; Suzanne De Bock, née Fehlmann, 85 ans, touchée à mort « *par le Covid-19, ce terrible fléau qui fait tant de victimes* » ; comme Jeannine Haas, née Sonnet, 98 ans ; Danielle Roux, née Ruffenach, 76 ans, et son mari Bernard, 85 ans ; André Bihl, 61 ans ; Henri Bosser, 93 ans, doyen du village de Reguisheim (Haut-Rhin) ; Monique Grimsinger, née Perret, 80 ans ; Jacky Hartmann, 53 ans, gérant de la société de mécanique industrielle T Méca ; Rafael Gomez, 99 ans, « *dernier survivant de la Nueve, compagnie de la 2^e DB composée de républicains espagnols, la première à rentrer dans Paris en 1944* » ; Fabrice Obrist, 56 ans, informaticien, ancien conseiller municipal ; Francis Rapp, 93 ans, universitaire strasbourgeois spécialiste de l'histoire religieuse et médiévale ; Jean-Jacques Siegel, 72 ans, ancien professeur de français au collège, ancien maire de Diebolsheim (Bas-Rhin) ; Xavier Humler, 73 ans, choriste dans la chorale paroissiale du village ; Joseph Hong, 78 ans, ancien conseiller municipal ; Jean-François Brunner, alias Poupoul, 72 ans, président de l'association de pêche de son village, Ueberstrass (Haut-Rhin). Gérard Barbier, 92 ans, oenologue, qui avait rédigé l'AOC Alsace.

Et puis Jacqueline, 85 ans, Berthe, 93 ans. Et Gérard et Armand et Joseph et Lydie et

LA PRINCESSE MARIA-TERESA, CHARLINE ET BRUNO SONT LA CHAIR DE CES CHIFFRES QU'ÉGRÈNE CHAQUE JOUR, À 19 H 30, LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA SANTÉ, JÉRÔME SALOMON

Suzanne et Robert et Simone et Michel et Monique et Fabrice. Et aussi Marie-Rose et André, 82 et 85 ans. Aloyse et Alice, « *partis ensemble comme ils étaient dans la vie. Après soixante ans de vie commune* ». Tant d'autres encore.

Les familles annoncent invariablement que « *la cérémonie religieuse est reportée à une date ultérieure* », qu'un « *hommage sera rendu dès que les circonstances le permettront* », ou « *en des temps plus sereins* », que « *l'inhumation se fera dans la stricte intimité familiale, selon les directives gouvernementales* ». Elles remercient d'avance les personnes « *de ne pas se déplacer et de s'associer à [leur] peine par leurs pensées et leurs prières* ».

Nommer ou ne pas nommer le Covid-19, telle est la question. « *Plus on avance dans le temps, et plus les avis sont explicites* », constate le journaliste Emmanuel Delahaye, de *L'Alsace*. Parce que les autres le font ? Parce qu'il faut bien répondre à la question ? Parce qu'on n'écrit pas, dans un avis de décès, que son père, sa mère, son frère, sa grand-mère, son compagnon ont été emportés par des « *facteurs de comorbidité* », comme disent les autorités ? Parce que le virus rend la mort également injuste, que l'on ait 30, 40, 50 ou 98 ans ? Qu'a-t-on écrit, qu'écrirait-on, qu'écrira-t-on (soi-même ou pour soi-même) dans l'annonce ?

Les pensionnaires des Ehpad victimes du Covid-19 qui, jusqu'à ces derniers jours, n'entraient pas dans la funeste comptabilité nationale, figurent depuis bien plus longtemps dans les pages carnets des quotidiens régionaux. A Cornimont, dans les Vosges, on compte 21 décès parmi les résidents du Couarôge – « *le nom, en vosgien, signifie une causerie entre anciens dans un coin confortable* », nous précise notre correspondante Katrin Tluczykont. Parmi eux, Michel Buraschi, 87 ans, qui jouait de l'accordéon, avait animé de nombreux bals et mariages et appartenu à la troupe de théâtre, Les Tréteaux Counehets ; Yvonne Mougel, 93 ans, qui avait fabriqué toute sa vie du munster dans la ferme familiale, aimait beaucoup les jeux de cartes et le Scrabble ; elle avait neuf enfants, dix-sept petits-enfants et vingt-trois arrière-petits-enfants. Jeanne Valentin, 83 ans, une as du tricot et des tartes aux fruits. Madeleine Humbertclaude, 98 ans, qui avait été institutrice, puis directrice d'école et aussi bénévole à la Croix-Rouge, au don du sang et à la bibliothèque municipale.

A La Riviera, l'Ehpad de Mougins (Alpes-Maritimes), dix-neuf personnes – soit 20 % des résidents – sont morts du virus en quinze jours, dont Jean-Luce, un ancien chauffeur routier de 79 ans. Il n'était là que depuis un an. Avant, il vivait près d'un terrain vague entouré de déchets. Un jour qu'il pleuvait des cordes et qu'il marchait seul sur la route, Claudia et Cyril s'étaient arrêtés et lui avaient proposé de le ramener chez lui. Quand ils avaient découvert son mobil-home déglingué, ils avaient lancé un appel aux bénévoles sur les réseaux sociaux pour l'aider à le retaper. La santé de Jean-Luce s'était dégradée, Claudia et Cyril avaient obtenu pour lui une place à La Riviera. Ils s'étaient encore tous retrouvés, peu de temps avant Noël, pour fêter son anniversaire. Le groupe Facebook « *Soutien pour Jean-Luce* » compte 1205 membres. Ce sont eux qui vont se cotiser pour lui offrir une pierre tombale.

Elle s'appelait Natacha, elle avait 76 ans et résidait aux Sarments, un Ehpad de Suresnes

(Hauts-de-Seine). Son fils, Pavel Chinsky, vit en Russie. Quand il a été prévenu que sa mère était atteinte par le virus, il était trop tard pour rejoindre la France, les vols étaient déjà supprimés. « *Vendredi, maman est morte, a-t-il écrit sur Facebook, et je ne garderai en guise de dernière image d'elle qu'une capture d'écran de mon téléphone portable, lorsque son infirmière, admirable de dévouement et d'abnégation, m'eut appelé de sa chambre par FaceTime. Inconsciente, en respiration artificielle, ses traits délicats rendus à la finesse et la netteté d'avant la maladie, elle n'était déjà plus tout à fait là. Son infirmière le comprenait alors mieux que moi, qui m'avait proposé, à l'heure des communications virtuelles, cette dernière entrevue. Madame, soyez-en remerciée.* »

TOMBEAUX DU XXI^e SIÈCLE

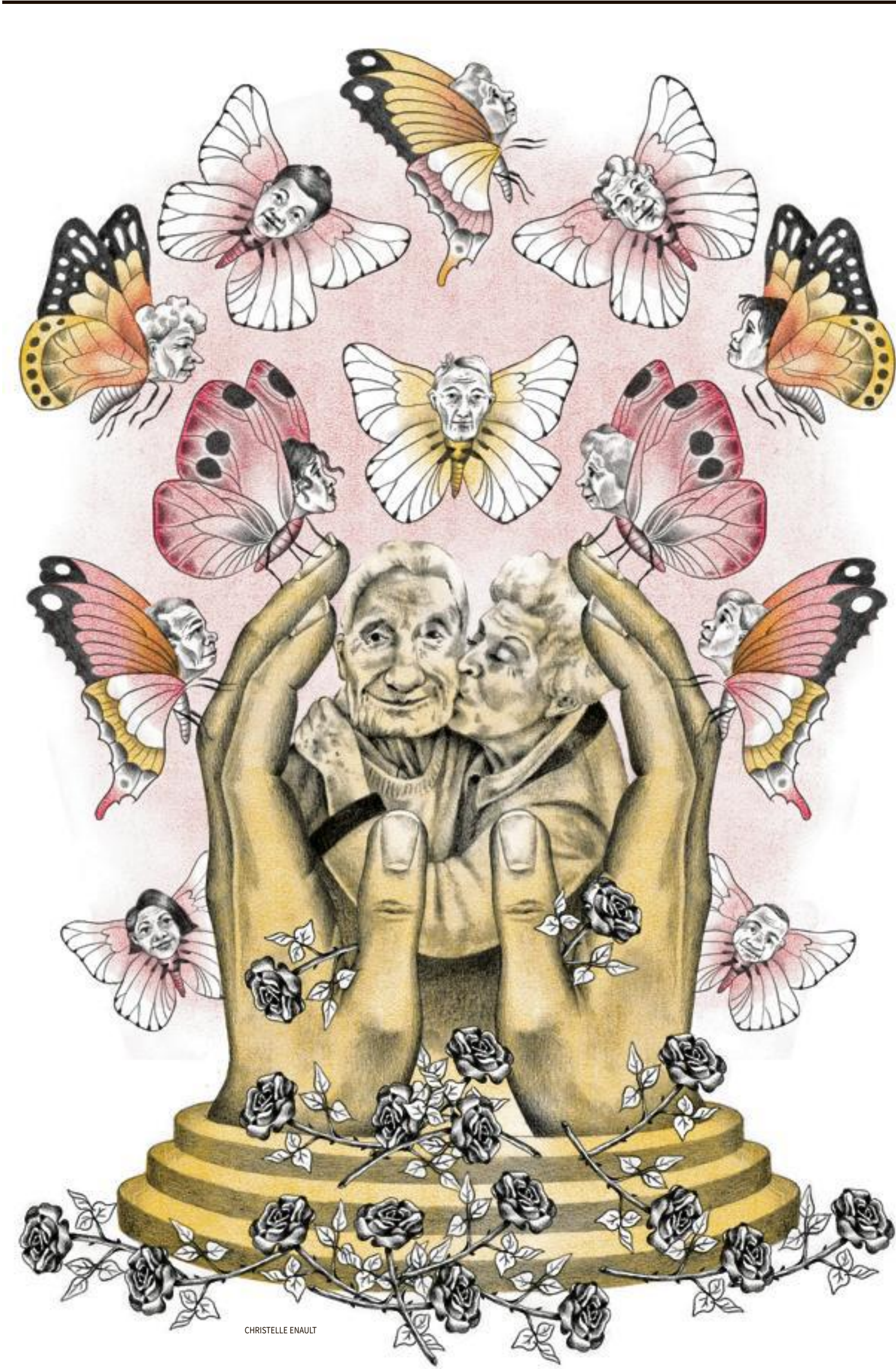
Pavel Chinsky avait gardé en mémoire un voyage en Bulgarie, quinze ans plus tôt, où les arbres, les murs, les lampadaires, les poteaux électriques étaient couverts d'affichettes représentant chacune le portrait en noir et blanc d'un défunt. « *Eh bien, poursuit-il, à l'heure du Covid-19, Facebook, c'est un peu la Bulgarie. De page en page, des visages, des noms et des dates. Et des litanies de condoléances que l'on déroule à la souris comme un parchemin médiéval.* »

Les réseaux sociaux sont les tombeaux du XXI^e siècle. Ils ont leurs rois – Pape Diouf, Manu Dibango –, Aïcha, la caissière de Carrefour, y est consacrée reine. On y célèbre Georges Merlot, encadrant au dépôt de bus d'Aubervilliers (Seine-Saint-Denis) – « *C'est bien la première fois que tu nous lâches, tu as dû te battre comme à ton habitude, mais, cette fois, ce n'était pas des budgets, des projets ou des imbéciles. C'était plus rude, plus surnois, et c'est cette saloperie qui a gagné* », écrit le syndicat SUD –, même ses adversaires politiques tissent des louanges à Patrick Devedjian.

Surtout, aux réseaux sociaux, on confie son chagrin familial. « *Parmi les morts d'aujourd'hui, tués par le Covid-19, il y a ma grand-mère, Denise Millet, annonce Pierre Millet. Elle laisse mon grand-père Claude tout seul. Et Claude et Denise Millet, vous les connaissez peut-être. C'était un peu les Canet-Cotillard de l'illustration jeunesse, il y a vingt-trente ans.* » « *Haj Mohamed Tayeb Mezeraï, c'était mon grand-père. Un homme bon. Il avait 85 ans. Il est mort, entre autres, du Covid à Tremblay-en-France. On n'a pas pu le voir, ni lui dire au revoir. Repose en paix, Jede* », signe son petit-fils Mohamed.

« *Mon Papa est mort du Covid-19 cet après-midi. Merci aux professionnels de la Maison Ferrari, à Clamart, pour leurs soins et leur accompagnement. Il se passe de très belles choses en Ehpad* », se console Antoine Perrin. Lionel Feuerstein a envoyé ce Tweet à 23 h 36, le 27 mars : « *Ça me fait juste du bien d'écrire encore un peu son nom : Daniel Feuerstein. C'était mon père. Il est mort du Covid aujourd'hui à Colmar, il avait 71 ans.* » « *Faites des doua'a [invocations] pour mon oncle, mort aujourd'hui du Covid-19.* », lit-on un peu plus loin. « *Lulu* » lance un appel : « *SVP, je vous demande de prier pour mon père mort de Covid. Pas de djanaza [prière], C vraiment malheureux, ma mère n'arrête pas de pleuré sa façon de mourir. Merci.* » Brûlent les bougies virtuelles, pleurent les émojis.

En attendant « *le retour des jours plus lumineux* », les très nombreux amis du prêtre-



ouvrier Louis Teknayan se sont retrouvés sur la page Facebook qu’ils lui ont dédiée. Louis qui rit, Louis qui fait le clown, Louis qui parle au micro, Louis en aube, la couverture du livre de Louis, *Itinéraire d’un ouvrier prêtre* – il aimait se définir dans cet ordre-là –, Louis sous un béret noir, avec sa mince barbe blanche sur un visage rond, une cigarette coincée entre le pouce et le majeur de la main droite, la gauche glissée dans la poche de son blouson de cuir. Louis avait 88 ans, il était né à Belfort (Franche-Comté) et ne l’avait pas quittée. «*Son défaut, c’était d’aller voir les gens. Il est parti avec son peuple, avec tous les anonymes qui meurent à l’hôpital et auxquels il rendait toujours visite. Il y a encore quelques semaines, il avait voulu forcer les portes d’une maison de retraite pour voir ses vieux*», raconte son ami Alain Fousseret.

Louis Teknayan était devenu prêtre à 37 ans, sans jamais cesser de travailler comme électricien, puis comme régisseur d’une maison pour tous. Il avait milité au PS, puis chez les Verts, s’était présenté aux cantonales. Alain

Fousseret veut nous «*faire bien comprendre le bonhomme*». «*Par exemple, à l’église, il portait une simple aube blanche et une croix de bois, il était pieds nus dans ses sandalettes. Les gens l’aimaient, l’adulaient, parce qu’il parlait simple, naturel, populaire. Quand il célébrait des obsèques, à la fin, il faisait applaudir. Il disait: “On pleure, mais on applaudit aussi une belle vie.” Un jour, il mariait des amis, au village, il leur a demandé de retourner leurs sièges en direction du public. “Ils ne viennent pas pour voir votre dos, ils viennent pour voir votre bonheur.” C’était ça, Louis. Vous voyez? On était deux cent cinquante à son jubilé l’an dernier. On n’a pu être qu’une poignée à son enterrement.*»

A Grenoble (Isère), une autre communauté est touchée. Depuis une trentaine d’années, Elie Cohen présidait l’association culturelle Zekhout Abot, responsable de la plus petite des cinq synagogues de la ville. Chaque semaine, il mettait un point d’honneur à réunir au moins dix personnes à l’office, seule et unique condition pour que «*la prière puisse porter*», disait-il. Dimanche 15 mars, alors que

LE QUOTIDIEN
«L’ALSACE» A
PUBLIÉ 620 AVIS
DE DÉCÈS DANS
SES ÉDITIONS
DU 18 AU 28 MARS,
IL Y EN AVAIT
241 AUX MÊMES
DATES EN 2019

toutes les synagogues de la ville avaient déjà fermé, on priait encore à Zekhout Abot. Elie Cohen est mort dans la nuit du 29 au 30 mars. Il avait 82 ans.

Au couvent des capucins, à Crest (Drôme), où Henri Grouès, le futur abbé Pierre a fait ses études de théologie de 1931 à 1938, ils étaient onze moines. Ils ne sont plus que sept. Emmanuel Fabre, 94 ans, s’est éteint le 25 mars dans sa cellule, après avoir été soigné par ses frères. Pierre Mazoué est mort à l’hôpital de Crest, le 28. C’était le jour de son quatre-vingt-cinquième anniversaire. Armand Donou, 79 ans, le frère qui accueillait les visiteurs, répondait au téléphone et était chargé du gîte réservé aux routards, est parti le 29. Le doyen, Marcel Connault, 99 ans, les a rejoints le 3 avril. Deux autres moines ont de la fièvre, l’un est hospitalisé.

A Die, bourgade drômoise, tout le monde connaissait Jean-Paul Chevrot, dit Popol. Il présidait une bonne partie des clubs de sport locaux, rédigeait chaque semaine un compte rendu sur les activités sportives dans le petit

Journal du Diois et de la Drôme. Le journal fulmine parce que, «*sur les réseaux sociaux où on partage tout plus vite que son ombre*», on a osé annoncer sa mort alors que l’ami Popol respirait encore. Un monument, Jean-Paul Chevrot. Demi de mêlée puis talonneur dans l’US Die. Pâtissier – «*il avait obtenu la première place de Rhône-Alpes et la deuxième au niveau national du concours du meilleur ouvrier de France*», précise le journal – puis forestier. Militant CGT, délégué au conseil des prud’hommes et membre actif de la fanfare. De lui, sa fille Valérie raconte: «*Mon père, c’était Peppone, un communiste croyant. Quand il y avait un match de rugby important, il allait en cachette allumer un cierge. Son meilleur copain, c’était le curé. Il allait voir la cathédrale de Die pour la reproduire entièrement en sucre, pour faire les pierres et les vitraux.*» Valérie n’a pas eu le droit de voir son père dans le cercueil, elle a fait promettre à l’employé des pompes funèbres de glisser dedans une petite radio avec des piles. C’était le souhait de Popol, «*il voulait pouvoir écouter les matchs de rugby*».

HÉROS TOMBÉS AU FRONT

Le virus a ses héros, tombés au front. Chaque annonce de la mort d’un médecin, d’un infirmier, d’un aide-soignant provoque à l’arrière, chez les confinés, la terreur qu’en d’autres temps on devait éprouver en apprenant l’offensive victorieuse de l’adversaire sur des troupes épuisées. Sylvain Welling, 60 ans, exerçait encore dans la commune de L’Hôpital (Moselle), quatre jours avant son décès; Mahen Ramloll, 70 ans, qui, après plusieurs nuits de garde lors de remplacements à Guebwiller et à Fessenheim (Haut-Rhin), où il avait fait hospitaliser des patients atteints du coronavirus, a lui-même ressenti les symptômes et est décédé une semaine plus tard; Olivier Schneller, 68 ans, généraliste à Couthenans (Haute-Saône), 780 habitants. «*On est à quarante minutes de Mulhouse, on a des personnes qui travaillent à Mulhouse*», explique le maire; Jean-Marie Boeglé, 66 ans, gynécologue obstétricien à Mulhouse, recevait encore des patientes le 12 mars. Il n’a pas eu le temps de revenir de sa résidence secondaire, où il était parti se reposer; Patrick Lihau, 44 ans, père de trois filles, infirmier en psychiatrie à l’hôpital André-Grégoire de Montreuil (Seine-Saint-Denis), mort chez lui, en vingt-quatre heures. Il avait travaillé la nuit, eu du mal à dormir le matin, avait 40 de fièvre le soir, s’est écroulé le lendemain.

Comme on dit dans les discours officiels, on ne peut pas citer tout le monde. Monsieur le maire de Saint-Nabor (Bas-Rhin), François Lantz, 74 ans; Monsieur le maire de Saint-Brice-Courcelles (Marne), Alain Lescouet, 74 ans; Monsieur le maire de Beurey-Bauguay (Côte-d’Or), Jacques Lajeanne, 81 ans. Monsieur le maire honoraire de Choisy-le-Roi (Val-de-Marne), Daniel Davaisse, 82 ans; Monsieur l’ancien garde champêtre de Marle (Aisne), Patrick Massart, 70 ans; Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux.

Et puis, il y a Eliane, 89 ans. Son décès est annoncé dans le carnet de *La Provence*. «*Ce n’est pas le Covid qui a eu raison d’elle*», a tenu à préciser la famille dans son avis. On a presque souri. ■

PASCALE ROBERT-DIARD,
AVEC L’ENSEMBLE DE LA RÉDACTION
DU «MONDE», DU MONDE.FR
ET DE NOS CORRESPONDANTS RÉGIONAUX

Lundi 23 mars, 19 h 30. Le pire du pire, en médecine, c'est d'avoir à décider de la vie ou de la mort de quelqu'un. Nous sommes confrontés à des questions encore inimaginables il y a quelques semaines : nous savons que nous n'aurons pas les moyens de nous occuper de tous les patients de la même façon. Il va falloir expliquer très tôt à certains d'entre eux qu'ils ne peuvent être orientés vers la réanimation. En temps normal, la durée moyenne d'un passage en réanimation pour une infection respiratoire est relativement courte, et même des personnes de plus de 80 ans peuvent en bénéficier. Avec le Covid-19, en revanche, l'infection est telle que l'on compte en semaines, ce qui représente un choc énorme pour l'organisme : des durées pareilles, c'est violent, il faut pouvoir les encaisser. Du coup, les personnes âgées, qui ont des organismes fragiles, risquent de ne pas le supporter. Et comme les places seront rares... Un collègue d'Avicenne, à Bobigny, m'a dit que, là-bas, l'âge moyen des admis en « réa » était déjà en train de s'effondrer.

Notre priorité reste quand même de prendre en charge tous les patients. Ce matin, nous avons admis un homme de 84 ans, autonome et lucide, mais souffrant d'insuffisance cardiaque. D'après son scanner, il était atteint du Covid-19. Tous ceux que nous recevons en ce moment pour des gênes respiratoires présentent des images similaires : un aspect de verre dépoli, très caractéristique. Que faire ? Avec un réanimateur et un cardiologue, nous optons finalement pour un traitement médical maximum, comprenant oxygène à haut débit et antibiotiques, mais pas de réa : on aurait eu l'impression de s'acharner.

Quand je dis antibiotiques, je ne parle pas d'hydroxychloroquine. Aux urgences, depuis 72 heures, nous avons pour consigne d'en administrer aux patients graves, mais ceux-ci ne restent pas. Ils sont très vite transférés dans d'autres services, dont certains responsables ont décidé d'attendre des informations complémentaires. Le débat est ouvert, les données dont on dispose sont encore insuffisantes.

Paradoxalement, la fréquentation des urgences de Lariboisière est en baisse. L'hôpital est situé près de la gare du Nord et de Barbès, deux endroits denses où vivent et transitent un nombre de précaires et de toxicos plus important qu'ailleurs. D'habitude, nous recevons entre 260 et 300 personnes par jour, mais depuis une petite semaine, ce nombre a baissé de moitié. Non seulement les gens ont peur d'être contaminés à l'hôpital (et ils n'ont pas tout à fait tort), mais on constate aussi que le confinement produit ses effets sur tous les compartiments de la vie urbaine, y compris les bagarres, les accidents de la circulation, les overdoses, etc. L'ennui, c'est que des malades atteints d'autres pathologies que le Covid-19 risquent de subir une perte de chance en ne venant pas. En attendant, notre service, d'habitude chroniquement saturé, est devenu assez vivable. On a de nouveau le temps de parler entre nous et avec les patients.

Mardi 24 mars, 17 heures. J'ai pris un jour de repos pour garder ma fille de 4 mois, pendant que Clara, ma femme, soutenait sa thèse de médecine en visioconférence. Moi au premier étage de notre maison, elle au rez-de-chaussée. Tout s'est bien passé, elle a lu son PowerPoint devant les membres du jury, eux aussi confinés. Ensuite, nous avons bu du champagne et communiqué avec la famille en visio. C'était bien, mais quand même assez bizarre.

Dans la vie d'un médecin, la thèse est un moment symbolique et solennel, on fait généralement une grande fête pour marquer le coup. Moi, c'était il y a sept ans. On s'était retrouvés sur les bords du canal Saint-Martin, avec la famille et les amis. Cette fois, pour Clara, tout était prévu. Ses parents devaient nous prêter leur appartement, mais évidemment, c'est tombé à l'eau. A la place, on a passé un petit moment au soleil, dans notre jardin, à 25 km de Paris.

Cela dit, les jours off n'existent plus, ces temps-ci : je reçois continuellement des nouvelles de l'hôpital, surtout par WhatsApp. Aujourd'hui, j'ai partagé une idée intéressante, venue de Mulhouse : nous devrions créer un service d'urgences spécial Covid-19, comme là-bas. C'est vital pour éviter de transmettre la maladie à des patients qui ne l'ont pas... Les urgences sont un endroit particulier, pris en tenaille entre l'amont et l'aval. Celles de Lariboisière, où je suis en poste depuis six ans, ont été motrices dans la création du Collectif inter-urgences (CIU), à partir du printemps 2019. Je l'ai soutenu sans réserve. Cette association a été créée par les paramédicaux, qui sont maintenant les plus exposés au virus : ce sont eux, infirmiers et aides-soignants, qui sont le plus en contact avec les malades.

Chacun fait son boulot le mieux possible, mais les mécontentements liés à la situation

de l'hôpital public ne se sont pas volatilisés avec l'épidémie. Dans certains cas, la gestion de cette crise par le gouvernement les a même aggravés. Que le président de la République annonce le confinement sans parvenir à prononcer le mot lui-même, cela en dit long. Nous allons avoir besoin de vérité, dans les temps à venir.

Mercredi 25 mars, 18 heures. Quand je suis parti de chez moi, ce matin à 6 h 30, j'étais fatigué. Mon père est un peu malade, ma mère est stressée, toute la famille m'appelle pour avoir des conseils médicaux. Surtout, j'étais triste de laisser ma femme et ma fille pour 24 heures de garde au SMUR. Le service mobile d'urgence et de réanimation, c'est le petit camion blanc que vous voyez parfois dans les rues de



Maxime Gautier devant l'hôpital Lariboisière, à Paris, le 30 mars. JULIEN DANIEL/MYOP POUR « LE MONDE »

Un urgentiste parisien face à l'hécatombe

PAROLES DE SOIGNANTS 3/5 Dans une série en cinq épisodes, des professionnels de santé évoquent leur quotidien au temps de la pandémie. Maxime Gautier, 35 ans, praticien hospitalier aux urgences de l'hôpital Lariboisière, à Paris, raconte au « Monde » comment le Covid-19 a phagocyté son service et sa vie privée

« CERTAINS PASSANTS VIENNENT NOUS FÉLICITER, D'AUTRES FONT DEMI-TOUR EN NOUS APERCEVANT »

MAXIME GAUTIER
urgentiste à l'hôpital
Lariboisière

Paris. Déclenché par le SAMU, il intervient directement au domicile des gens. Nous sommes quatre : un médecin, un ambulancier, un infirmier et un étudiant en médecine. On arrive tout équipés, casaque de bloc, charlotte, lunettes et masque. Habillés en cosmonautes dans les rues désertes et parfaitement silencieuses de Paris, on a l'impression d'être dans un film catastrophe. Les voisins nous regardent derrière leurs fenêtres fermées, certains passants viennent nous féliciter, d'autres font demi-tour en nous apercevant.

Nous allons d'abord à Montmartre chez un couple âgé. L'homme souffre de problèmes respiratoires. L'équipe de la protection civile l'évacue assez vite, sous les yeux de son épouse en larmes. L'auxiliaire de vie qui nous a appelés n'est pas assez protégée, à peine une

petite paire de gants et pas de masque. Malheureusement, c'est souvent le cas. Je lui dis qu'elle doit rentrer chez elle, prendre une douche et se changer, puis appeler l'organisme dont elle dépend pour exiger du matériel. Mais du coup, la fille du malade est catastrophe, ne sachant pas comment se débrouiller sans l'auxiliaire. Elle-même semble avoir entre 50 et 60 ans. Si elle reste avec sa mère, elle s'expose à une forme grave de Covid-19.

Ensuite, comme entre chaque intervention, nous retournons à notre base, dans les locaux de Lariboisière. D'abord, on prend un moment pour faire le bilan de l'opération. Normalement, cette réunion a lieu dans le camion, mais pour des raisons de sécurité, on la fait désormais à l'intérieur du bâtiment. Ensuite, on désinfecte le véhicule et on renouvelle le matériel. Tous ensemble, sans hiérarchie. Aux heures de repas, nous mangeons en respectant les distances de sécurité. Pendant ce temps, aux urgences, presque tous les patients qui arrivent sont là pour des suspicions de Covid-19. On intube à tour de bras. Le plus compliqué, c'est de trouver des lits. Certains traînent des heures dans les couloirs ou même, avant cela, dans les camions du SMUR. Ceux-là seront plus difficiles à traiter.

Jeudi 26 mars, 13 heures. Ma garde s'est terminée ce matin chez un homme de 60 ans atteint de difficultés respiratoires aiguës. Même avec un apport massif d'oxygène, il continue à « désaturer » – son taux d'oxygène dans le sang dégringole sans arrêt. Il faut l'intuber sur place, mais impossible d'installer tout le matériel dans un logement aussi exigu. Nous avons donc fait ça sur le palier, devant l'ascenseur. Normalement, le manque d'oxygène provoque des sensations angoissantes et l'idée d'être intubé en urgence, donc endormi avant même d'arriver à l'hôpital, encore plus. En temps ordinaire, le patient aurait posé 50 questions. Surtout avec sa femme pleurant à chaudes larmes près de lui. Pourtant, chose bizarre, il ne montre aucun signe d'anxiété. Comme si quelque chose dysfonctionnait dans sa perception de la réalité. Et ce n'est pas un cas isolé. Nous sommes plusieurs à l'avoir observé sur d'autres patients, y compris une de mes consœurs qui se trouve en ce moment au Canada.

Arrivés à l'hôpital Georges-Pompidou, où il doit être pris en charge, nous faisons la queue avec d'autres camions. En une demi-heure, la réa a reçu pas moins de quatre ambulances, toutes pour des suspicions de Covid-19.

Pourtant, bien sûr, les gens continuent de mourir d'autre chose. L'appel précédant concernait un arrêt cardiaque. Un homme de 76 ans, que nous n'avons pas réussi à réanimer. Aucun lien avec le Covid-19, en apparence, mais indirectement, l'épidémie contamine tout. Car au lieu d'être entourée d'êtres à l'apparence humaine, l'épouse de ce défunt n'a eu en face d'elle que des extraterrestres au visage dissimulé par des protections. Pour elle, qui voyait son monde s'écrouler, cela rendait la situation encore plus difficile.

Heureusement, tous les cas ne sont pas dramatiques. Cette nuit, nous sommes même intervenus chez un jeune homme qui dormait. Il allait très bien, mais sa copine s'inquiétait pour lui. De retour chez moi, je prends le relais de ma femme, partie pour son premier jour aux urgences de la Pitié-Salpêtrière.

Lundi 30 mars, 20 h 30. Normalement, nous devions partir en Auvergne pour une semaine de vacances. On avait loué un gîte, on se réjouissait de pouvoir faire découvrir la forêt à notre fille. Mais pour le moment, bien sûr, ça n'a plus aucune importance. Après trois jours de repos, j'ai donc repris le chemin de l'hôpital, où on évolue vers des urgences spécifiques pour le Covid-19, mais en butant sur le manque de place et la vétusté des locaux. Je viens en renfort, car c'est l'hécatombe parmi le personnel médical et paramédical. Moi-même, je tousse un peu depuis quelques jours, je ressens une légère gêne respiratoire, et surtout, ce week-end, j'ai perdu l'odorat puis le goût.

Ce matin, vers 9 heures, je subis donc un test. Sept heures plus tard, le résultat tombe : Covid-19. A quel moment ai-je été contaminé, en dépit de toutes les précautions que nous prenons ? Je l'ignore, mais ce truc est tellement contagieux ! Il reste vivant sur n'importe quelle surface pendant des jours. Imaginez tout ce qu'on touche : les vêtements, les murs, les téléphones, les poignées de porte... Alors, même avec les litres de détergent que nous utilisons ici, et même si nos mains sont plus dégradées qu'après dix ans de savon de Marseille, le risque zéro n'existe pas. Maintenant, je dois rester à la maison pendant une semaine. Ma fille ? Impossible de pratiquer les gestes barrières avec un bébé de 4 mois. Elle va faire son immunité avec moi... ■

PROPOS RECUEILLIS PAR RAPHAËLE RÉROLLE

Prochain article En « réa », la course à la vie



Migrations

L'odyssée balkanique

SARAJEVO, BIHAC, VELIKA Kladusa (BOSNIE-HERZÉGOVINE) ET SUBOTICA (SERBIE) -
envoyé spécial

Les camarades allument le feu pour faire cuire le dîner et lavent les cuisses du poulet surgelé acheté à l'épicerie du coin. Arman lance des bouts de peau et de gras de volaille à un chien errant. « *Il est sympa, ce chien... Je l'ai appelé Charly.* » Le froid est mordant en cette soirée de mars, peu avant que la crise liée au coronavirus n'atteigne les Balkans. Pour la seconde fois de sa vie, Arman emprunte la route de l'Europe. Il a quitté son village de la province de Baghlan, dans le nord de l'Afghanistan, il y a un an.

Là-bas, la vie est « *impossible* ». Là-bas, il n'y a « *ni travail ni avenir* ». Le village est en outre situé dans un territoire sous contrôle des rebelles talibans, même si le jeune homme considère avec gravité que « *les vrais talibans, ceux d'Allah, sont morts depuis longtemps... Aujourd'hui ce sont des "money-talibans"* » [« des talibans pour l'argent »], entretenus par l'occupation américaine et payés par le Pakistan ».

Quoi qu'il en soit, Arman cherche un pays européen qui lui accordera l'asile politique. La première fois qu'il a pris la route de l'Europe, il y a douze ans, avec son frère, il a atteint Calais. « *Là, j'ai fait l'erreur de passer en Angleterre, raconte-t-il. J'y ai vécu six ans, plutôt bien, mais sans jamais obtenir de papiers. Alors j'ai fini par être deporté en Afghanistan.* » Retour à Baghlan. « *Mon frère, lui, a eu de la chance : il est tombé amoureux d'une Française à Calais, il a obtenu l'asile, et il y vit très heureux depuis.* »

Arman affirme qu'on ne l'y reprendra plus : même s'il y a davantage de travail outre-Manche et surtout que la langue y est un facteur d'intégration plus rapide, il est cette fois résolu à vivre dans le nord de la France et à apprendre le français. « *J'aimerais bien vivre à Lille, rêve-t-il. C'est une jolie ville et, comme ça, je ne serais pas trop loin de mon frère et de son épouse.* »

En attendant que son rêve se réalise, ou pas, Arman dort dans une ancienne remise délabrée de la gare de Subotica, dans le nord de la Serbie, de l'autre côté des rails, dans un terrain vague avec une dizaine de compagnons de route. Il n'y a ni eau, ni électricité, ni portes, ni fenêtres. La veille, la police a embarqué tout le monde, mais ne les a pas emprisonnés ni conduits de force dans un centre de réfugiés. La vie de misère continue donc, en attendant de poursuivre la route vers l'eldorado.

Charly finit de grignoter les lambeaux de peau et de gras lancés sur le sol humide. Deux autres jeunes Afghans ont fait cuire le poulet. Faisant mine d'avoir oublié qu'ils n'ont déjà qu'une cuisse pour deux, Firuz demande en souriant : « *Souhaitez-vous partager notre repas ?* »

MOUCHOIRS ET PARE-BRISE

Cinq ans après que l'arrivée d'une vague de réfugiés eut déstabilisé, en 2015, les pouvoirs politiques et les opinions publiques de l'Union européenne (UE), les pays placés en première ligne ont fortifié leurs frontières. Face à Subotica, le chemin vers la Hongrie est devenu infranchissable, hérissé de clôtures munies de radars, de caméras et de détecteurs en tout genre. Au milieu d'un champ d'herbes folles, loin du village d'Horgos et de tout poste de police, c'est un haut-parleur, juché sur les barbelés et relié à des capteurs, qui ordonne d'une voix métallique aux marcheurs de faire demi-tour.

Au-delà de la politique résolument anti-migrants du premier ministre hongrois, Viktor Orban, l'UE s'est fortifiée partout. Désormais, la Bulgarie et la Roumanie ne sont plus guère des points de passage praticables. Ceux qui quittent la Grèce pour rejoindre, plus au nord, d'autres pays de l'Union européenne n'ont plus le choix : qu'ils transitent par la Macédoine du Nord, le Kosovo et la Serbie, ou par l'Albanie et le Monténégro, la seule route ouverte passe par la Bosnie-Herzégovine. L'objectif est d'entrer, après le nord de la Bosnie, dans l'espace communautaire par le dernier pays à avoir rejoint, en 2013, l'Union européenne – la Croatie – puis d'atteindre le premier pays sur le chemin à délivrer des documents d'asile – l'Italie.

« *Les migrants qui arrivent en Bosnie-Herzégovine*, raconte Peter Van der Auweraert, le chef de l'Organisation internationale des migrations (OIM) de l'ONU, à Sarajevo, *ont déjà séjourné dans l'UE, en Grèce, qu'ils ont quittée pour tenter leur chance dans d'autres pays* », supposés plus libéraux sur l'obtention du droit d'asile. Après l'hypothétique entrée en Croatie, il faut encore traverser la Slovaquie et rejoindre l'Italie. C'est ce pays que visent la majorité des réfugiés pour s'installer, avec aussi l'Allemagne, la France ou la Belgique, parfois les Pays-Bas, ou certains pays de Scandinavie.

Contrairement à ce que prétend la Croatie lorsqu'elle s'adresse à Bruxelles, et en dépit de multiples témoignages sur la violence des arrestations à la frontière croate, « *cette route est ouverte depuis fin 2017*, constate Peter Van der Auweraert. *Depuis qu'il est devenu très*

Cinq ans après la vague migratoire de 2015, l'Union européenne s'est muée en forteresse. La seule route possible pour les réfugiés passe désormais par la Bosnie-Herzégovine, vers la Croatie. Une traversée périlleuse, dans des conditions souvent inhumaines

C'EST LA PREMIÈRE
FOIS QUE LES
SARAJÉVIENS
VOIENT DES
MIGRANTS DE SYRIE,
D'AFGHANISTAN
OU D'IRAN
ARPENTER LES RUES
DE LA CAPITALE
BOSNIENNE

difficile de passer de Serbie en Roumanie, en Hongrie ou en Croatie, au moins 50 000 migrants ont transité par la Bosnie. »

C'est la première fois que les Sarajéviens voient des migrants de Syrie, d'Afghanistan ou d'Iran arpenter les rues de la capitale bosnienne. Beaucoup sont postés aux carrefours où l'on rencontrait auparavant des enfants roms. Ils vendent des paquets de mouchoirs en papier ou proposent de laver les pare-brise des voitures. D'autres ne quittent pas le centre de réfugiés de Blazuj, où ils se reposent, se nourrissent et se soignent, notamment en période hivernale, avant de reprendre la route vers le nord du pays.

DÉFI HUMANITAIRE

Les chiffres n'ont rien à voir avec ceux de 2015. Depuis 2018, moins de 10 000 réfugiés (environ 7 500 en mars) séjourneraient au même moment en Bosnie-Herzégovine, et environ 25 000 seraient parvenus à franchir, chaque année, la barrière de la forteresse Europe. Mais pour ce pays à l'économie moribonde et aux infrastructures chancelantes, qui ne s'est toujours pas remis de la guerre (1992-1995), cela relève du défi. C'est la première « crise » humanitaire, même si son ampleur n'est absolument pas comparable, depuis que la Bosnie a elle-même compté plus de 2 millions de réfugiés lors du carnage de la fin du XX^e siècle.

De Bihac à Velika Kladusa, dans le nord-ouest du pays, la situation est plus chaotique qu'à Sarajevo. Les réfugiés arrivent à pied, ayant été débarqués par les forces de l'ordre du train en gare de Bosanska Otoka, ou de

l'autobus, sur une route près de Ključ. Nul ne parvient à expliquer pourquoi la police bosnienne agit ainsi, car nul ne leur interdit ensuite de poursuivre leur chemin. Toujours est-il qu'il leur reste entre un et trois jours de marche. « *C'est une histoire de business, pense un humanitaire. On voit les plus miséreux marcher le long des routes, mais on ne voit pas tous ceux qui font ce trajet en taxi privé, dont les chauffeurs sont de mère avec les policiers.* »

A Bihac, une ville qui fut, comme Sarajevo, assiégée durant la guerre et conserve encore les stigmates du conflit, les plus chanceux trouvent un lit dans le centre de réfugiés de Bira, tandis que les autres se dispersent dans des squats, dorment dans la rue ou dans les forêts environnantes. Le squat le plus vaste est situé dans l'ancienne usine de métaux de Krajina-metal, qui n'a pas rouvert depuis la guerre.

Dans les allées, des Pakistanais jouent au cricket. Plus loin, sur l'herbe, des Kurdes jouent au football. Dans un coin, des Afghans se partagent un joint, acheté au prix fort à un gars de la ville. « *Je suis sur la route depuis deux ans, et en Bosnie depuis trois mois*, dit Javid, un Afghan. *Je veux aller à Paris, où j'ai deux cousins et où on nous accorde l'asile politique. D'autres veulent aller en Allemagne. En Grèce, j'avais un bon job dans une ferme, je ramassais les kiwis, les patates, les raisins, mais ce pays ne nous donne pas de papiers. Alors la France est mon dernier espoir...* »

Les conditions de vie au squat de Krajina-metal sont effroyables. Non seulement il n'y





En haut, de gauche à droite : dans le centre de réfugiés de Bira (Bosnie), le 9 mars ; la gare de Subotica (Serbie), où des migrants afghans ont trouvé refuge dans une vieille remise, le 11 mars ; Tibor Varga, le pasteur serbe, le même jour.

En bas : à Bihac, en Bosnie, non loin de la frontière croate, des réfugiés se sont installés dans une ex-usine reconverte en squat.

PHOTOS DAMIR SAGOLJ POUR « LE MONDE »



a ni eau, ni électricité, ni toilettes, ni aucune sorte d'infrastructure, mais une bonne partie de l'usine a brûlé, et les réfugiés vivent dans une suie noirâtre à l'odeur âcre. Ils dorment à même le sol sur des bouts de carton. Ils cuisinent, aussi, sur le même sol noirci.

L'autre principal squat du nord de la Bosnie est situé à Velika Kladusa, dernière bourgade avant la frontière croate, également dans une usine désaffectée. Les conditions de survie y sont identiques, à cela près que les réfugiés s'entassent sur quelques dizaines de matelas.

« JETÉS NUS DANS LA RIVIÈRE »

C'est là que commence ce qu'ils appellent tous le « game », le « jeu » de la traversée de la frontière, avec ses hasards, ses caprices du destin, ses gagnants et ses perdants. Certains essayent de franchir le mur de la forteresse de l'UE depuis des semaines, d'autres depuis des mois. Six Marocains et deux Algériens reviennent du game. Ils témoignent anonymement : « Des policiers croates avec des cagoules noires nous ont arrêtés près de Glina et ont tout brûlé : notre argent, nos vêtements, nos téléphones, la nourriture, raconte M. Puis ils ont pointé un revolver sur nos visages et nous ont ordonné de sauter dans la rivière. »

« Les policiers croates sont des criminels, des racistes. Ils nous traitent comme des animaux, pas comme des êtres humains, raconte A., l'un des nombreux jeunes hommes, ici, venus de Tizi Ouzou, en Kabylie. Nous venons en paix et aucun d'entre nous n'a l'intention de rester en Croatie, alors pourquoi nous battre, pourquoi nous torturer,

pourquoi nous jeter de nuit dans la rivière glacée ? Nous ne sommes pas des esclaves, ni des terroristes. Nous voulons juste changer notre destinée. »

B. renchérit : « Si nous sommes arrêtés, nous sommes systématiquement battus à coups de poing et de matraque. Ils nous forcent à nous allonger dans des flaques d'eau glacées, le visage contre terre, et ils tapent. Certains d'entre nous sont blessés. Puis ces policiers nous jettent nus dans la rivière. Si tu ne sais pas nager, tu meurs. Ils n'ont rien d'humain. Ils n'ont aucune pitié. »

Avant de retourner dans le squat infâme de Velika Kladusa, il faut trouver des vêtements. « En sortant de la rivière, nous avons marché jusqu'à une mosquée et avons dormi à huit, serrés dans les toilettes, pour nous tenir chaud, poursuit B. Le matin, des villageois m'ont donné ces chaussures et ces vêtements. Je dois dire que, de tous les pays traversés, c'est en Bosnie que les gens sont le plus attentionnés, le plus solidaires. » En deux ans et après un accueil initial très bienveillant de la population, les autorités de la région de Bihac ont toutefois constaté la montée de tensions entre habitants et migrants. Des élus sont allés à Sarajevo demander d'avantage de moyens au gouvernement, sans être particulièrement entendus.

La situation en Bosnie n'est cependant pas comparable au climat politique qui, cinq ans après la vague migratoire, prévaut ailleurs, de la Grèce à la Croatie, en passant par des pays de transit tels que la Serbie ou la Hongrie, caractérisé par la nette augmentation des actes xénophobes. Ici, pas d'habi-

tants repoussant violemment un canot, comme on a pu le voir sur une île grecque ; pas de milice armée, comme à certaines frontières de l'Union européenne ; pas de fréquentes manifestations d'extrême droite, comme en Serbie, où l'on a récemment brandi des drapeaux serbes et grecs, ainsi que des portraits du général Ratko Mladic, condamné pour « crimes contre l'humanité » par la justice internationale, avec des pancartes « *Terrorists not welcome!* » (« Les terroristes ne sont pas les bienvenus ! »).

Dans une Bosnie-Herzégovine divisée en deux entités politiques et trois territoires ethniques depuis la guerre qui a opposé Serbes, Croates et Bosniaques musulmans, c'est principalement le chef nationaliste bosno-serbe Milorad Dodik qui, de son fief de Banja Luka, mène la croisade antimigrants. Il se pose en défenseur du « monde chrétien », affirmant que le président turc, Recep Tayyip Erdogan, qui menace de laisser les réfugiés présents en Turquie envahir l'Europe – en dépit de son accord de 2016 avec l'UE – si les capitales européennes refusent de soutenir sa politique en Syrie, mène « un grand jeu stratégique » visant à « islamiser » le continent européen.

« Ce n'est plus la même solidarité qu'il y a cinq ans. L'atmosphère politique et dans les médias a changé », déplore le pasteur Tibor Varga. Cette figure de Subotica, en Serbie, se consacre depuis trente-cinq ans à l'aide aux plus démunis, aux sans-domicile-fixe, aux Roms. C'est donc naturellement qu'il porte secours aux réfugiés venus d'Orient et d'ailleurs. « Mon rôle n'est pas de juger, ni les habitants de la région ni les migrants, mais de tendre la main, dit-il. La Bible dit de nourrir même son pire ennemi. Eux, ce sont juste de braves gens qui cherchent une vie meilleure. » Aux yeux des migrants qui l'ont rencontré, le pasteur est devenu un héros, à tel point que des Iraniens parvenus en Allemagne et qu'un Pakistanais installé en Italie ont promis que, une fois leurs documents légaux et le droit de voyager librement en Europe obtenus, ils reviendraient de temps en temps à Subotica pour l'aider bénévolement dans ses tâches quotidiennes.

Tibor Varga s'indigne des raids de la police serbe, qui a délogé, la veille, des dizaines de migrants de leurs squats. Des batteries de voiture, sur lesquelles ils s'alimentent un peu en énergie, ont été volées. « N'importe qui, ayant faim et froid dans un pays étranger où personne n'ouvre sa porte, est en droit de chercher un abri, dit le pasteur. Normalement, nos Etats devraient le leur fournir. Pas les pourchasser. »

SANS MÊME PARLER DES CRIMES ET TORTURES, LA TECHNIQUE GÉNÉRALISÉE À LA FRONTIÈRE CROATE DU « PUSHBACK » VERS LA BOSNIE EST ILLÉGALE AU REGARD DES CONVENTIONS DE GENÈVE

LE « REFOULEMENT » CROATE

Dans le nord de la Bosnie, des humanitaires et des volontaires bosniens et étrangers aident aussi les migrants à survivre au rude hiver balkanique. Un humanitaire pointe « le paradoxe de cette Union européenne qui paye les pays frontaliers pour garder ses frontières mais ne respecte aucune règle de droit européen et international ». De fait, sans même parler des crimes, tortures et mauvais traitements, sans même évoquer le fait de jeter des êtres humains nus dans des rivières glacées, la technique généralisée à la frontière croate du « pushback », c'est-à-dire du « refoulement » vers la Bosnie, est illégale au regard des conventions de Genève et des lois européennes. « Les pushbacks illégaux ont commencé dès l'accord UE-Turquie en 2016 », témoigne un activiste. « Les violences sont devenues systématiques », reconnaît Peter Van der Auweraert, de l'OIM.

L'UE, officiellement satisfaite des efforts de la Croatie en matière migratoire, a décidé de fermer les yeux sur la brutalité et l'illégalité en vigueur à cette frontière. Zagreb

espère même, à la fin de l'actuelle présidence croate de l'UE, le 30 juin, faire avancer, en guise de récompense, son entrée dans l'espace Schengen, à laquelle le pays est candidat depuis 2015.

Le fait que la Bosnie-Herzégovine soit désormais, excepté quelques passages clandestins ici ou là, l'unique route vers l'Union européenne démontre pourtant que la frontière croate est tout sauf imperméable. « La violence inouïe exercée à la frontière est d'autant plus incompréhensible que la Croatie est, en réalité, une passoire, s'indigne un défenseur des droits humains de l'ONU. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : près de 60 000 migrants sont arrivés en Bosnie en deux ans, et moins de 8 000 y résident actuellement. Même si l'on sait que quelques-uns, éparpillés dans des forêts, ne sont pas répertoriés, cela veut quand même dire que, dans cette même période, la Croatie en a laissé passer plus de 50 000 vers la Slovénie et l'Italie. »

TENTER ET RETENTER LE « GAME »

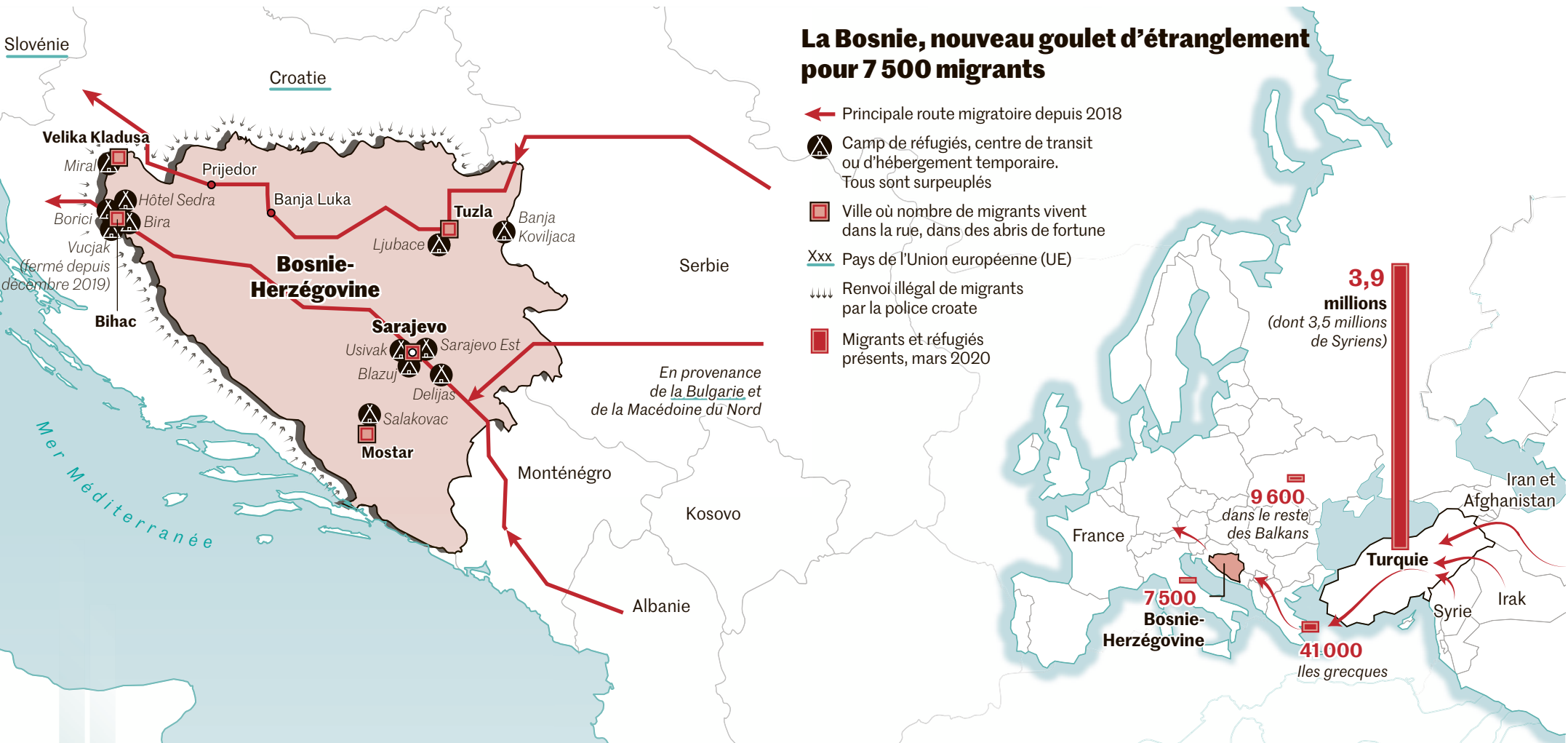
A Velika Kladusa, un homme familier du monde des trafiquants confirme que « des policiers croates ferment les yeux si les migrants payent le bon passeur, et ne renvoient que les miséreux qui tentent le game sans payer personne ». Il affirme aussi que, « pour 3 000 euros, un taxi peut vous prendre à Velika Kladusa et vous déposer à Trieste, en franchissant les frontières croate, slovène et italienne sans encombre », grâce à un réseau de policiers et de douaniers corrompus. Le « jeu » n'est à l'évidence pas le même pour tout le monde.

Aux Afghans, Pakistanais, Syriens et Kurdes irakiens ou iraniens, déjà très présents depuis 2015, se sont ajoutés des Algériens et des Marocains : cette route est moins onéreuse et surtout moins dangereuse que la traversée de la Méditerranée. Et puis il y a d'autres réfugiés : Sarajevo a récemment vu passer des Somaliens, des Erythréens, des Rohingya birmans, des Sri-Lankais tamouls, des Nigériens et trois Cubains. Un soir, un Américain se déclarant horrifié par son président, Donald Trump, s'est présenté aux gardes ahuris d'un centre de réfugiés, affirmant qu'il ne souhaitait pas entrer dans l'UE, mais demander l'asile politique... en Bosnie. Puis, au bout de trois nuits, il a disparu aussi mystérieusement qu'il était apparu.

Dans une rue de Velika Kladusa, un groupe de Syriens s'appête à tenter le game pour la énième fois. Ils sont six, originaires des villes d'Alep, de Homs, de Rakka et de Deir ez-Zor. Ils ont fui la terreur du régime de Bachar Al-Assad et, pour celui venu de Rakka, celle de l'organisation Etat islamique (EI), à l'époque où les djihadistes occupaient la ville, de l'automne 2013 à la fin 2017. « Sans Bachar, nous serions restés en Syrie. Avant la guerre, nous n'avions jamais envisagé de venir en Europe », dit Zakaria. Ils fument une cigarette à six, et se racontent des blagues. Ils sont brillants et drôles. Presque tous diplômés, ils rêvent d'exercer leur métier – du boulanger au chimiste – quelque part. Ils se sont rencontrés dans un camp de réfugiés en Grèce, et ont décidé de poursuivre la route ensemble. Ils partagent aventures et mésaventures, repas et pushback. L'un d'eux a eu un bras cassé par un policier serbe.

Leurs destins sont temporairement liés, jusqu'au passage. Ensuite ils se sépareront, car leurs chemins et leurs rêves divergent, selon les villes d'Europe où ils ont de la famille ou des amis : Milan, Berlin, Paris, Amsterdam, ou Oslo. Cinq destinations pour six hommes, si leur odyssée balkanique s'achève un jour. ■

RÉMY OURDAN

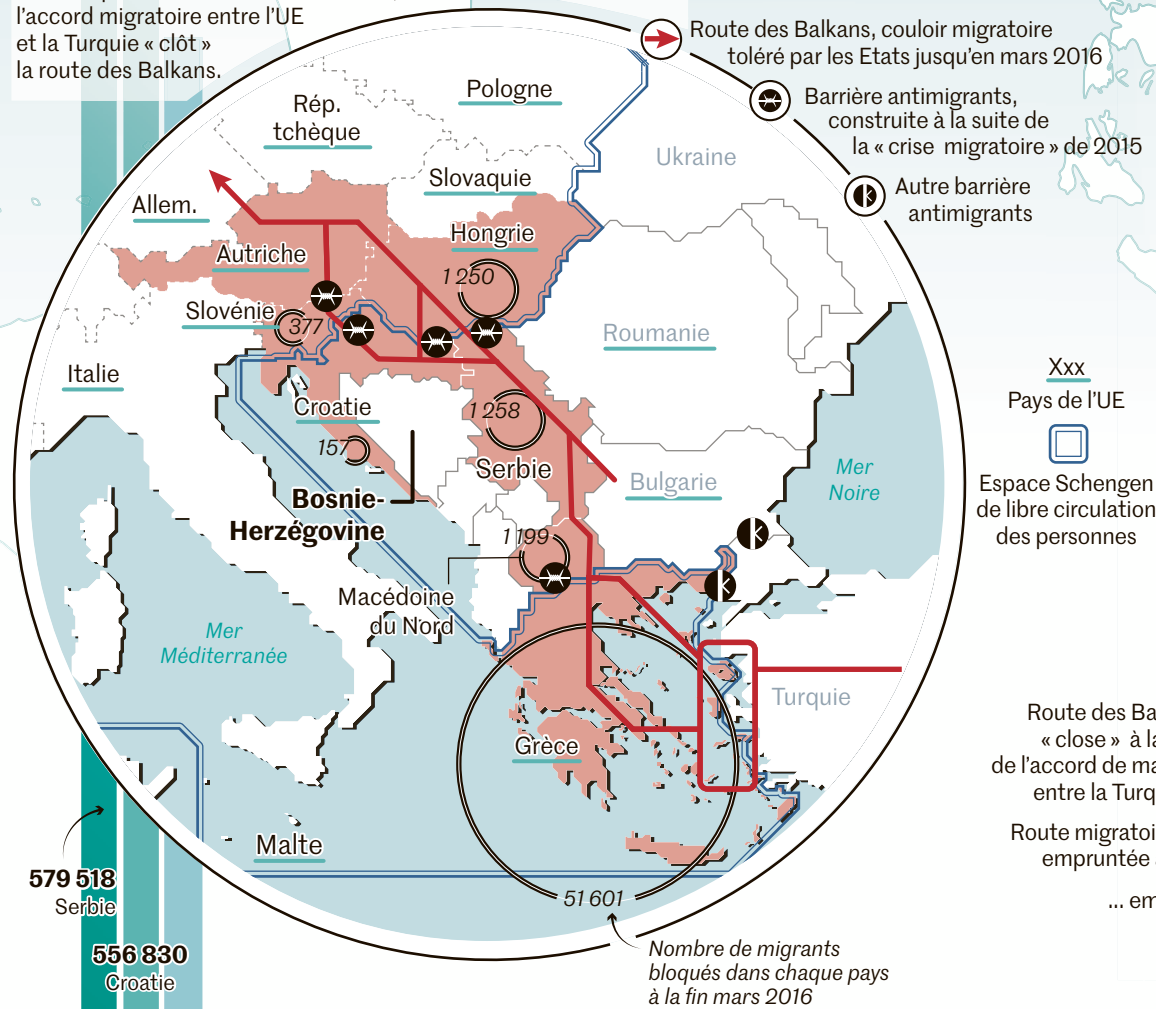


La Bosnie, nouvelle impasse pour les migrants

Des milliers de réfugiés se retrouvent bloqués aux frontières dans leur route vers l'Union européenne

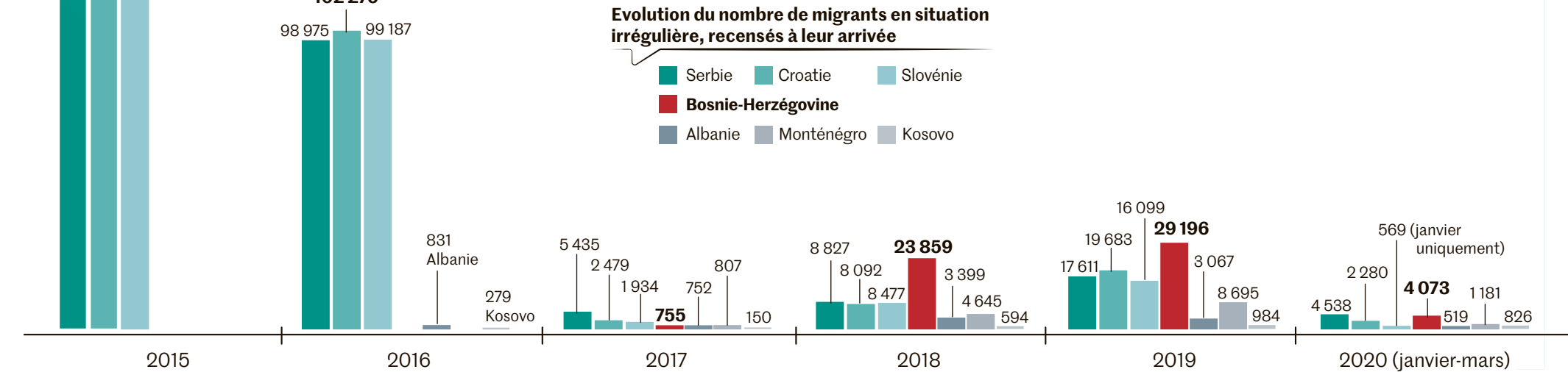
2015 -2016 La route des Balkans se ferme peu à peu

En 2015, un million de migrants empruntent cette route en direction de l'Europe, notamment de l'Allemagne. Face à cet afflux, les Etats de la région ferment leurs frontières les uns après les autres. En mars 2016, l'accord migratoire entre l'UE et la Turquie « clôt » la route des Balkans.



2018 -2020 La Bosnie, une route alternative

Avec la fermeture des frontières, notamment de celles de la Hongrie, les migrants se dirigent vers d'autres routes, en particulier via la Bosnie-Herzégovine.



Mark Lowcock « Sans considérables investissements, nous resterons vulnérables aux pandémies »

Pour le diplomate de l’ONU, il faudra tirer les leçons de l’impréparation à l’épidémie de Covid-19, du manque de coopération entre Etats et de l’insuffisance des moyens dans les systèmes de santé publique

ENTRETIEN

GENÈVE - correspondance

Mark Lowcock est secrétaire général adjoint des Nations unies chargé des affaires humanitaires (OCHA) depuis 2017. Son agence coordonne les efforts de l’ONU aux côtés des ONG pour combattre le Covid-19 dans les pays les plus vulnérables. Cette crise sanitaire survient alors que l’assistance humanitaire dans le monde a déjà atteint un niveau historique depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Aujourd’hui, une personne sur quarante-cinq a besoin d’une aide.

Vous avez lancé un appel, le 25 mars, pour réunir 2 milliards de dollars afin de combattre la propagation du Covid-19 dans les pays fragiles. Quelles sont les urgences auxquelles vous devez faire face ?

Notre premier défi est logistique. Toutes les mesures et restrictions de voyage mises en place par les gouvernements pourraient à terme perturber notre assistance humanitaire et notre accès aux communautés affectées. Ce n’est pas encore le cas actuellement, grâce à des milliers de travailleurs humanitaires postés dans leurs pays et qui continuent à travailler, mais il est absolument vital de maintenir les approvisionnements dans les pays en crise et de faciliter la circulation des biens et des personnels humanitaires. La fermeture de nombreuses lignes commerciales va aussi nous contraindre à utiliser les services aériens des Nations unies pour transporter les personnels, les soignants et les matériels médicaux dans les endroits où cela s’avérera le plus nécessaire.

Notre deuxième défi est lié aux caractéristiques du virus du Covid-19, très contagieux, qui pourrait se propager très rapidement dans des environnements déjà fragilisés par des crises humanitaires, le manque d’hygiène et des maladies sous-jacentes qui amoindrissent le système immunitaire. Nous essayons donc d’anticiper toutes les actions possibles pour retarder sa propagation, à travers des campagnes d’information aux populations, l’installation de stations pour se laver les mains, la livraison de matériel médical et de protection. C’est une véritable gageure quand cela concerne des populations vivant dans des endroits clos, tels que les camps de réfugiés, où il sera difficile de procéder à de la distanciation sociale. Nous savons aussi qu’il sera difficile d’organiser des programmes de dépistage à grande échelle. En étant réaliste, on peut imaginer que le Covid-19 va impacter nos programmes d’aide sur la durée.

La situation dans la province syrienne d’Idlib, considérée comme la pire catastrophe humanitaire du XXI^e siècle, est particulièrement inquiétante, avec une dizaine de cas déjà détectés...

Quatre millions de personnes vivent dans cette région située dans le nord-ouest de la Syrie, dont un million de déplacés qui ont dû fuir leur domicile au cours des trois ou quatre derniers mois. Ils sont dans des camps bondés, ouverts aux quatre vents, avec très peu d’accès aux services de santé, d’hygiène et d’assainissement des eaux. Il s’agit cependant d’une population relativement jeune, donc peut-être moins susceptible d’être atteinte par le virus, même si l’on observe un problème croissant de malnutrition chez les enfants. Les défis sont colossaux et nous faisons notre possible pour intensifier la livraison d’aide à travers la frontière turque.

L’instrumentalisation est une constante du gouvernement de Bachar Al-Assad depuis le début de la guerre, en 2011. Craignez-vous une utilisation de l’aide pour lutter contre le Covid-19 en Syrie ?

Le gouvernement syrien continue de nous refuser l’accès à Idlib depuis Damas. Notre unique porte d’entrée est la Turquie. En ce qui concerne le nord-est de la Syrie, la fermeture du point de passage d’Al-Yaroubiya [ville syrienne frontalière de l’Irak] expose davantage encore les populations au coronavirus. Nous savons que des médicaments et des anesthésiants commencent à manquer. Nous continuons à négocier avec les différents acteurs [syriens et irakiens] pour convoier de l’aide et du matériel pour ces populations, mais, pour l’instant, nous n’obtenons que des refus. C’est très préoccupant.

Parvenez-vous à constituer des stocks de matériels essentiels alors que les pays les plus riches rencontrent des problèmes d’approvisionnement et se livrent à la concurrence ?

La première chose dont nous avons besoin, c’est évidemment de fonds. Depuis le lancement de notre appel pour réunir 2 milliards de dollars (1,8 milliard d’euros), nous avons déjà récolté 362,5 millions, et nous en attendons davantage. Pour l’instant, aucun pays ne dispose de suffisamment de kits de test, de masques de protection, d’équipements et de ventilateurs. Du matériel a été livré aux pays les plus pauvres, mais cela ne sera pas suffisant. Nous espérons assister à une forte hausse de la production de tous ces matériaux, et que des mesures spéciales seront prises pour garder ouverts les flux de transport des marchandises. Enfin, nous espérons que les pays d’Europe et d’Amérique du Nord, qui connaissent actuellement les plus gros problèmes, réussis-



« Apocalypse 9 » (sérigraphie, 1988), de Keith Haring. KEITH HARING/GEORGETOWN FRAME SHOPPER

Keith Haring
Né à Reading (Pennsylvanie, Etats-Unis), en 1958, Keith Haring commence par étudier le dessin publicitaire à Pittsburgh, avant de gagner New York pour se consacrer à l’art. C’est là, dans la culture underground du début des années 1980, qu’il rencontre notamment Jean-Michel Basquiat, Andy Warhol ou Madonna. En 1988, il collabore avec le romancier William Burroughs, icône de la Beat generation : des poèmes de l’écrivain accompagnent alors une série de dix dessins baptisée « Apocalypse ». L’artiste, homosexuel militant, vient d’être diagnostiqué séropositif. Il mourra deux ans plus tard, à New York, à l’âge de 31 ans. Avec son art résolument politique, inspiré du graffiti, Keith Haring est devenu mondialement célèbre. Il est resté fidèle à l’East Village, dont certains murs sont toujours ornés de ses œuvres.



FABRICE COFFRINI/AFP

ront à contrôler rapidement l’épidémie. Par conséquent, viendra le jour où ils auront moins besoin de ces matériels médicaux. Ce qui permettra d’en laisser une proportion plus élevée aux pays pauvres.

Les risques pandémiques étaient-ils pris en compte dans les plans d’urgence des Nations unies ?

Non, mais ce constat vaut pour l’ensemble des Etats. Nous connaissions les risques de pandémies. Dans nos prévisions pour 2020, nous avions d’ailleurs souligné les risques épidémiques, notamment du virus Ebola – dont nous venons à bout –, ou de la rougeole. Mais personne n’a vu venir un problème aussi exceptionnel que celui du Covid-19. Aucun pays au monde n’était suffisamment préparé ni n’avait anticipé ou planifié une crise d’une telle envergure.

Quelles seront les conséquences du Covid-19 dans la pratique humanitaire ?

Cela va avoir des implications énormes pour tous les pays, même si, pour l’instant, le temps est à la lutte contre l’épidémie. J’espère que cette pandémie encouragera la recherche et la science, et que le développement de traitements, de vaccins et de tests sera accéléré. Dans l’avenir, il faudra investir beaucoup plus dans les systèmes de santé publique, dans les pays riches comme dans les autres. Sans investissements considérables, nous resterons aussi vulnérables aux pandémies que les systèmes de santé les plus fragiles. Si le monde veut se prémunir de futurs problèmes, il faudra aussi aider les pays les plus pauvres à améliorer leur système de santé.

Un grand nombre de pays ont déjà fait face à des épidémies et leur exemple peut servir de leçon. Comme pour Ebola, il faudrait tester massivement les gens, retracer les chaînes de contacts et de transmission, isoler les malades. Ce sont des techniques que nous avons déjà utilisées, même si ce virus est différent et que son étendue [planétaire] est unique.

On évoque de plus en plus la « diplomatie sanitaire » ou la « route de la soie de la santé » pour faire référence à l’aide massive de la Chine, notamment à des pays développés. Le Covid-19 peut-il bousculer le leadership sur l’aide humanitaire ?

Nous vivons sur une petite planète, de plus en plus peuplée et avec des problèmes globaux. La collaboration est donc une exigence, et non une option. J’aimerais voir plus de pays faire davantage. La Chine est une grande puissance économique et je pense qu’il faut se féliciter qu’elle apporte son aide à d’autres Etats pendant cette pandémie. Les pays du G20 pourraient faire plus que ce qu’ils font actuellement. Il faudrait que tout

le monde en fasse davantage, pas seulement par générosité, mais aussi par intérêt personnel pour mettre un terme à cette pandémie.

Comment expliquez-vous la multiplication des crises humanitaires ces dernières années ?

Il y a trois raisons. La première est d’ordre géopolitique : les conflits sont plus nombreux, ils durent plus longtemps, et le monde peine davantage à gérer l’émergence de groupes terroristes non étatiques. La deuxième raison résulte de la crise climatique. Il y a eu environ 300 urgences liées au climat en 2019, soit deux fois plus qu’il y a vingt ans. Je suis très inquiet de l’invasion de criquets en Afrique de l’Est, qui met en péril la chaîne alimentaire de cette région. Enfin, le troisième moteur des conflits procède des pandémies. Il y a eu cette épidémie d’Ebola en République démocratique du Congo [RDC] qui a été difficile à gérer, essentiellement en raison de l’insécurité et des conflits qui nous ont empêchés de vacciner les enfants et les personnes vulnérables. Depuis, il y a aussi les risques de voir apparaître de nouveaux virus, comme le Covid-19. C’est pour cette raison que l’ONU a appelé à un cessez-le-feu mondial, de sorte que les pays puissent concentrer leurs efforts sur la lutte contre le virus. Il serait bon de saisir cette opportunité pour mettre fin aux conflits, et pour trouver des solutions à la menace plus grande encore que constitue cette pandémie. Car il est tout à fait possible que ce virus entraîne de nombreux problèmes et conflits.

Cette crise sanitaire survient alors que les humanitaires travaillent déjà dans des conditions de plus en plus périlleuses, avec des hôpitaux bombardés en Syrie et au Yémen, des personnels assassinés en RDC... Pourquoi les humanitaires sont-ils devenus des cibles ?

Après la seconde guerre mondiale, les pays se sont rassemblés pour rejeter ces atrocités et demander que des règles s’appliquent en temps de guerre. C’est ainsi que les conventions de Genève ont été créées. Cela a été la norme pendant ces soixante dernières années. Essentiellement depuis cinq ans, avec l’expansion de groupes terroristes transfrontaliers, le respect du droit de la guerre et du droit international humanitaire s’est érodé. Nous avons, par exemple, enregistré près de 800 attaques contre des personnels et des établissements de santé au cours des neuf premiers mois de l’année 2019. Aujourd’hui, travailler dans l’humanitaire signifie prendre de plus en plus de risques pour sa vie. Le monde doit en prendre conscience. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR MARIE BOURREAU

« J'ai toujours voulu transmettre la série »

Le réalisateur Eric Rochant évoque la cinquième saison du « Bureau des légendes », qui arrive sur Canal+

ENTRETIEN

Eric Rochant n'ira plus au « Bureau ». Le réalisateur de cinéma devenu le premier *showrunner* de France est formel : la cinquième saison du *Bureau des légendes*, dont la diffusion commence lundi 6 avril sur Canal+, sera la dernière pour lui. Au moment d'abandonner vétérans (Mathieu Kassovitz) et nouveaux venus (comme Louis Garrel) de la clandestinité, leurs supérieurs de la caserne des Tourelles (Florence Loiret-Caille, Mathieu Amalric...), le créateur revient sur le processus par lequel lui et ses convives de la « table » (d'écriture de la série) se sont emparés du flot de l'actualité pour construire l'univers du « Bureau ».

Comment avez-vous déterminé à l'origine le rapport entre la fiction de la série et le monde réel ?

On ne voulait pas d'un monde imaginaire, ou même d'un monde passé. On voulait inscrire la série dans un monde contemporain pour que les gens y croient vraiment, pour partager les vrais enjeux de la vie des agents du renseignement. L'écriture réaliste ne passe pas seulement par le traitement du comportement, mais aussi par l'inscription dans un monde qui est le nôtre, dont on connaît les enjeux.

Vous avez commencé à écrire en 2013 ?

En juin 2013, à cette époque on parlait d'Al-Qaïda. La dimension antiterroriste était déjà très présente dans le travail des services de renseignement. Les attentats contre *Charlie Hebdo* ont eu lieu au moment où nous préparions la série. Les attaques terroristes, qui ont contribué à mettre les services de renseignement en avant, en particulier les services français, ont été concomitantes de l'écriture de la série. Entre l'entrée et la sortie de la série, Daech est née et a perdu une bataille majeure sur le terrain. On a suivi cette montée et ce reflux. Dans la première saison, il est question d'Al-Qaïda, dès la deuxième saison, on parle de Daech à travers ces vidéos morbides, dans lesquelles le bourreau français est inspiré d'un bourreau anglais. Ensuite, la saison trois nous fait suivre la captivité de Malotru (Mathieu Kassovitz) dans les camps de Daech. Enfin, dans la saison quatre, on parcourt avec le personnage de Jonas (Artus) le terrain syro-irakien en ruine, pendant et après la défaite de Daech.

Quand la série a débuté, on parlait déjà un peu de cyber-rensei-

gnement, mais beaucoup moins qu'aujourd'hui. Nous avons mis un peu de temps à l'intégrer, alors qu'on parlait déjà beaucoup de technologies dans la première saison, de « nuages de points », de big data. Nous avons abordé ce thème de front dans la saison quatre, en même temps que le retour de la Russie sur le terrain géopolitique.

Parmi les éléments de l'actualité récente explicitement mentionnés, il y a l'assassinat du journaliste saoudien Jamal Khashoggi par les services secrets de son pays.

Comment l'avez-vous intégré ?

L'affaire Khashoggi est arrivée alors qu'on avait déjà décidé de faire de l'Arabie saoudite l'un des terrains narratifs de cette saison, à travers le personnage de Mille Sabords (Louis Garrel). On avait déjà décidé que tout son itinéraire servait à approcher les services saoudiens, afin d'en recruter certains éléments. A ce moment-là, il y avait déjà eu l'affaire Hariri (*la séquestration du premier ministre*

libanais à Riyad, en 2017), il y avait déjà une interrogation sur « MBS » (*le prince Mohammed Ben Salman*), sur la réalité du pouvoir.

Côté écriture, on était en train de confier à Mille Sabords la mission de recruter des agents du service de renseignement saoudien. Arrive, à ce moment-là, l'affaire Khashoggi. Il n'est pas question pour nous d'en faire une trame narrative. En revanche, une fois qu'on a vu que le pouvoir saoudien devait, pour une question d'image, se retourner contre les gens qui avaient participé au commando, on s'est dit qu'il y avait une vraie opportunité narrative.

Ces gens qui reviennent en Arabie saoudite et sont exécutés pour avoir obéi aux ordres, c'est typiquement le genre de situation qui génère une frustration et une amertume qui peuvent être exploitées par des services secrets à des fins de recrutement. A chaque fois qu'arrive une affaire comme celle-là, on parvient, peut-être par une déformation intellectuelle, à voir comment ça peut être ex-

« On voulait inscrire la série dans un monde contemporain pour que les gens y croient vraiment »

ploité à des fins de renseignement ou de manipulation.

Trois épisodes de cette saison commencent par des plans de couples en train de faire l'amour. Une transgression ?

Pour nous, c'est une transgression par rapport aux premières saisons, on ne l'avait jamais fait avant. C'est l'effet cinquième saison, on se sent assez sûrs de nous pour aller sur des terrains qui ne le sont pas. J'ai eu envie de montrer l'intimité des gens, de surmonter ma pudeur habituelle. Dans mon cinéma, il n'y a pas

beaucoup de scènes comme ça. Quand on a commencé à écrire la saison cinq, on s'est dit qu'on allait changer la donne, éclater les choses, pousser les murs. On ne sera pas obligés de parler de tous les personnages à tous les épisodes, on va faire des flash-back.

Dès le départ, nous avons moins parlé de la vie intime des gens que ce qu'on aurait voulu, parce que l'espionnage est un genre qui demande de la tension, du suspense, des enjeux narratifs forts. Plus que de savoir comment un personnage gère la scolarité de ses enfants... Mais ça nous intéressait. Dans cette saison, on a fini par arriver un peu. Pas assez, il faudra peut-être six ou sept saisons pour s'émanciper du genre, en continuant à parler du renseignement.

D'où vient et où conduit l'idée de confier à Jacques Audiard ces deux derniers épisodes qui sont un long post-scriptum à l'intrigue proprement dite ?

Depuis toujours, je veux transmettre. D'abord à ceux qui

m'entourent. Les gens qui ont travaillé autour de ma table vont, après le confinement, arriver avec leur propre projet de série. J'ai toujours eu le désir de transmettre la série elle-même à quelqu'un qui pourrait la reprendre. J'ai toujours pensé que Jacques Audiard pouvait le faire. Tous les ans, je demande à Arnaud Desplechin aussi.

A part ça, je savais que la cinquième saison serait la dernière pour moi. J'arrive au bout de mon inspiration et je ne voulais pas la terminer moi-même. Ça voulait dire parler de moi, courir le danger de faire du sentimentalisme, voire du symbolisme, que toutes les scènes que j'allais écrire auraient évoqué le fait que j'arrêtais, ce qui n'a pas d'intérêt. Encore une fois, l'idée était de transmettre à quelqu'un comme Jacques Audiard. C'est extraordinaire qu'il mette sa poésie au service de la série. Miraculeusement, ça s'est fait. ■

PROPOS RECUEILLIS
PAR THOMAS SOTINEL



Mathieu Amalric (JJA), à droite ; Jules Sagot (Sylvain Ellenstein), au centre ; Jonathan Zaccâi (Sisteron). REMY GRANDROQUES/TOP THE OLIGARCHS PRODUCTIONS/CANAL+

Un nouveau cercle de l'enfer, toujours plus éloigné de la lumière

Le Bureau étend son emprise sur tous les continents, continuant d'explorer les reins et les cœurs des espions d'aujourd'hui

Cette saison, la machine s'est détraquée. Pas la DGSE : dès le premier épisode du *Bureau des légendes*, le fonctionnement du service de renseignement français a été grippé par les embardées du protagoniste de la série, Guillaume Debailly, dit Malotru (Mathieu Kassovitz). Non, cette fois, c'est la mécanique helvétique de la plus prestigieuse des séries françaises qui se dérègle, et le Bureau en devient encore plus fascinant.

Au fil des quatre saisons déjà diffusées, les épisodes se sont agencés en un vaste labyrinthe peuplé de fantômes et d'êtres de chair et de sang, de clandestins qui ne savent plus qui ils sont vraiment et de bureaucrates qui luttent pour

le pouvoir (et, en plus, ces catégories ne sont pas étanches, y compris les deux premières). Plus les enjeux se font formidables (protéger le processus démocratique contre les cyberattaques, pénétrer l'appareil d'Etat saoudien), plus les acteurs semblent dérisoires. Cette cinquième saison est comme un nouveau cercle de l'enfer, toujours plus éloigné de la lumière du jour.

Si *Le Bureau des légendes* a pu parfois prendre les accents d'une apologie lucide de son sujet (la DGSE) – à l'instar de son modèle, *La Trilogie de Karla*, de John le Carré – l'écriture et la mise en scène prennent désormais un tour résolument romanesque. Celui-ci trouve son incarnation

dans le personnage de Mille Sabords (pour mémoire, tous les alias des clandestins du *Bureau des légendes* sont tirés du trésor des jurons du capitaine Had-dock) qu'incarne Louis Garrel. Celui-ci sillonne le désert arabe dans une camionnette, vendant au plus offrant du matériel d'espionnage. Rimbaud 2.0 qui aurait oublié qu'il a été poète, le jeune homme va et vient entre rebelles houthistes et aristocratie saoudienne.

Un soupçon de désinvolture

Le Bureau étend sa fragile emprise sur tous les continents, ou presque. A Phnom Penh, César (Stefan Crepon), qui fut l'étoile de la salle des machines numériques

du boulevard Mortier, dirige désormais une ferme de trolls pour le compte du FSB russe. Au Caire, Marie-Jeanne Duthilleul (Florence Loiret-Caille), qui a fui la caserne des Tourelles à l'arrivée de JJA (Mathieu Amalric), nouveau directeur du Bureau des légendes, dirige la sécurité d'un grand hôtel et sonde les reins et les cœurs des tribus du Sinaï. Pendant ce temps, à Moscou, Malotru navigue au près entre ses ex et nouveaux collègues, ceux de la DGSE qui le considèrent comme un traître, ceux du FSB qui le soupçonnent d'en être un.

Il faut huit épisodes à la série pour défaire les nœuds de cet échec. Les scénaristes s'accrochent à la tâche avec un soup-

çon de désinvolture (certains personnages disparaissent sans dire au revoir, quelques points mineurs de l'intrigue restent sans réponse), mais il s'agit bien moins de paresse que de faire de la place à ce qui intéresse vraiment Eric Rochant et sa bande : les reins et les cœurs des espions d'aujourd'hui.

Le cas de JJA, le russomaniaque paranoïaque, est à cet égard exemplaire. Présenté au départ comme une variation française sur le modèle de James Jesus Angleton, le maître espion américain qui sombra dans la folie, le personnage que façonne Mathieu Amalric est à la fois plus proche et plus impénétrable que son modèle.

Et puis il y a ces deux derniers épisodes, confiés à Jacques Audiard. Ils sont presque vierges d'enjeux dramatiques, un long coda situé dans un temps suspendu, plein d'espoir et de menaces. On reviendra sur ce moment qui – quel que soit l'avenir du *Bureau des légendes* – assure définitivement la place de la série au panthéon du genre. ■

T. S.

Le Bureau des légendes, série créée par Eric Rochant. Avec Mathieu Kassovitz, Mathieu Amalric, Florence Loiret-Caille, Sara Giraudeau (Fr., 2020, 10 x 52 min). A partir du 6 avril sur Canal+, deux épisodes tous les lundis à 21 heures.

Pour la plupart, les albums de cette sélection peuvent être écoutés et/ou commandés (sous réserve des capacités et autorisations à délivrer) sur les sites des artistes, de leur maison de disques, ainsi que sur les principaux services de diffusion en streaming par abonnement (Qobuz, Deezer, Spotify...) et de vente en ligne.



GIOVANNI BATTISTA PERGOLESI
Stabat Mater
Avec Sandrine Piau, Christopher Lowrey, Les Talens lyriques, Christophe Rousset (direction).
Ce sommet du répertoire sacré qu'est le *Stabat Mater* de Pergolèse a parfois essuyé les reproches d'une théâtralité par trop profane. Ce ne sera pas le cas de la version proposée par Sandrine Piau, Christopher Lowrey et Christophe Rousset, à la tête de ses Talens lyriques. Cette fois, c'est le drame de la Passion qui s'opère dans tout son réalisme brutal, entre douleur, compassion et espoir. Dès le duo initial, le ton est donné : justesse des intentions, perfection des voix magnifiquement accordées, ce *Stabat Mater* marie évidence charnelle et élévation de l'âme. En subtile tragédienne, la soprano habille de noir et de pourpre chaque mot, variant les teintes à l'infini, un art que partage le souffle chaud de Christopher Lowrey, entre incarnation et dépouillement, soutenu par la direction inspirée de Christophe Rousset. Les pièces complémentaires permettront à Sandrine Piau de conquérir le ciel du *Salve Regina* de Porpora, tandis que l'alto du contre-ténor américain convole avec le *Beatus Vir* de Leo. ■ **MARIE-AUDE ROUX**
1 CD Alpha Classics/Outhere Music.



CLAUDIA SOLAL/BENOÎT DELBECQ
Hopetown
Hopetown sous pochette RogueArt, tout un enchantement soufflant : Claudia Solal (voix, poèmes) et Benoît Delbecq (piano préparé, bruits en tout genre), poésie exacte, son des galaxies, ciels en mouvement, double entente à sens unique, intimité troublante. Claudia Solal précipite les rencontres « *off-shore* » en tous sens : avec Baptiste Trotignon, Benjamin Moussay, Didier Petit, Sylvain Kassap, Médéric Collignon, Jeanne Added – on voit le genre, « *constamment appliquée à donner du sens au son* » (selon le journaliste Stéphane Ollivier). *Hopetown*, avec Delbecq, est une réussite radicale. Vous n'avez jamais entendu ça. Pièces brèves, étourdissante densité des humeurs, la façon dont les mots se fauillent dans les silences déplacés du piano trafiqué a quelque chose de poignant. On plonge vite dans le rêve et les questions de Claudia Solal : « *Suis-je déjà devenue moi ?/Quand finirai-je par devenir moi-même ?/Quand saurai-je que je suis devenue moi ?* » Elle l'écrit, le murmure ou le clame dans la langue de Whitman et d'Emily Dickinson. Evidemment, il faut aimer la beauté et celle des nuages. ■ **FRANCIS MARMANDE**
1 CD RogueArt.



TOM POISSON
Se passer des visages
Voici un disque de chansons aux textes qui fourmillent de jolies formules, de phrases qui, pour certaines, se suffisent à elles-mêmes, suscitant des images étranges, poétiques. Les mots de *Ma peur*, « *viens me montrer tes dents* », de *Déjà loin* avec son « *tour de magie qui tombe à tes pieds* », de *Se passer des visages*, « *arrachés au rivage* », de *Menteuse* qui « *invente à dormir debout* »... C'est à Tom Poisson qu'on les doit dans ce fin et bel album, le septième sous son nom depuis 2004. Dans une manière folk, teintée de pop, sa voix douce qui se promène sur la musicalité des mots, est mise en valeur par un accompagnement de guitares, percussions, quelques effets de claviers ici et là (Alexandre Léauthaud, à la réalisation, Fred Pallem aux arrangements de la moitié des dix chansons, celles qui s'approchent le plus de la pop). ■ **SYLVAIN SICLIER**
1 CD Super-Chahut/Kurokeno Médias.



PARTYNEXTDOOR
Partymobile
Protégé du rappeur Drake, le chanteur R&B PartynextDoor, de son vrai nom Jahron Anthony Brathwaite, 26 ans, prend bien plus son temps que son mentor pour publier ses albums. Son dernier disque, *PND3*, date d'il y a quatre ans, une éternité à l'échelle du rap. Lui qui a l'habitude de tailler des tubes sur mesure à Rihanna a bien fait de figoler son disque. Les quinze titres installent une ambiance apaisante et sensuelle. PartynextDoor a tellement inspiré Drake que des titres, tels *Nothing Less* ou *The News*, semblent tout droit sortis des sessions d'enregistrement des précédents albums de la star canadienne. En revanche, les racines trinitadiennes et jamaïcaines de PND se font entendre sur le très réussi *Eye on It*. Ses collaborations avec Drake, *Loyal*, et Rihanna, *Believe It*, font partie des meilleurs morceaux de ce *Partymobile*. ■ **STÉPHANIE BINET**
1 CD Ovo Sound/Warner Music.



SIBUSILE XABA
Ngiwu Shwabada
Après *Unlearning/Open Letter to Adoniah*, un double album avec lequel l'Europe le découvrait en 2017, l'artiste sud-africain Sibusile Xaba propose une nouvelle plongée dans son monde singulier. Accompagné au chant par Kholofelo « Naftali » Mphago sur un jeu de guitare dépouillé à l'extrême, il chante un folk-blues incantatoire et hypnotique. Des chansons empreintes d'une aura mystique, dédiées à ses ancêtres, à la nature, à la vie. Il adresse aussi un hommage, sur le dernier titre, à Madala « Bafo » Kunene, un inspirant guitariste de Durban. Enregistré en une journée, il y a juste un an, au Studio Pigalle, à Paris, signé sur le label français Komos, l'album est présenté sous une pochette magnifique, due à l'artiste Manyaku Mashilo, du Cap, qui représente le « grand esprit féminin » auquel il est dédié. Les versions vinyle et digitale sont augmentées d'une improvisation avec le saxophoniste Shabaka Hutchings. ■ **PATRICK LABESSE**
1 CD Komos/L'Autre Distribution

► Lire aussi sur Lemonde.fr la critique de l'album « *La Passione* », de Barbara Hannigan.

La mort de Bill Withers, voix suave de la soul

Le chanteur compositeur était l'auteur notamment de la chanson « Ain't no Sunshine »

DISPARITION

Il s'était volontairement retiré du monde de la musique en 1985, mais au cours d'une courte carrière commencée en 1970, Bill Withers, voix suave et pleine de swing, aura été l'auteur, compositeur et interprète de quelques hymnes de la soul music : *Ain't no Sunshine*, *Lean on Me* et *Use Me*. Le musicien est mort, lundi 30 mars, à Los Angeles (Californie), à l'âge de 81 ans, des suites de complications cardiaques, a fait savoir sa famille dans un communiqué envoyé vendredi 3 avril à l'agence Associated Press.
Né le 4 juillet 1938 à Slab Fork (Virginie-Occidentale), petite ville minière, William Harrison Withers Jr., qui raccourcira son premier prénom en Bill, est le plus jeune des six enfants d'une famille ouvrière. Son père meurt alors qu'il est âgé de 13 ans. Bill Withers souffre d'asthme et d'un bégaiement qui vont perturber ses années à l'école puis au collège. En 1956, à 18 ans, il s'engage dans la marine des Etats-Unis. Il commence à composer des chansons, son bégaiement s'atténue. Il apprend aussi la mécanique, ce qui lui permettra, lorsqu'il quitte la marine, en 1965, d'être embauché dans diverses sociétés de construction navale et aéronautique.

Succès renouvelés

A Los Angeles, sur son temps libre, il fréquente les clubs de jazz, avec l'idée de se mettre à chanter ses compositions. Fin 1970, il finance l'enregistrement de quelques-unes de ses chansons pour les présenter à des maisons de disques indépendantes. Sussex Records, qui a une poignée d'artistes de rhythm'n'blues et de soul à son catalogue, est intéressé.
L'organiste et producteur Booker T. Jones, qui vient de quitter le prestigieux label Stax (Otis Redding, Sam & Dave, The Staple Singers, Isaac Hayes...), va produire les séances du premier album de Bill Withers, *Just as I Am*, qui sort en mai 1971. Il s'ouvre avec *Harlem*, emporté par une rythmique puissante, un ensemble de cordes, contient une excellente reprise de *Let it be*, des Beatles, et surtout la romance pour celle qui est partie, *Ain't no Sunshine*, avec son motif vocal répétitif « *And I know, I know, I know, I know, I know...* », qui est choisie comme single.
Le single se vend en quelques semaines à plus de 1 million



Bill Withers en 1971. COLLECTION GILLES PÉTARD/DALLE

d'exemplaires, l'album grimpe dans les classements. Et Bill Withers, prudent, guère impressionné par ce succès – une constante chez lui –, va hésiter plusieurs mois avant de quitter son travail de mécanicien. Il finit par accepter de partir en tournée, et il sera récompensé par un Grammy Award pour sa composition *Ain't no Sunshine*. Son album suivant, *Still Bill*, toujours pour Sussex Records, sort en mai 1972. La face A se termine avec les chansons *Use Me*, sur tempo moyen, un peu funky, et *Lean on Me*, une ballade, avec des éléments de gospel. Deux succès renouvelés.

Après un disque en public, enregistré au Carnegie Hall en 1972, et un dernier album en studio pour Sussex Records, *+Justments* (juin 1974), avec en particulier les sobres ballades *Stories*, *Liza* et *Make a Smile for Me*, où le chanteur est particulièrement émouvant, Bill Withers signe avec Columbia Records (Miles Davis, Duke Ellington, Bob Dylan, Santana, Barbra Streisand, Weather Report...). *Making Music*, en juillet 1975, avec les chansons *Make Love to Your Mind*, *She's Lo-*

4 JUILLET 1938 Naissance à Slab Fork (Virginie-Occidentale)
1971 Premier album, *Just as I Am*, et succès du single *Ain't no Sunshine*
1972 Nouveau succès de l'album *Still Bill* et des singles *Use Me* et *Lean on Me*
1981 Cosigne *Just the Two of Us* pour le saxophoniste Grover Washington Jr.
1985 Après un dernier album, il arrête les concerts et les enregistrements
30 MARS 2020 Mort à Los Angeles (Californie)

nely et *Paint Your Pretty Picture* reste de bonne facture, tout comme *Naked & Warm*, en juin 1976, avec la chanson-titre, le presque psychédélique *Dreams* et *City of the Angels*. En revanche, *Menagerie*, en décembre 1977, manque de chansons marquantes, avec plusieurs virées disco guère inspirées. Il en sortira toutefois le dernier succès de Withers sous son nom, *Lovely Day*, coécrit avec Skip Scarborough.
Bill Withers enregistre encore deux albums pour Colum-

bia, *Bout Love* (1978), dont la plupart des chansons sont écrites avec le claviériste Paul Smith, et *Watching You Watching Me*, qui n'est publié qu'en mai 1985, après plusieurs années de conflits artistiques avec les responsables de Columbia. Entre-temps, Bill Withers signe, avec William Salter et Ralph MacDonald, l'énorme tube *Just The Two of Us* pour le saxophoniste et chanteur de jazz pop Grover Washington Jr., qui est publié en février 1981 chez Elektra Records. Ce qui lui vaut un autre Grammy Award.
Après une dernière tournée aux Etats-Unis, en 1985, Bill Withers décide d'arrêter les concerts et d'enregistrer. Il fonde avec sa seconde femme une compagnie d'édition pour gérer ses compositions, et ne fera par la suite que quelques apparitions, sans chanter, lors de cérémonies professionnelles ou pour des associations caritatives. Il s'était régulièrement montré réticent à la publication d'inédits enregistrés durant sa carrière, et continuait de temps à autre d'écrire des chansons, les gardant pour lui. ■

SYLVAIN SICLIER

Retrouvez la troupe du Français sur le Net

La Maison de Molière se déploie en numérique pour pallier la fermeture des salles

THÉÂTRE

Imaginez que la Comédie-Française ouvre ses malles remplies de trésors... En ces temps de confinement, c'est un peu ce que fait la Maison de Molière, qui a lancé, lundi 16 mars, La Comédie continue!, une chaîne en ligne accessible sur son site Internet et sur sa page Facebook.
Le premier trésor de la maison, c'est d'abord sa troupe de comédiens, qui s'est mobilisée pour offrir des rendez-vous variés, tout au long de l'après-midi à partir de 16 heures chaque jour, avant que ne soit diffusée, en soirée, l'une des créations du « Français ».
Lundi 30 mars à 16 heures, c'est le 521^e sociétaire de la troupe, l'impérial Serge Bagdassarian, qui est apparu sur l'écran pour annoncer le menu du jour, tandis que le lendemain officiait la pensionnaire Claire de La Rüe du Can. Le premier rendez-vous du jour, intitulé « Le 4 h de Ragueneau », soit

cinq minutes de poésie, a donné lieu à un moment de grâce : la comédienne Anne Kessler, qui est aussi metteuse en scène et peintre, a offert deux dessins animés artisanaux et délicats, sur les poèmes *Sensation*, d'Arthur Rimbaud, et *L'Âge héroïque*, d'Henri Michaux.
Le deuxième rendez-vous est, paraît-il, « *celui qui fait trembler tous les membres de la troupe* ». Intitulé « Les comédiens repassent le bac français », il a vu Coralie Zahonero et Véronique Vella s'en tirer brillamment, la première, qui n'a jamais eu son bac, avec *Les Liaisons dangereuses*, de Laclos, la seconde, dûment diplômée, avec *Une charogne*, de Baudelaire.

De nombreuses surprises

L'administrateur général, Eric Ruf, est ensuite venu parler de son métier, remplacé le lendemain par Agathe Sanjuan, conservatrice-archiviste de la maison. Celle-ci comptabilisant

70 métiers différents, il y aura de quoi faire. Aux environs de 17 heures, place aux enfants, avec des lectures de contes, qui peuvent être réécoutées à l'heure du coucher.
Vient ensuite le moment du « Foyer des comédiens », qui se décline en plusieurs pastilles : « Mon alexandrin préféré », « L'enfance de l'art » et « Ma cuisine d'acteur ». Pour inaugurer le premier, Denis Podalydès a été brillant, en évoquant « *Le printemps adorable a perdu son odeur* », tiré du *Goût du néant*, de Baudelaire. Dans « Ma cuisine d'acteur », le sociétaire Christian Gonon racontait sa rencontre avec un maître du kathakali indien.
Les surprises devraient être nombreuses au fil des jours, avant que ne démarre la soirée proprement dite, à 18 h 30, avec un portrait d'acteur, un spectacle jeune public ou un seul en scène, suivis par la captation d'un spec-

tacle. Après *La Double Inconstance*, de Marivaux, mis en scène par Anne Kessler et *Les Trois Sœurs*, de Tchekhov, par Alain Françon, on pourra voir, d'ici au dimanche 5 avril, *Le Misanthrope* de Molière, par Clément Hervieu-Léger, *Trois hommes dans un salon*, le spectacle Brel-Brassens-Ferré créé par Anne Kessler, *L'Hôtel du libre échange*, de Feydeau, par Isabelle Nanty, *Peer Gynt*, d'Ibsen, par Eric Ruf ou encore *La Forêt*, le film réalisé par Arnaud Desplechin d'après la pièce d'Alexandre Ostrovski.
On nous promet aussi la diffusion de spectacles historiques de la maison, la Comédie continue, oui, même dans les temps difficiles. ■
FABIENNE DARGE

.....
La Comédie continue !, tous les jours à partir de 16 heures sur le site de la Comédie-Française (Comedie-francaise.fr) et sur sa page Facebook (comedie.francaise.official).

La vie au quotidien d’une mère de famille trentenaire

Fiction radiophonique devenue BD et pièce à succès, les aventures de Brigitte Tornado se réécoutent avec plaisir

FRANCE CULTURE
PODCAST

Au départ, ça devait être une microfiction, cinq épisodes de sept minutes diffusés à l’heure du déjeuner sur France Culture. Sauf que *La Vie trépidante de Brigitte Tornado* a fait un carton, et compte à ce jour dix saisons, soit pas moins de cinquante épisodes. Adaptées au théâtre à Paris, les aventures de cette trentenaire au bord de la crise de nerfs ont fait le plein jusqu’en février et la pièce aurait dû tourner en province si le confinement n’avait pas renvoyé tout le monde à la maison. C’est l’occasion ou jamais de redécouvrir cette fiction radiophonique primée, créée par Camille Kohler.

Traductrice et auteure de livres pour enfants (sous le pseudonyme de Mim), ancienne assistante d’édition chez Grasset, Camille Kohler se souvient que, quand Céline Geoffroy, conseillère littéraire à France Culture, lui a demandé d’écrire une fiction humoristique, elle s’est d’abord sentie perplexe et impressionnée. Nous sommes en 2012 (avant #metoo et le confinement, il y a un siècle donc) quand naît Brigitte Tornado, 35 ans, un mari, Paul, quatre enfants et un lapin.

Et ce n’est rien divulguer que de préciser d’emblée que la réalité



Brigitte Tornado sur scène, en 2019, au Théâtre Tristan-Bernard, à Paris. FABIENNE RAPPENEAU

est parfois moins glorieuse que les fictions qu’on (se) raconte. Dit autrement : que la femme idéale, sociable et salariée, bien épilée et aussi souple qu’un yogi, amatrice de grands crus mais qui boit du thé vert, « celle à laquelle on devrait faire l’effort de ressembler, à part qu’elle a l’air de beaucoup s’emmerder pour pas grand-chose », comme l’a écrit Virginie

Despentes dans *King Kong Théorie* (2006), n’existe pas.

Dialogues savoureux

C’est cela que raconte si bien cette fiction : le fossé – intersidéral – entre rêve et réalité, entre la famille fantasmée que les contes nous vendent et celle que l’on tente de construire. Entre les discours que l’on tient pour (se) rassurer (le

« tout va très bien, madame la marquise ») alors que, « quand on est mère de famille, la survie, c’est la schizophrénie », s’amuse Brigitte.

Surtout quand les injonctions se (dé)multiplient : ne pas laisser ses enfants devant les écrans sous peine d’en faire des débiles, manger des légumes – bio, évidemment –, aller au musée ET pratiquer une activité sportive, garder

le sourire quand la directrice de la crèche laisse entendre que ça ne doit pas être facile d’abandonner ses petits et quand votre cher conjoint attend d’être félicité à chaque fois qu’il les dépose à l’école.

Cette matière nourrit des dialogues savoureux, parfaitement joués et mis en sons, à même de susciter quelques éclats de rire cathartiques, tant chacun y retrouvera un peu de lui-même. Coller au plus près à la « vraie » vie, jusqu’à donner l’impression que des micros ont été posés à domicile, le défi est relevé par Camille Kohler et son réalisateur, Cédric Aussir.

Récompensée par le prix Nouveau Talent Radio de la SACD en 2014, adaptée en bande dessinée avant de l’être au théâtre, Brigitte Tornado se pose beaucoup de questions depuis le confinement. Dont celle « d’avoir, ou non, de l’humour en ces circonstances », admet Camille Kohler. Quand elle le peut, quand elle le sent, elle prend des notes parce que la vie de famille est un « réservoir inépuisable d’histoires », mais avoue que trouver le bon ton n’est pas chose évidente en ce moment. ■

ÉMILIE GRANGERAY

La Vie trépidante de Brigitte Tornado, écrit par Camille Kohler, réalisé par Cédric Aussir. Avec Eléonore Jonquez (Brigitte) et Yannick Choirat (Paul).

Denis Podalydès, « avare » paranoïaque et virtuose

L’acteur excelle dans la pièce de Molière, mise en scène par Catherine Hiegel à la Comédie-Française, en 2009

FRANCE 5
DIMANCHE 5 - 20 H 50
THÉÂTRE

Dans l’espoir de rendre le confinement moins long et de convaincre les élèves de ne pas baisser les bras face à leur pile de devoirs, France 5 diffuse chaque dimanche soir une captation d’un spectacle de la Comédie-Française, sous la bannière « Au théâtre chez soi ». *L’Avaro*, de Molière, ouvre le bal ce dimanche.

A la Comédie-Française, *L’Avaro* est la pièce de Molière la plus

jouée, derrière *Tartuffe* : 2 538 représentations pour l’un, 3 115 pour l’autre. On le sait grâce au précieux registre de La Grange, le compagnon de scène de Molière qui a institué, en 1659, une tradition, jamais interrompue depuis, de consigner jour après jour les représentations et faits marquants de la troupe, qui a pris le nom de Comédie-Française en 1680.

Rien qu’au XX^e siècle, trois nouvelles mises en scène de *L’Avaro* ont été présentées salle Richelieu. La plus fameuse reste celle de Jean-Paul Roussillon, qui a été jouée

pendant vingt ans, avec Michel Aumont dans le rôle-titre. Denis Podalydès lui succède dans cette mise en scène de Catherine Hiegel en 2009, qui procure un plaisir simple et joyeux, comme la lecture d’un classique scolaire éclairée par un professeur amoureux du théâtre. *L’Avaro* a toujours oscillé entre une vision sombre, presque tragique, et une tonalité plus heureuse, railleuse. Catherine Hiegel a choisi d’aller de ce côté-là.

Il n’y a rien, dans la maison d’Harpagon vue par le décorateur Goury, sinon les murs de pierre

d’une vaste entrée aux fenêtres barrées de grillage. Harpagon s’annonce par un rire en coulisse, un « ah ! ah ! » sardonique et un peu fou, qui jamais ne se dément au cours de la représentation.

Ce père monstrueux, prêt à vendre ses enfants en mariage, ressemble, dans l’interprétation de Denis Podalydès, à un insecte noir capable de glisser entre les grillages son corps mince jusqu’à la raderie. Sa frénésie paranoïaque lui confère une virtuosité gestuelle qui rappelle celle de Louis de Funès. S’il lui manque l’inquié-

tude, écartée par la mise en scène, il possède la force de jeu d’un acteur de génie, comme on en voit un tous les trente ans. Et si, autour de lui, la distribution est inégale, Denis Podalydès offre, avec Dominique Constanza en Frosine l’entremetteuse, une scène qui vaut à elle seule une leçon de théâtre. ■

BRIGITTE SALINO

L’Avaro, de Molière, mis en scène par Catherine Hiegel. Avec Denis Podalydès, Dominique Constanza, Suliane Brahim (enregistré en 2009 à la Comédie-Française, 140 min).

MOTS CROISÉS

GRILLE N° 20 - 082
PAR PHILIPPE DUPUIS

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II												
III												
IV												
V												
VI												
VII												
VIII												
IX												
X												

SOLUTION DE LA GRILLE N° 20 - 081

HORIZONTALEMENT I. Epanouissant. II. Xérus. Neuneu. III. Créatives. Et. IV. Lit. INA. En. V. Adipeuse. Oui. VI. Muni. Tinette. VII. Ar. Naïveté. VIII. Tavellera. Le. IX. Ili. Lé. Vison. X. Fente. Pétaït.

VERTICALEMENT 1. Exclamatif. 2. Péridurale. 3. Arétin. Vin. 4. Nua. Pine. 5. Ostie. Allé. 6. Inutile. 7. Invasive. 8. Sée. Enervé. 9. Suse. Etais. 10. An. Note. SA. 11. Née. Ut. Loï. 12. Tutoiement.

HORIZONTALEMENT

I. Découpage et récupération, quand plus rien n’est consommable. II. Renvoie vers les religions. Dangereux, près des côtes pour le navigateur. III. Repoussent et retardent. Ouvre la gamme. IV. Piégé. Verdi a mis des notes sur ses textes. V. Arrive à la fin. Refus à Londres, spectacle à Tokyo. VI. Capitale de l’Alberta. Occupé sur plan. VII. Personnel. Mémoire des ondes. Ramasse souvent sur le tapis. Tête de batracien. VIII. Frontière des Vexin. Prompts à blâmer et à punir. IX. Disconviennent. Ouvrait en grand. X. Se développera dans toutes les directions.

VERTICALEMENT

1. Dégagement au sommet. 2. Ne se porte plus guère, même en cérémonie. 3. Léger dans les airs. En armes et en larmes. Dix à la City. 4. Cherchent à gagner du temps. 5. Chaude période. Né dans les Grisons, il rejoint le Danube. Possessif. 6. Ne voulus pas rester sur un échec. 7. Garde encore des trésors. Points en opposition. A consommer pure. 8. Note en marge. Agrume joueux. 9. Comme une blessure à deux ouvertures. D’un auxiliaire. 10. Dans le plat. Ile des Cyclades. Pointe d’étoile. 11. Affaire personnelle. Suivre sans discuter. 12. Feuillet superficiel de l’embryon.

SUDOKU

N°20-082

Réalisé par Yan Georget (<https://about.me/yangeorget>)

9	1	2	3	5	4	7	6	8
7	3	4	6	8	2	9	1	5
6	8	5	7	1	9	3	4	2
3	9	7	8	4	1	2	5	6
2	4	8	9	6	5	1	3	7
1	5	6	2	3	7	4	8	9
4	2	3	5	7	6	8	9	1
5	7	1	4	9	8	6	2	3
8	6	9	1	2	3	5	7	4

Expert

Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu’une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.

Télérama hors-série

Boris Vian

Retrouvez notre hors-série sur boutique.telerama.fr

VOS SOIRÉES TÉLÉ

DIMANCHE 5 AVRIL

TF1
21.05 Baby Boss
Film d’animation de Tom McGrath (EU, 2017, 105 min).

France 2
21.00 Neuilly sa mère !
Film de Gabriel Julien-Laferrière. Avec Samy Seghir, Rachida Brakni (Fr., 2009, 97 min).

France 3
21.05 Inspecteur Barnaby
Série. Avec Neil Dudgeon (RU, 2020).

Canal+
21.00 Best of Ligue 1: les derbies Saint-Etienne-Lyon
Retour sur les meilleurs moments.

France 5
20.50 L’Avaro
Pièce de Molière mise en scène par Catherine Hiegel enregistrée à la Comédie-Française en 2009.

Arte
20.55 La Veuve Couderc
Film de Pierre Granier-Deferre. Avec Simone Signoret, Alain Delon (Fr., 1971, 85 min).

M6
21.05 Zone interdite
Magazine présenté par Ophélie Meunier.

LUNDI 6 AVRIL

TF1
21.05 Les Bracelets rouges
Série. Avec Audran Cattin (Fr., 2020).

France 2
21.00 Meurtres au paradis
Série. Avec Ardal O’Hanlon, Tobi Bakare (Fr.-RU, 2020).

France 3
21.05 L’Epopée des gueules noires
Documentaire de Fabien Béziat et Hugues Nancy (Fr., 2017, 95 min).

Canal+
21.00 Le Bureau des légendes
Série. Avec Mathieu Kassovitz, Sara Giraudeau (Fr., 2020).

France 5
20.55 Rocco et ses frères
Film de Luchino Visconti. Avec Alain Delon, Katina Paxinou (It.-Fr., 1960, 185 min).

Arte
20.55 Habemus Papam
Film de et avec Nanni Moretti. Avec Michel Piccoli, Jerzy Stuhr (It.-Fr., 2011, 100 min).

M6
21.05 Le gendarme se marie
Film de Jean Girault. Avec Louis de Funès, Claude Gensac (Fr., 1968, 100 min).

Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124.610.348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).

Rédaction 80, boulevard Auguste-Blanqui, 75707 Paris Cedex 13. Tél. : 01-57-28-20-00

Abonnements par téléphone : de France 3289 (Service 0,30 €/min + prix appel) ; de l’étranger : (33) 1-76-26-32-89 ; par courrier électronique : abojournalpapier@lemonde.fr. Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

Courrier des lecteurs
Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

Médiateur : mediateur@lemonde.fr

Internet : site d’information : www.lemonde.fr ; Emploi : www.talents.fr/

Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40
Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

La reproduction de tout article est interdite sans l’accord de l’administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0722 C 81975 ISSN 0395-2037

Présidente : Laurence Bonicalzi Bridier

PRINTED IN FRANCE

80, bd Auguste-Blanqui, 75707 PARIS CEDEX 13
Tél : 01-57-28-39-00
Fax : 01-57-28-39-26

L’Imprimerie, 79, rue de Roissy, 93290 Tremblay-en-France
Montpellier (« Midi Libre »)

Origine du papier : France. Taux de fibres recyclées : 100 %.
Ce journal est imprimé sur un papier UPM issu de forêts gérées durablement, porteur de l’Ecolabel européen sous le N°FI/37/001.
Eutrophisation : P10t = 0,009 kg/tourne de papier

ENQUÊTE

La grande vadrouille nostalgique

Beaucoup d'entre nous espéraient profiter du confinement pour s'offrir une remise à niveau télévisuelle, à base de grands films et de documentaires. Mais, pour l'heure, ce sont les grandes comédies populaires et réconfortantes qui font de l'audience

Nicolas Santolaria

Un des effets collatéraux inattendus de l'épidémie de Covid-19 aura été la mutation soudaine de nos grilles de programmes télévisés. En parallèle des inamovibles journaux d'information qui battent des records d'audience, on a vu proliférer, en après-midi comme en soirée, sur TF1, France 2, M6, des films dits «de patrimoine», qu'une catégorisation moins amène qualifie parfois de «comédies franchouillardes». Par un beau dimanche de confinement, il m'a ainsi été possible d'enchaîner *L'Aile ou la cuisse*, *Papy fait de la Résistance* et *Twist Again à Moscou*, comme si j'avais soudain été téléporté dans un espace-temps immuable où Louis de Funès ne cesse de survivre à une indigestion d'huîtres toxiques. «Pour remplacer les émissions de flux devenues difficiles à produire, on a décidé de programmer en début d'après-midi des films-cultes qui permettent de se changer les idées, de s'évader après le JT. L'ambition était de contenter une audience familiale, deux fois plus nombreuse devant le poste», explique Florent Dumont, directeur de la stratégie des publics à France Télévisions.

Jusqu'alors structurellement en perte de vitesse, le petit écran a vu ses audiences dopées par le confinement. D'après Médiamétrie, les Français ont ainsi passé 4 heures 29 en moyenne devant leur poste durant le mois de mars, soit 44 minutes de plus qu'à la même période en 2019. «Il est clair qu'après un tunnel d'infos sur la pandémie je n'ai surtout pas envie de voir un téléfilm suédois anxigène, avec des eaux glacées et des histoires d'inceste. Je préfère regarder Mais où est donc passée la 7^e compagnie?, qui évoque une sorte de résistance à la française, ne renonçant jamais au plaisir et à la rigolade. Quand Jean Lefebvre essaie de se procurer du saucisson à l'ail dans un village occupé, c'est grandiose!», confie Michel, ingénieur, qui assume ouvertement un attrait pour le divertissement populaire, vécu jusque-là de manière «coupable».

Alors que le génie gesticulatoire de Louis de Funès devait être célébré à La Cinémathèque française (la rétrospective a été reportée en raison de l'épidémie), ces films picaresques, qu'il a longtemps été de bon ton de mépriser, sont en pleine réévaluation esthétique. Habituellement programmés durant les vacances scolaires, ils rencontrent en temps de pandémie un incroyable succès d'audience. *L'Aile ou la cuisse* a

ainsi attiré plus de 4 millions de téléspectateurs à 14 heures le 29 mars, contre 2,8 millions lors de sa dernière diffusion en prime time. «Dans ces films, les protagonistes voyagent, ce qu'on ne peut plus se permettre; ils rient franchement, ce qu'on a de plus en plus de mal à faire. Ça permet de se replonger dans un hédonisme réconfortant, une sorte de pays imaginaire où il ne pleut jamais, même si je ne suis pas sûr que cette France-là ait vraiment existé», ajoute Michel.

NOUS PUISONS
UN PEU DE FORCE
DANS CETTE
UTOPIE
NATIONALE
RÉTRO



Louis de Funès dans «L'Homme orchestre», de Serge Korber. PROD DB/GAUMONT

A l'heure de la distanciation sociale, ces images vues et revues évoquent le havre réconfortant d'une communauté mythifiée. «La force curatrice de la nostalgie a été démontrée par des psychologues universitaires, en Angleterre, dans les années 2000. Les films, ou encore la musique, peuvent fonctionner comme des "médi- (a)-caments", des pansements momentanés», analyse la professeure en théorie des médias Katharina Niemeyer, coauteure de l'ouvrage *Nostal-*

gies contemporaines. Médias, cultures et technologies (Presses universitaires du Septentrion, à paraître). La télé, précise la chercheuse, réalise une opération de magie complexe sur les cerveaux confinés: alors que nos repères sont brouillés, elle nous réinscrit dans un flux temporel avec sa grille structurée autour de rendez-vous, tout en nous soustrayant à l'angoisse du présent, via son envoûtante programmation aux vapeurs d'encaustique (et de Soupe aux choux).

«Même si elles témoignent d'une époque particulière, ce sont des œuvres qui sont hors du temps. Quand l'avenir est sombre, ça offre une véritable respiration», résume Grégoire, policier à la retraite, qui vient de revoir *Le Grand Restaurant*. Zidi, Lautner, Poiré, Robert, Oury ne seraient-ils que les viatiques d'un «c'était mieux avant» un peu rance? Bien au contraire. Prospective, cherchant dans le passé les ferments d'un futur meilleur, cette cinéphilie en apparence régressive s'inscrit dans une période où l'utopie ne se déploie plus psychiquement vers l'avenir, mais, comme le soulignait le défunt sociologue Zygmunt Bauman dans son ouvrage *Retrotopia* (Premier Parallèle, 2019), en direction du passé. «La petite vague nostalgique émanant avec le Covid-19 se joint à une plus grande, qui a commencé depuis une dizaine d'années et s'étend dans tous les domaines, analyse M^{me} Niemeyer. L'essentiel me semble que l'on devrait retenir la force créative et réflexive de la nostalgie.»

Aujourd'hui, comme le montre également le challenge épidémique où chacun est invité à poster ses photos d'enfance sur Facebook, la pandémie nous conduit à nourrir activement un sentiment d'appartenance à une histoire à la fois personnelle et commune au grain sépia. Face au caractère carcéral du présent et à la noirceur annoncée du futur, nous tentons de puiser un peu de force au cœur de cette paradoxale utopie nationale rétro, où seul hier semble avoir la capacité d'être un autre jour. Comme dirait Louis de Funès dans *La Grande Vadrouille*: «Comment ça, "merde alors"? But alors, you are French!»

LA GUERRE DES MOUTONS

A la maison, une bourrasque hygiénique

On pensait faire un sort à la pile de livres entassés depuis l'été dernier sur la table de chevet, lire ou «relire» Marcel Proust, Thomas Mann ou Victor Hugo, rattraper le retard de séries, ressortir ses pinceaux à poils de petit-gris pour rêver en aquarelle à un paysage bucolique, mais en guise de moutons, c'est ceux de poussières que l'on ramasse à la pelle. Quant à la recherche, elle se limite bien souvent à celle de l'embout de l'«aspi» et de la montagne (tout sauf magique) des draps à plier.

O confinement! suspends ton vol et vous, balais-brosses et lingettes désinfectantes, votre course infernale. Soucieux de nous préserver du Covid-19, nous voilà plongés depuis près de trois semaines dans une fièvre ménagère aux relents d'essence de pin. «Profiter du temps libéré, retrouver le sens de l'essentiel, des vœux pieux, soupire Astrid, un mari et trois enfants âgés de 10 à 16 ans, le tout en circuit fermé dans leur 80 m² bordelais. Pour l'instant, j'ai surtout l'impression d'être une fée du logis H24.»

Avec la multiplication des repas et des miettes qui vont avec, les va-et-vient incessants entre le salon et les chambres, les consignes d'hygiène et la peur qui poussent à récurer plus que d'habitude les endroits stratégiques (cuisine et salle de bains notamment), le ménage est devenu un sport national. Et la désinfection des surfaces une obligation chronophage et souvent féminine. Car période de confinement ou pas, l'inégale répartition des tâches domestiques perdure. Spray javel dans une main, éponge dans l'autre, Lucia, guide touristique trilingue, raconte ce quotidien rythmé par les rangements à n'en plus finir et le lavage du sol au plafond. «Mon activité professionnelle est complètement à l'arrêt. Du coup, pendant que mon mari télétravaille, que les ados suivent leurs cours, les tâches domestiques me reviennent», raconte la quadragénaire italienne, avec l'impression de revivre sa «période noire», lorsqu'elle ne travaillait pas à l'extérieur, et «s'étiolait en femme au foyer avec enfants en bas âge».

Avant le confinement, Mara, architecte d'intérieur, pouvait compter sur les services d'une aide

ménagère trois heures par semaine pour l'aider dans l'entretien de son 70 m², situé à Bourg-la-Reine (Hauts-de-Seine). Travailleuse indépendante, habituée «à bosser seule à la maison», la mère de deux fillettes de 8 et 13 ans a vu sa charge mentale s'alourdir depuis quelques semaines. «Malgré un mari qui aide beaucoup en cuisine», la cadence s'est accélérée, d'autant que son activité professionnelle n'a pour l'instant pas diminué. «Le confinement, c'est plus de préparation de repas, de passage d'aspirateur, de poussières, énumère-t-elle. C'est aussi gérer le travail scolaire des enfants et leur consacrer du temps pour les occuper. Alors les suggestions de lecture, les représentations d'opéra en ligne ou les visites virtuelles de musée, je n'ai pas le temps d'en profiter.» Un constat partagé, très loin de la parenthèse épanouissante espérée.

Conscients de la nécessité de préserver du chaos domestique leurs quelques mètres carrés de liberté, nombre de confinés, d'ordinaire peu maniaques, se retrouvent à courir au train de la chiffonnette microfibres. «Pour garder le moral, on essaie

de réenchanter un peu notre quotidien alimentaire, mais aussi de maintenir propre et à peu près rangé notre intérieur», témoigne Béatrice, professeure de théâtre parisienne. Forcément, c'est difficile de dire que tu n'as pas le temps, que tu as autre chose à faire, que tu n'es pas chez toi. Et puis, tu culpabilises de laisser le boulot pour les autres. Résultat, la journée est rythmée par un flux d'activités dédiées à la maison.»

Manier balai et brosse n'est pourtant pas toujours vécu comme une corvée. La période se révèle être également l'occasion d'un grand tri salvateur. «Une façon de se vider la tête», «une satisfaction face au résultat», voire «un rituel de pleine conscience pour réfléchir». Laëtitia, professeure de piano, a entrepris «un grand ménage de confinement.» Meubles, placards, tiroirs, vitres, moulures... et même plantes ont essuyé sa bourrasque hygiéniste. L'occasion, quand même, d'allier «petite séance d'exercice» et écoute de «l'intégrale pour piano de Robert Schumann». Soit 13 heures de musique et autant de murs lessivés.

Catherine Rollot

BALAYAGE

La frange insoumise

Couleurs et coupes se dégradent, et chacun fait comme il peut avec ses cheveux



Extrait de la série
« Perfect
Imperfect »,
France, mai 2014.
MAÏA FLORE/AGENCE VU

Le 17 mars, les salons de coiffure, commerces jugés non indispensables en France, ont été contraints de fermer, et les coiffeurs à domicile de ranger leurs ciseaux. Une pause à laquelle cheveux et poils, rebelles à toute idée de confinement, s'opposent, poussant les personnes de tout crin à assaillir les réseaux sociaux, messageries instantanées et échanges téléphoniques de leurs préoccupations capillaires et autres créations humoristiques.

S'il peut prêter à rire – «Après deux mois sans coiffeur, 90 % des blondes auront disparu de la surface de la Terre» –, le cheveu est sur toutes les langues. Rien de futile à cela. «Du défrisage au bouclage, du lissage à l'ébouriffage, de la décoloration à la teinture, de la coupe à la pousse, on ne cesse d'agir sur la nature de notre cheveu pour manifester, dire, signifier quelque chose de personnel à ceux qui nous entourent, écrit le sociologue Michel Messu dans *Un ethnologue chez le coiffeur* (Fayard, 2013). De là, cet enjeu permanent que représente le cheveu. Enjeu individuel pour se conformer à la norme, fût-elle "sa" norme, et enjeu collectif pour conforter ou infléchir cette norme.» Confinement ou non.

Comment dompter cette frange rideau ou cette mèche rebelle? Comment éradiquer cette tignasse hirsute et ces racines à découvert? Le salon de coiffure fait parfois défaut en haut lieu. «Eh, Giovanni, moi non plus je ne vais pas chez le coiffeur!...», s'est défendu, hors champ, le président

italien Sergio Mattarella, interpellé par son conseiller, Giovanni Grasso, qui lui suggérait d'aplatir une mèche rebelle avant son allocution télévisée du 27 mars.

Sur le plan strictement hygiénique, l'heure est aux essais. Agathe se lave les cheveux «tous les quatre jours au lieu de tous les deux. Pas par flemme, mais parce qu'ils repoussent beaucoup moins vite», souligne cette quadra à queue-de-cheval. Vanessa, sa voisine de palier, lorgne d'un sale œil les cheveux de son adolescente qui a décidé de faire une cure de sébum et a adopté la méthode dite «no-poo» pour «no-shampoo». «Si j'ai bien compris le principe – et j'ai bien peur de l'avoir compris –, c'est de ne plus se laver les cheveux pendant plusieurs semaines... Beurk... Et après tu as de super-cheveux, tente-t-elle de se convaincre. On en est à quatre jours et j'envisage déjà de lui passer la tête de force sous l'eau.»

Les chevelus confinés se divisent en deux camps : ceux qui agissent et ceux qui s'arment de patience. «Je ne vais chez le coiffeur qu'une fois par an... en sep-

tembre», s'excuse presque Sandra, tandis que sa collègue de travail évoque ses «satanées racines», qui n'ont rien de généalogiques, et qu'elle va gommer à l'aide d'une coloration vendue en supermarché. Laura, elle, attendra. «J'ai de la chance, car mes cheveux blancs sont en dessous, nombreux, mais cachés. Je devrais pouvoir tenir jusqu'à la libération!» Plus téméraire, Laurence a coupé sa frange qui la gênait. «Si c'est bancal, m'en fous.» Christine Page, propriétaire d'un salon de coiffure à Nancy, trente ans de pratique derrière elle, entend ses clientes lui dire à longueur d'année que leurs cheveux ne poussent pas assez vite. «Et lorsqu'il est question de les laisser pousser, respirer, elles n'en profitent pas!»

Le cheveu n'est pas qu'affaire féminine. David est passé à l'acte. «J'ai tenté de me couper les cheveux tout seul... Je n'aurais pas dû. Heureusement que ça repousse», se console cet amateur de mangas et de coupes angulaires. «Le problème avec les coups de ciseaux approximatifs, c'est qu'on ne le sait qu'après les avoir donnés, reconnaît Christine Page. Si cela s'arrête à une petite coupe des pointes, même si ce n'est pas droit, c'est toujours rattrapable. Pour ce qui est des enfants, prenez des photos... Cela sera l'occasion d'en rire plus tard», ajoute-t-elle.

Pour Serge, cadre dans une entreprise d'audit et de conseil, hors de question de ressembler à Chewbacca. «Encore une semaine et je peux faire une croix sur les appels vidéo, mesure le quinquu, crinière poivre et sel en bataille. Les tutos, non! Etre coiffeur ne s'improvise pas, je vais sagement opter pour la casquette.» Plus radical, Hichem, lycéen de 18 ans, a devancé le «boule challenge» lancé par des footballeurs comme Morgan Sanson, Anthony Martial, Paul Pogba ou Eden Hazard, qui ont dégainé la tondeuse pour une boule à zéro. Pour déjouer la morosité ambiante, «et mettre un peu de légèreté à cette situation de confinement», Eric s'est, lui, teint en blond peroxydé. D'abord, «pour tenter quelque chose qui ne sera pas vu de grand monde, si ce n'est de mon cercle intime et de proches collaborateurs. Et pour les éclats de rire de ma femme. Dans un autre contexte, je n'aurais pas assumé», admet-il.

«Le pire, c'est qu'après le confinement, tweete Quentin, étudiant en histoire, ça sera plus simple d'aller chez l'ophtalmo que chez le coiffeur.» Autre conséquence prévisible, cette réflexion d'un sociologue et chercheur au CNRS, postée sur Twitter par son voisin de balcon : «Le fait que les gens se coupent les cheveux eux-mêmes va produire une diminution du nombre de selfies sur les réseaux sociaux!»

Marlène Duret

PARENTOLOGIE

Journal d'un parent confiné, semaine III.
Où le fils de Nicolas Santolaria se transforme en super-héros du calcul mental, et l'ordinateur familial en objet multiconvoité

Jeux, tests et maths



XAVIER LISSILLOUR

Alors que mon fils aîné, au début du confinement, traînait les pieds pour faire ses devoirs – une confusion semblait s'être installée dans son esprit entre vacances et télétravail –, son comportement a radicalement changé du jour au lendemain. A tel point qu'il sifflote désormais au moment de s'y mettre, petit artisan soudain heureux de s'attaquer à une pile austère de multiplications. La fée de la «continuité pédagogique» se serait-elle penchée sur sa nuque harassée? Pas tout à fait. En réalité, mon garçon a découvert Mathéros, un outil conçu pour étudier le calcul mental à distance et mis à disposition par l'éducation nationale dans le cadre de la vaste opération de maintien à domicile de presque 13 millions d'élèves.

Au début du confinement, dans la confusion qui régnait alors, l'intérêt de la chose nous avait échappé et nous en étions restés aux fichiers de devoirs envoyés par courriel, en pièce jointe, par l'enseignante. Puis, en parcourant à nouveau les messages de l'école, un peu comme on mettrait la main sur une vieille malle oubliée, nous sommes retombés sur le lien vers ce qui pourrait s'apparenter à un Jumanji éducatif, du nom de ce film où les protagonistes du monde réel sont absorbés dans un immense jeu vidéo. «Deviens un super-héros du calcul mental», tel est le slogan inaugural de cette expérience d'apprentissage ludique par écran interposé, dans laquelle mon fils s'immerge avec avidité chaque matin.

Ses céréales à peine englouties, il me pique mon iPod pour se passer en boucle la musique du film *Les Gardiens de la Galaxie* (ça le galvanise) et allume l'ordi comme on démarrerait une console Switch. Prisé des jeunes générations, l'univers des comics sert ici à emballer des missions où la résolution d'opérations de calcul permet de progresser dans une aventure protéiforme. Rapidement, le cerveau de l'enfant comprend que 4 × 3 n'est plus seulement égal à 12, mais lui octroie aussi un gallon d'essence pour aller de l'avant. «Waouh, je suis dans l'espace, je pilote un vaisseau!», s'enthousiasme l'écoulier, occupé à slalomer au milieu d'astéroïdes incandescents et d'ennemis hostiles.

Est-il en train de jouer? De faire des maths? Les deux, mon général! Totalement absorbé par ce space opera arithmétique, il reproduit avec sa bouche des bruits de tirs de mitrailleuse, signe que, sur le front scolaire aussi, nous sommes «en guerre». D'après le ministre de l'édu-

cation nationale, Jean-Michel Blanquer, de 5 % à 8 % des élèves auraient déjà été «perdus» par leurs professeurs, tombés au champ d'honneur du confinement, happés par des tunnels de dessins animés, démotivés par la longueur des journées sur canapé. «Imagine, si je prends tous les diamants, j'aurai les doubles tirs et je vais les défoncer!», s'écrie mon fils, qui vient de résoudre des opérations lui permettant de renforcer son armement.

Heureusement, au cœur de cette boucherie galactique, d'autres missions ont des visées plus écologiques, proposant d'arroser des arbres ou d'éteindre des incendies. Au bout du compte, les points accumulés lors de ces épopées mathématiques permettent à l'enfant d'étoffer l'équipement de super-héros de son avatar, en acquérant un masque, une nouvelle paire de collants ou une cape dernier cri, qu'il peut ensuite comparer à ceux des autres personnages représentant les élèves de sa classe (à l'heure où j'écris ces lignes, certains de ces super-héros sont encore en slip). On peut donc se dire que, en raison de cette dynamique capitaliste, ce jeu éducatif, où il s'agit un peu schématiquement de sauver la planète tout en continuant à entretenir sa fièvre pour le shopping, n'est pas exempt d'idéologie.

Néanmoins, quand mon fils vient me demander spontanément de lui faire réviser la table des multiples de 7, je ne peux que constater l'efficacité presque miraculeuse de cette usine à gaz, qui résume à elle seule à la fois l'intérêt et les limites de l'éducation numérique à distance. Là où l'apprentissage classique repose avant tout sur les subtilités de la relation humaine, ces dispositifs ont pour pilier central une économie de la récom-

Absorbé par ce space opera arithmétique, il reproduit des bruits de tirs de mitrailleuse, signe que, sur le front scolaire aussi, nous sommes «en guerre»

pense que l'on peut considérer comme plus ou moins pavlovienne. C'est ce que les spécialistes nomment la «pointification», soit le recours à des mécanismes de motivation ludiques dans des univers qui ne sont pas initialement ceux du jeu.

«Papa, tout le monde est sur les écrans et pas moi, c'est pas normal!», se plaint alors mon plus jeune garçon. Un autre des aspects importants de ce nouveau type de scolarisation est qu'il fait de l'ordinateur (lorsqu'on a la chance d'en avoir un) une ressource stratégique, que tous se disputent âprement. Entre la rédaction d'un article sur le confinement et le visionnage d'un film sur Netflix, je prête donc également mon Mac portable à mon fils cadet pour qu'il puisse se connecter à Lililo, «une solution d'apprentissage de la lecture à distance». Dans un décor de forêt pastel l'accueille un grand cerf. «Félicitations, tu as gagné un badge, car tu as appris quelque chose de nouveau aujourd'hui», le congratulate, quelques instants plus tard, le système d'encouragement automatique. «Super, moi aussi j'ai un jeu électronique!», exulte l'apprenant.

Klaus Regling Face au coronavirus, il faut utiliser la boîte à outils européenne

La pandémie de Covid-19 est un choc mondial qui frappe toutes les économies européennes. L'Europe fait face à sa pire crise sanitaire depuis l'épidémie de grippe espagnole il y a un siècle. Les économies du continent vont en souffrir bien plus qu'on ne le pensait au départ.

Cette situation appelle une réponse politique concertée et soigneusement coordonnée, à la fois au niveau national et à l'échelon européen, afin de limiter les dommages infligés à la vie économique, préserver la stabilité financière et préparer le redressement économique une fois la crise sanitaire sous contrôle. La gravité de la situation médicale et l'étendue des dégâts économiques et sociaux auxquels il faut s'attendre requièrent d'urgence une solidarité européenne, maintenant.

Les gouvernements de l'Union européenne (UE) ont commencé à mettre en œuvre des mesures destinées à endiguer les répercussions économiques de cette crise. La réponse budgétaire totale apportée jusqu'à présent devrait atteindre, en 2020, 2,3 % du produit intérieur brut (PIB) de l'UE, en moyenne. Les mesures de soutien à la liquidité – garanties publiques et impositions différées pour les entreprises et les personnes – s'élèvent à plus de 13 % du PIB.

Afin de compléter les mesures nationales et de montrer que la solidarité européenne n'est pas un vain mot, une approche coordonnée est indispensable. La Commission européenne a considérablement assoupli les règles relatives aux aides d'Etat et, de concert avec le Conseil européen, elle a activé la clause dérogatoire générale (« *General Escape Clause* ») du Pacte de stabilité et de croissance, afin de permettre la nécessaire augmentation des dépenses publiques. Quant à la Banque centrale européenne (BCE), elle a un rôle crucial à jouer dans le maintien du fonctionnement du secteur bancaire et des marchés financiers.

Pour le directeur général du Mécanisme européen de stabilité (MES), les Etats membres de l'Union européenne n'ont aucun intérêt à jouer la carte individuelle pour surmonter la crise

Quelles autres mesures devraient être prises immédiatement et dans un futur proche à l'échelon européen, afin de compléter les mesures prises au niveau national? Comment l'Europe peut-elle mobiliser rapidement des financements complémentaires afin de soutenir les gouvernements, les entreprises et les personnes dans l'ensemble des Etats membres de l'Union?

Puissance de feu inutilisée

A court terme, au moins pour l'année 2020, la solidarité européenne devrait prendre forme en recourant rapidement aux institutions existantes – la Commission européenne, la Banque européenne d'investissement (BEI) et le Mécanisme européen de stabilité (MES) – et à leurs instruments existants. La Commission européenne a annoncé la création d'un système de réassurance chômage européen

CERTAINS ONT PROPOSÉ DE CRÉER DE NOUVELLES INSTITUTIONS OU DE NOUVEAUX INSTRUMENTS, MAIS CELA PREND DU TEMPS – UN TEMPS DONT NOUS NE DISPOSONS PAS

destiné à sécuriser les marchés du travail tout au long de la crise du coronavirus. En outre, son « Initiative d'investissement en réponse au coronavirus », d'un montant de 37 milliards d'euros, apportera un soutien aux systèmes de santé, aux petites et moyennes entreprises (PME) et aux marchés du travail en leur réallouant des financements prévus à l'origine pour les fonds structurels.

La Banque européenne d'investissement a proposé la création d'un fonds de garantie paneuropéen. D'un montant de 25 milliards d'euros, il serait soutenu par des contre-garanties des Etats membres de l'Union, qui pourraient être utilisées comme levier pour mobiliser 200 milliards supplémentaires à destination des PME, des entreprises de taille intermédiaire et des entreprises non financières.

Le Mécanisme européen de stabilité, avec sa puissance de feu inutilisée d'un montant de 410 milliards d'euros, pourrait accorder des lignes de crédit à des taux d'intérêt bas. La « boîte à outils » du MES comprend divers instruments financiers destinés à être utilisés dans différentes circonstances. A l'heure actuelle, les lignes de « crédit de précaution » – jamais utilisées dans le passé – semblent être l'instrument le mieux approprié à la situation. De telles lignes de crédit n'ont pas forcément besoin d'être utilisées, mais elles ont l'avantage de pouvoir débloquent l'argent très rapidement lorsqu'un pays a besoin d'un soutien urgent, parce que les conditions de leur octroi sont fixées à l'avance.

Pour augmenter le volume de leurs interventions, la BEI et le MES ont besoin d'émettre des obligations

pour financer leurs prêts supplémentaires. La BEI et, dans une moindre mesure, la Commission européenne émettent depuis de nombreuses années déjà de la dette pour l'ensemble des vingt-sept Etats membres de l'UE, et le MES pour les dix-neuf pays de la zone euro. C'est une dette mutualisée, une dette européenne.

Aujourd'hui, l'encours de la dette européenne de ces trois institutions est d'environ 800 milliards d'euros. Toutes trois fournissent des financements à des taux d'intérêt nettement inférieurs aux coûts de financement de la plupart des Etats membres de l'Union européenne pris individuellement, et elles ont fait la preuve de leur efficacité et de leur réussite, y compris dans des circonstances défavorables. Et elles pourraient faire plus, tout de suite.

Certains ont proposé de créer de nouvelles institutions ou de nouveaux instruments, mais cela prend du temps – un temps dont, aujourd'hui, nous ne disposons pas. Aux débuts de la crise de l'euro, il fallait au premier fonds de sauvetage temporaire de la zone euro – le Fonds européen de stabilité financière – sept mois pour émettre sa première obligation. Ce fut là une vitesse record en comparaison d'institutions similaires qui, pour ce type d'opération, mettaient jusqu'à trois années.

Augmenter le capital de la BEI

Créer une nouvelle dette européenne requiert du capital, des garanties ou des recettes affectées, et un système juridique et de gouvernance en bon ordre de marche. En conséquence, il est préférable de faire un prompt usage de toutes les institutions et de tous les instruments existants qui, depuis des années déjà, ont permis de lever avec succès des fonds considérables.

Au-delà de cette année, des solutions de plus grande envergure peuvent être conçues. Elles seront nécessaires pour aider les économies

européennes à se remettre du choc provoqué par la pandémie. Comme l'a annoncé la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, le prochain cadre financier pluriannuel de l'UE sera dédié à la lutte contre les conséquences économiques de la crise du coronavirus.

Nous pourrions par exemple déterminer quels Etats membres doivent faire face à des conséquences économiques négatives particulièrement lourdes. L'Italie ne devrait probablement pas être, ces prochaines années, un contributeur net au budget de l'UE. Par ailleurs, la BEI pourrait augmenter son capital, ce qui lui permettrait d'octroyer plus de prêts tout au long des années à venir. Quant au MES, il dispose déjà d'une capacité de prêt disponible.

Le temps d'une solidarité européenne est venu. Si nous voulons protéger le marché unique, il ne suffit pas que chaque pays sauve sa propre économie. Chaque membre a un intérêt à ce que tous les autres pays de l'Union puissent également surmonter cette crise. ■

(Traduit de l'anglais par Frédéric Joly)

Klaus Regling est directeur général du Mécanisme européen de stabilité Cette tribune est publiée conjointement par quatorze journaux européens: « El País » (Espagne); « Luxemburger Wort » (Luxembourg); « Le Monde » (France); « Verslo Zinios » (Lituanie); « Frankfurter Allgemeine Zeitung » (Allemagne); « De Tijd/L'Echo » (Belgique); « The Irish Times » (Irlande); « Il Sole 24 Ore » (Italie); « NRC Handelsblad » (Pays-Bas); « Die Presse » (Autriche); « Kauppalehti » (Finlande); « Espresso » (Portugal); « Phileleftheros » (Chypre); « I Kathimerini » (Grèce)

Serge Guérin et Véronique Suissa La situation dramatique des Ehpad nous oblige à reconsidérer notre rapport au « grand âge »

Le sociologue et la psychologue estiment que le manque de considération pour les personnes âgées est l'un des points noirs de la crise sanitaire

Actuellement, plus de 6,5 millions de Français ont plus de 75 ans. Ils seront 12 millions en 2060. Et sont particulièrement frappés par cette pandémie... Cela étant, la façon dont les plus âgés, et les professionnels qui les accompagnent, ont été (dé)considérés lors de la crise du Covid-19, risque bien de rester comme l'un des points les plus noirs de cette période. Cette réalité désolante contraste pourtant avec l'épisode de la canicule, durant lequel les Français se sont montrés globalement soucieux des aînés.

Comme si l'intérêt légitime porté à la condition des malades hospitalisés s'était déployé au détriment des résidents de maisons de retraite. Cette frontière entre « secteur sanitaire » et « secteur médico-social » traduit une idéologie opposant « centres de soins » et « lieux de vie », « jeunes adul-

tes » et « personnes âgées », « malades » et « résidents »... La pénurie de masques – au-delà de l'impréparation qu'elle symbolise – pointe une réalité violente consistant à livrer prioritairement le monde hospitalier au mépris des besoins tout aussi urgents du secteur médico-social. Des milliers d'alertes, concernant les Ehpad comme les dispositifs de services à la personne, sont longtemps restés sans réponses, laissant ainsi des professionnels démunis, des aînés déstabilisés, des aidants et des familles angoissées.

Dans les Ehpad, le retard d'approvisionnement en masques a inévitablement conduit à des « contaminations en chaîne », tandis que l'Etat, pendant de longues semaines, n'intégrait pas à sa comptabilité quotidienne le nombre de décès parmi les résidents. Ce constat bouscule le monde de la santé et la société

française dans son ensemble. Les situations aberrantes induites par ce flottement politique imposent de repenser – ou plutôt d'initier – une politique du « grand âge ». En effet, sur le terrain, la « course aux masques » au sein des Ehpad est venue s'ajouter à la pénurie d'équipements de protection individuelle (EPI), au manque de personnels, aggravée par les contaminations, à l'inca-

Fragilité structurelle du système

Face à la situation dramatique des Ehpad, la mobilisation salutaire de la société civile (don de matériels de protection, fabrication artisanale de masques, implication de professionnels de santé retraités...) est malheureusement loin d'avoir pu compenser le chaos à l'œuvre. Parallèlement, le monde institutionnel (associations, entreprises, communes, en particulier celles du Réseau villes amies des aînés) s'est peu à peu organisé pour étendre la dynamique de solidarité: mise en place de dispositifs d'écoute dédiés aux soignants (association Soin aux professionnels de santé), instauration

d'un accompagnement physique adapté à distance (Siel bleu), convoyage gratuit de masques depuis la Chine (société But), etc.

Si l'Etat a peu à peu pris la mesure des enjeux, la crise met en exergue la fragilité structurelle du système médico-social. Elle pointe la nécessité de considérer les corollaires de l'avancée en âge réclamant une attention accrue à l'égard des aînés. L'accompagnement, au sens du « prendre soin », est au cœur du débat: c'est la « culture du soin » qu'il importe de repenser collectivement, de même que le rapport de la société aux personnes âgées. Une culture qui ne pourra se développer en l'absence d'une meilleure considération pour les métiers du soin, notamment en Ehpad.

S'ouvrir pleinement à la prévention, revaloriser les salaires des professionnels de santé, renforcer les équipes soignantes, soute-

nir l'essor des dispositifs de soins spécialisés tels que les PASA (Pole d'activités et de soins adaptés), accompagner les aidants, sont autant de pistes potentiellement structurantes. Libre à nous de construire collectivement une société du care fondée sur une culture du soin personnalisée et solidaire non pas pour, mais avec l'ensemble des citoyens. ■

Serge Guérin est professeur de sociologie, Inseec SBE et directeur du MSc « Directeur des établissements de santé », Inseec Véronique Suissa est docteur en psychologie clinique au sein du laboratoire de psychopathologie neuropsychologique à l'université Paris-VIII

L'ÉCONOMIE OU LA MORT

En mettant le monde à l'arrêt pour sauver des vies, nous donnons implicitement un prix à l'existence. Mais la crise aussi a un coût, qui aura des répercussions sur nos vies

Christian Gollier et James Hammitt

Si l'existence m'était comptée...

Les économistes détaillent les différentes approches qui permettent de donner, consciemment ou inconsciemment, un prix à la vie des individus

C'est bien connu, la vie n'a pas de prix. Et pourtant, la crise aiguë dans les services de réanimation nous rappelle tous les jours que nous aurions pu payer plus d'impôts pour mieux financer ces services, mais que nous ne l'avons pas fait. Qu'on le veuille ou non, nous avons collectivement arbitré entre la vie et la fin du mois. Nous le faisons aussi à titre individuel, quand il s'agit de changer les pneus de notre voiture, d'installer des détecteurs de fumée ou d'acheter bio.

Parce que nous ne sommes pas prêts à tout sacrifier pour augmenter notre espérance de vie, cela signifie que notre vie a une valeur, et que celle-ci est finie. Puisque la vie consciente est l'art de la décision, et puisque la décision est l'art de comparer les valeurs, les êtres humains n'ont d'autre choix que de donner une valeur relative à toute chose. Il n'y a tout simplement pas d'alternative. Le sage qui s'y refuse est respectable, mais il laisse le décideur devant l'abîme de ses choix.

Avoir un débat démocratique pour déterminer cette valeur serait fort utile. La crise actuelle nous y oblige.

Beaucoup de gens associent l'idée de la valeur de la vie à celle de la marchandisation du vivant. Beaucoup de choses ont pourtant de la valeur sans qu'il leur soit associé un marché, ou une possibilité d'échange. L'amitié, le don de sang et d'organes, voire même un beau paysage, en font partie. L'existence d'un marché facilite simplement l'estimation de la valeur que les gens accordent aux choses, mais, heureusement, toutes ces choses ne font pas l'objet d'échanges commerciaux.

L'Etat français utilise, pour sa part, une valeur tutélaire de 3 millions

d'euros pour une vie entière chaque fois qu'il doit justifier une politique publique affectant la santé ou la longévité. C'est cette valeur qui a par exemple permis de justifier le passage de la vitesse sur nos routes nationales de 90 à 80 km/h. Renforcer les normes de sécurité dans le transport aérien ou la force de dissuasion militaire, investir dans les services d'urgence et lutter contre le tabagisme et l'alcoolisme obligent aussi à faire des arbitrages collectifs entre la vie et l'argent. Aux Etats-Unis, cette valeur est fixée à 10 millions de dollars [9,15 millions d'euros]; elle est massivement utilisée pour déterminer les normes de pollution dans les villes et dans l'industrie. C'est donc un niveau supérieur à celui établi en France, les Américains semblant ainsi accorder une valeur supérieure à la vie au détriment du pouvoir d'achat.

Comparer des dollars et des vies

Jusque dans les années 1960, les économistes utilisaient le concept de « capital humain » pour donner un prix à la vie. La valeur de la vie se limiterait à la somme actualisée du flux de revenu du travail. En moyenne, au niveau du PIB actuel projeté sur quatre-vingts ans, cela donne une valeur légèrement supérieure à 1 million d'euros. Les systèmes d'indemnisation des juges et des assureurs utilisent encore aujourd'hui ce calcul d'indemnité, à laquelle est ajouté un *pretium doloris*.

Au début de la guerre froide, la Rand Corp avait travaillé pour l'armée de

l'air américaine afin de définir la meilleure stratégie de première frappe nucléaire sur l'URSS, en utilisant les premiers gros ordinateurs. Compte tenu du faible nombre de bombes disponibles, la solution de la Rand Corp consistait à envoyer une myriade d'avions-leurres peu sophistiqués pour submerger la défense soviétique, au grand dam de l'état-major, dont beaucoup de membres étaient d'anciens aviateurs. Car la Rand Corp ne tenait compte des vies perdues dans ses calculs qu'à travers le seul coût de formation pour remplacer les aviateurs abattus! Confronté à la question éthique de comparer des dollars et des vies, la Rand Corp laissa tomber son ambitieux projet. A l'époque, les économistes se tenaient prudemment à distance de ce sujet moralement explosif...

Pour se décharger partiellement de ces aspects éthiques, les économistes belge Jacques Drèze et américain Tho-

mas Schelling (Prix Nobel d'économie 2005) ont forgé le concept de « valeur de la vie statistique » (VVS), en s'interrogeant non pas sur la valeur de la vie, mais sur celle d'une réduction du risque de perdre la vie. Si je suis prêt à payer 1000 euros pour réduire ma probabilité de mourir demain de 0,1 %, cela veut dire que j'accorde une VVS de 1 million d'euros à ma vie résiduelle. Choisir une occupation professionnelle moins dangereuse pour sa santé ou acheter son logement dans un lieu moins pollué relèvent, par exemple, de ce raisonnement probabiliste.

Impératifs moraux

Les économistes se sont ainsi mis à estimer la VVS des citoyens à partir de leurs comportements effectifs. On a ainsi estimé la VVS en regardant la différence de valeur des logements selon le degré de pollution locale, ou les « salaires de la peur » pour les métiers les plus risqués. C'est cette approche qui a permis de calculer un « prix de la vie » statistique de 3 millions d'euros en France. Une valeur bien supérieure à l'estimation fondée sur l'approche par le capital humain.

Les polémiques répétées sur le principe de précaution – grippe H1N1, vache folle, glyphosate, etc. – indiquent que nous exigeons parfois que l'Etat soit plus prudent que les citoyens. Mais les économistes de la santé ont mesuré que certaines politiques sanitaires engendrent des coûts de l'ordre de plusieurs dizaines de millions d'euros par vie sauvée. Nous aurions donc une attitude différente envers la vie selon que la décision est prise par nous-mêmes ou déléguée à l'Etat. Bien qu'héritiers des Lumières, nous

voudrions que l'Etat agisse pour le bien de son peuple. Ce qui oblige ce dernier à arbitrer sur la base des valeurs révélées par ce peuple. Ainsi, si le passage à 80 km/h est une bonne décision en prenant une VVS de 3 millions, il faudrait peut-être descendre à 60 km/h si l'Etat adoptait une VVS de 10 millions...

Il existe certes des impératifs moraux, comme la justice et les droits fondamentaux, qui doivent transcender nos préférences individuelles. Les riches s'accordent une VVS plus importante, mais leurs euros ont aussi une valeur sociale plus faible, de telle manière que toutes les vies se valent du point de vue de la communauté.

Il existe aussi un courant « paternaliste », notamment soutenu par le philosophe et politiste américain Michael Sandel, qui érige la sagesse d'Etat au-dessus des vertus individuelles. Les gens étant imprudents ou court-termistes, l'Etat paternaliste doit corriger ces « travers » dans sa politique. Mais peu d'économistes osent entrer dans ces considérations morales qui mériteraient, elles aussi, un débat démocratique. C'est très bien ainsi. Après tout, définir nos préférences collectives et agir en conséquence, n'est-ce pas là l'essence même de tout gouvernement? ■

Christian Gollier est professeur d'économie à l'Ecole d'économie de Toulouse
James Hammitt est professeur d'économie à l'université Harvard (Massachusetts)

Denis Kessler

L'ère de la vulnérabilité

La pandémie est un événement d'ampleur historique pour les professionnels du risque, explique le PDG du réassureur Scor

Toute évolution économique est la combinaison complexe de phénomènes prenant la forme de tendances lourdes, de cycles récurrents et de quasi-constantes, accompagnés de mouvements aléatoires finalement assez marginaux. L'ensemble des variables-clés – épargne, consommation, investissement, productivité... – interagissent mais, au total, on note une relative stabilité, et donc une certaine prévisibilité de l'économie prise dans sa globalité. Cela est d'autant plus vrai que la gestion des fluctuations au travers des politiques monétaires et budgétaires s'est considérablement améliorée. Il en va de même de la compréhension des facteurs de croissance à moyen et long termes. Si bien que les prévisionnistes se battent souvent au niveau des décimales...

Mais cette vision d'un système économique suivant un couloir d'évolution finalement assez étroit est mise en défaut à chaque fois que se produit un choc majeur, qui peut être de différentes natures : guerres,

actes terroristes, crises bancaires systémiques, catastrophes naturelles de grande ampleur... De tels chocs créent des « disruptions » qui produisent des déséquilibres dans le fonctionnement des sociétés et marquent l'histoire des civilisations.

Le choc de la pandémie actuelle est différent de ceux que le monde a récemment connus : l'attentat du World Trade Center de 2001, la crise financière de 2008, le séisme et la catastrophe nucléaire de Fukushima en 2011. Il est beaucoup plus profond, plus grave, plus durable.

Un choc très spécifique

Les chocs pandémiques sont connus. Ils sont rares, ils sont graves. Les risques de faible fréquence et de forte intensité sont par nature les plus déstabilisants. Dans la cartographie de tous les risques, les pandémies sont les plus menaçantes. D'après les modélisations mathématiques, une grande pandémie mondiale, dont la probabilité d'occurrence est d'une fois tous les deux cents ans, pourrait entraîner plus de 10 millions de morts à l'échelle de la planète. Pour des probabilités encore inférieures – dans la « queue de distribution », pour utiliser le jargon probabiliste –, le bilan pourrait être infiniment plus grave. Nous n'en sommes évidemment pas là dans la situation présente : la comptabilité macabre montre que, pour l'instant, le nombre de victimes n'est fort heureusement qu'une fraction de ces 10 millions de décès. D'autres fléaux mortifères frappent bien plus durement les populations mondiales. Mais la spécificité du choc actuel et sa « résonance » viennent peut-être moins au nombre de victimes – décédées ou malades – qu'à sa nature.

Tout d'abord, son « espace-temps » est très particulier. Il est à proprement parler mondial : il n'est pas géolocalisé, contrairement à beaucoup d'autres chocs. Il se déploie au cours du temps en suivant des courbes exponentielles vertigineuses. Une pandémie est l'essence même d'un risque sériel qui se déploie comme une avalanche : le choc global se fragmente et se refragmente en milliards de micro-chocs. Ensuite, ce choc n'a pas de « responsable » identifié. Il présente un risque à la fois collectif et individualisé – il est à la fois exogène et endogène : le risque est bien externe à la personne qui le subit, mais dépend aussi du comportement de chacun en matière de protection et de précaution. Sa transmission à autrui est en partie aléatoire, mais elle dépend également du comportement de chaque personne infectée ou encore, à l'évidence, de l'efficacité du système de soins et des politiques publiques adoptées.

Enfin, le risque pandémique a surtout comme caractéristique d'être invisible. Les risques invisibles sont les plus prégnants. Ils renvoient au concept-clé de vulnérabilité. Tout le monde a le sentiment de pouvoir être atteint, de pouvoir souffrir, de pouvoir mourir... mais redoute aussi de contaminer autrui, et donc de participer à la diffusion de ce danger mortel. On craint infiniment plus le danger que l'on ne voit pas que celui que l'on peut identifier. L'angoisse face à ce que l'on ne peut cerner – liée à la vulnérabilité – est beaucoup plus dévastatrice que la peur devant une menace identifiée. Beaucoup d'autres risques invisibles ont créé un tel sentiment de vulnérabilité :

l'amiante, le sida, l'atome et, antérieurement dans l'histoire, la peste, le choléra, la lèpre, ou encore la grippe espagnole.

Ce sentiment général, mondial, de vulnérabilité se traduit par des comportements que l'on peut qualifier de tétaniques, en partie dus à une gestion anxieuse de la part des pouvoirs publics – surpris par ce choc dont tant l'ampleur que la gravité ont été sous-estimées. Tous les acteurs économiques sont concernés, la demande comme l'offre sont profondément affectées, les transactions se tarissent, les projets s'évanouissent, les Bourses s'effondrent... Face à cela, on recourt aux grands moyens monétaires et budgétaires, qui certes amortiront le choc, mais n'empêcheront pas un changement de trajectoire de l'économie mondiale.

L'aversion aux risques des populations va significativement augmenter avec des conséquences économiques, sociales et politiques. Ce choc pandémique révèle, par exemple, que la valeur attribuée à l'absence de souffrance et à la vie a très fortement progressé partout dans le monde. L'intégrité physique a fait un bond historique dans l'échelle des valeurs.

L'ère de la vulnérabilité placera la gestion du risque au cœur de toutes les responsabilités. L'humanité, finalement, semble tenir... à elle-même. Qu'elle s'en donne les moyens! ■

Denis Kessler est PDG du groupe de réassurance Scor

Jacob Lundberg « La Suède va perdre 460 000 années de vie »

Pour l'économiste suédois, les conséquences des mesures prises pour lutter contre le coronavirus pourraient être pires que celles de l'épidémie

ENTRETIEN

MALMÖ (SUÈDE) - *correspondante régionale*

Jacob Lundberg, économiste en chef du groupe de réflexion libéral Timbro, à Stockholm, a calculé le coût de l'épidémie pour la société suédoise, en nombre d'années de vie perdues, qu'il compare au coût des mesures prises pour lutter contre l'épidémie.

Pourquoi avoir fait ce calcul ?

Je voulais avoir un chiffre, en couronnes, qui dise combien allait coûter l'épidémie à la société, en années de vie perdues. Mon calcul est approximatif, car il y a énormément d'incertitudes. Mais il est important d'utiliser toutes les informations dont nous disposons pour avoir l'image la plus juste possible de la situation.

Comment avez-vous procédé ?

Je suis parti du principe que la moitié de la population suédoise serait contaminée. Je me suis fondé sur l'étude des chercheurs britanniques de l'Imperial College London, qui évalue la mortalité pour chaque groupe d'âge, ce qui donne environ 70 000 morts. Or, statistiquement, on peut dire combien d'années de vie il reste à chacun, en fonction de son âge. Il est donc possible de calculer le nombre d'années perdues : environ 460 000, pour la Suède.

Vous êtes allé plus loin ?

Comme je suis économiste, je voulais avoir un prix en couronnes qui permette de se faire une idée de ce que représente le coût

de ces années perdues pour la société suédoise. Je suis parti sur un montant de 700 000 couronnes (64 000 euros) par an, en me basant sur les chiffres officiels utilisés par la direction des affaires sociales ou l'Agence de prestations dentaires et pharmaceutiques, pour évaluer ce que nous sommes prêts à payer pour une année de vie supplémentaire. C'est en fonction de ce barème qu'on décide, par exemple, si un nouveau traitement contre le cancer est suffisamment rentable et doit être approuvé. Pour 460 000 années de vie perdues, le coût pour la société est de 320 milliards de couronnes.

C'est une somme que vous comparez au coût du ralentissement économique, causé par l'épidémie, ce qui peut paraître extrêmement cynique...

Il faut avoir en tête que l'économie n'est pas juste une affaire de gros sous. Il s'agit de la vie des gens. Si les mesures qui sont prises pour lutter contre le virus débouchent sur des licenciements, la détérioration du niveau de vie, une baisse des perspectives pour les jeunes, alors ce sont des éléments qu'il faut prendre en compte. L'objectif n'est pas de vivre le plus longtemps possible à n'importe quel prix. La qualité de vie est aussi importante. Cela rend ce genre de calcul nécessaire, afin de pouvoir faire des choix.

Lesquels ?

Eh bien, par exemple, si nous pouvions, théoriquement, éviter complètement ce virus, mais que cela coûte 500 milliards de couronnes à la société, en raison de la

baisse de la production. Alors peut-être que cela ne vaut pas le coût, en tout cas selon les valeurs que nous avons l'habitude d'utiliser dans ce genre de calculs. Mais, en réalité, on voit bien qu'on ne peut pas choisir entre un recul du PIB et de nombreux morts. On aura les deux.

La Suède refuse pour le moment le confinement...

En effet, la Suède n'a pas pris de mesures particulièrement restrictives. Et pourtant, nous allons quand même devoir faire face à une chute importante du PIB. Cela montre que le comportement des gens pour limiter la propagation du virus et se protéger d'une contagion suffit à ralentir l'activité économique. Si nous devions, cependant, adopter des mesures plus dures, dans le sens de ce que la France a fait par exemple, il faudra que nous sachions ce qu'elles rapportent, en termes de vies épargnées, contre leur coût économique. C'est un calcul compliqué, mais qui ressemblerait à ce que j'ai fait.

Ne doit-on pas tout faire pour sauver une vie ?

L'impact sur la société va être énorme. Nous parlons d'un demi-million de vies perdues. En Suède, cela voudrait dire une baisse de l'espérance de vie de 82 à 76 ans. Si les chiffres se confirment, cela signifie une détérioration dramatique de la santé publique et un très grand nombre de morts, ce qui justifie des mesures très importantes pour l'éviter au maximum. Mais peut-être pas à n'importe quel prix. Il y a une limite.

Et quelle est-elle ?

Nous avons besoin de plus de données pour pouvoir le dire. Par exemple, dans le cas de la fermeture des écoles : quel est le coût d'une éducation perdue pour la société, sur le long terme ? C'est un des éléments qui doivent être pris en compte dans le calcul. C'est un choix politique, mais qui doit être fait sur la base d'informations fournies par les experts. En Suède, il semble que la discussion se soit un peu ouverte ces dernières semaines, quand on a commencé à réaliser l'importance des conséquences économiques.

Certains de vos collègues estiment que le remède, s'il plonge le monde dans une dépression, pourrait être plus dommageable que l'épidémie. Partagez-vous ce point de vue ?

On parle d'un scénario où le PIB reculerait de 10 % ou plus, ce qui mènerait à une très forte augmentation du chômage. Or on sait qu'une dépression a des conséquences importantes sur la santé publique. Il y a aussi le risque de conséquences politiques, avec une progression du populisme. Cela pourrait déboucher sur un affaiblissement de l'Etat-providence. Ce sont des aspects qu'il faut prendre en compte.

Mais cela veut-il dire qu'il faut faire un choix entre sauver les gens maintenant, ou plus tard ?

Je ne le formulerais pas ainsi. Il faut se rappeler que, si le risque que représente l'épidémie pour la société est très lourd, ce n'est pas le cas au niveau individuel, car même les personnes de plus 80 ans ont 90 % de chance de s'en sortir si elles sont contaminées. Ce qui nous attend c'est une augmentation de la mortalité à l'échelle de toute la population, mais de courte durée. Si le risque de mourir risque de doubler cette année, par rapport à une année normale, il concerne essentiellement des personnes dont l'espérance de vie était déjà bien plus limitée que chez les autres. C'est à prendre en considération. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR ANNE-FRANÇOISE HIVERT



LA CHRONIQUE DE JEAN PISANI-FERRY

L'art du déconfinement

On ne sait pas encore quand commencera le déconfinement, mais on sait, depuis les déclarations du premier ministre, qu'il se fera pas à pas. On connaît déjà les questions qu'il va poser : quelles contraintes lever et à quel rythme ? Comment minimiser les risques sanitaires d'une reprise du travail ? Et, a contrario, comment tirer le meilleur parti économique des marges de manœuvre que dégagera le ralentissement de la pandémie ?

Il ne s'agira pas – comme l'avait suggéré Donald Trump le 22 mars, avant de se raviser – de choisir entre l'économie et la santé. Les pressions des milieux d'affaires seront fortes, mais aucun responsable ne peut délibérément conduire les hôpitaux au point de rupture et voir la mortalité tripler en conséquence. Ce serait d'ailleurs un bien mauvais calcul : aux Etats-Unis, lors de la grippe espagnole de 1918-1920, les Etats et villes qui ont opté pour un confinement précoce et strict ont fini par créer plus d'emplois que les autres, selon une étude menée par les chercheurs Sergio Correia, Stephan Luck et Emil Verner.

C'est seulement une fois la progression du virus stoppée (c'est-à-dire après que la distanciation sociale aura ramené au-dessous de 1 le nombre de personnes qu'un porteur du virus infecte lui-même) qu'il sera légitime de raisonner économie. Cette étape est attendue pour la fin du mois, c'est à cette échéance qu'il faut imaginer la stratégie de déconfinement.

Dans un mois, la chute de l'activité sera sans doute plus forte que les – 35 % estimés fin mars par l'Insee : hors administrations, elle approchera sans doute les – 50 %. Sur les quelque 20 millions de salariés de droit privé du début 2020, une moitié environ seront sans doute en activité, très majoritairement en télétravail. Pour l'autre moitié, ils seront soit en chômage partiel (ils sont déjà 4 millions, et l'OFCE en attend près de 6 millions), soit en arrêt maladie pour s'occuper de leurs enfants, soit sans emploi, selon les projections de l'Observatoire français des conjonctures économiques. Si la France avait réagi comme les Etats-Unis, nous aurions déjà 2 millions de chômeurs de plus. L'activité partielle nous l'évite – même si les CDD, intérimaires et autoentrepreneurs subissent le choc de plein fouet.

UNE FLAMBÉE TEMPORAIRE DE CERTAINS PRIX EST À PRÉVOIR, QU'IL FAUDRA S'ATTACHER À LIMITER

Il ne sera évidemment pas possible de remettre en marche d'un seul coup cette France en panne. La priorité, ce sera d'abord la sécurité de celles et ceux qui sont restés sur leur lieu de travail : soignants, caissières, transporteurs. C'est à eux qu'il faudra destiner les premiers tests disponibles. Puis, progressivement, on pourra faire redémarrer des entreprises. Pour rassurer des salariés amenés à se côtoyer quotidiennement, il faudra faire pratiquer sur le lieu de travail des tests fiables par des professionnels indépendants. Ce sera long.

Si les travailleurs immunisés sont suffisamment nombreux, et si l'on dispose de tests sérologiques permettant de les identifier, ils pourront reprendre le travail en toute sécurité. Mais les estimations actuelles suggèrent qu'ils restent très minoritaires : de 1 à 7 % de la population française au 26 mars, selon les chiffres publiés par l'Imperial College de Londres, le 30 mars. Cependant, rien ne permet d'assurer que la pandémie, dont les paramètres sont cernés avec encore beaucoup d'imprécision, soit en fait plus contagieuse et moins létale qu'on ne le croit.

Capital limité de « rapprochement social »

Le plus probable est donc que la reprise de l'activité sera très graduelle. En ce cas, le défi pour les responsables publics sera d'allouer au mieux un capital terriblement limité de « rapprochement social », dans le but de maximiser l'impact économique de leurs décisions.

Le problème est redoutable. Ce n'est pas tant la fermeture des commerces et des spectacles qui explique aujourd'hui le bas niveau de l'activité économique que la fermeture des écoles, l'indisponibilité des salariés et les effets en retour de la chute de production des secteurs amont, comme l'ont montré les chercheurs Jean-Noël Barrot, Basile Grassi et Julien Sauvagnat. Face à un tel système surcontraint, il est facile de se tromper et de lever des contraintes dont l'effet est marginal. Alors qu'à l'inverse d'autres limitations ont un caractère critique.

Sera-t-il, par exemple, utile de favoriser le retour dans leurs bureaux de salariés des entreprises qui fonctionnent aujourd'hui largement en télétravail ? A priori, ces entreprises ont réussi à maintenir un niveau élevé d'activité, et ce ne sera pas prioritaire. Mais certaines fonctions peuvent être critiques, et leur absence peut handicaper la productivité de tous.

Qui plus est, il est probable que, lorsque les ménages pourront se remettre à consommer autre chose que des produits alimentaires et du numérique, ils se précipiteront sur les produits dont ils auront été privés. Ils auront du pouvoir d'achat, car les revenus des trois quarts d'entre eux (télétravailleurs, travailleurs non confinés, fonctionnaires, retraités, chômeurs...) auront été préservés, quand leur consommation aura baissé d'au moins un tiers. Une forte demande risque donc de se déverser sur une offre sectorielle très peu élastique. Une flambée temporaire de certains prix est à prévoir, qu'il faudra s'attacher à limiter. Mais le contexte global restera certainement déflationniste et, passé cet épisode, il faudra sans doute soutenir la demande.

Jamais, depuis 1944, la politique économique n'a été confrontée à de telles questions. Le tâtonnement est inévitable, il y aura peut-être même un « stop and go » des mesures sanitaires. Mais s'il n'y a pas de stratégie sans erreur, il y a au moins une priorité : mieux connaître et comprendre une réalité aujourd'hui opaque. Car, sans données, la politique sera aveugle. ■

Alain Trannoy Le coût du confinement

La France doit s'attendre à un recul de 12 % de son PIB et à un creusement du déficit public de 10 points de PIB, estime l'économiste

Dans cette guerre sanitaire, compter les morts tous les soirs est devenu le critère des gouvernants, en minimiser le nombre leur stratégie, quoi qu'il en coûte à l'économie aujourd'hui, et demain aux finances publiques. La bonne nouvelle, même pour un économiste, est de constater que notre santé est vue comme plus importante que toute autre chose, y compris l'économie.

C'est une bonne nouvelle, car transposée à l'enjeu environnemental, elle laisse augurer des décisions fortes pour éviter justement que le changement climatique ne se transforme en catastrophe sanitaire, ce qu'il ne manquera pas de faire si nous continuons sur notre lancée.

Il n'est pourtant pas totalement indécent de tenter de chiffrer les bénéfices du confinement, c'est-à-dire le nombre de décès évités, et de les mettre en rapport avec les risques économiques, budgétaires et politiques encourus. Non pour remettre en cause les choix effectués, mais pour bien mesurer les gains et les coûts associés à l'optique de la minimisation du nombre de décès. Nous limitons notre horizon à début septembre 2020, en espérant qu'au-delà un traitement sera disponible.

Quel serait le nombre de morts si, à l'instar du choix fait par la Suède, on laissait le Covid-19 se répandre pour favoriser l'immunité de groupe ? L'exemple du bateau de croisière *Diamond-Princess*, au large du Japon, fournit un exemple d'expérience naturelle, sur une population certes relativement âgée. Onze

personnes sont décédées sur les 3700 personnes présentes à bord, soit un taux de mortalité d'environ 3 pour 1000. Les calculs les plus optimistes ne descendent jamais en dessous de 1 pour 1000. Rapportés à la population française, ces ratios porteraient le nombre de décès à une fourchette comprise entre 67000 et 200000, soit un tiers du nombre habituel de décès annuel pour l'estimation haute.

En comparaison, on a décompté, le 1^{er} avril, 4000 décès, auxquels il faudra malheureusement ajouter la moitié des 6000 personnes en réanimation, puisque leur taux de survie est à peu près de 50 %. En supposant que le pic ait été atteint, qu'un confinement strict soit appliqué et maintenu tout le mois d'avril, suivi de mai à début septembre, d'une stratégie « à la coréenne » (dépistage précoce, traçage, prise en charge rapide des malades, confinement efficace des personnes en contact avec ces derniers), on pourrait espérer limiter le bilan humain autour de 15000 morts, soit le bilan de la canicule de 2003.

Survivre au choc

Mais le coût économique de cette stratégie, lui, est, mieux connu. L'Insee et l'Observatoire des conjonctures économiques s'accordent à dire qu'un mois de confinement coûte environ 3 % de produit intérieur brut (PIB). Au coût des mois de mars et d'avril va s'ajouter celui de quatre mois de stratégie « à la coréenne », que l'on peut chiffrer à 1,5 point de PIB par mois. Au total, un recul de 12 % du PIB sur l'année.

Le manque à gagner pour les finances publiques, auquel s'ajoute un surcroît de dépenses (santé, chômage, aides aux entreprises) qui se chiffre à 0,5 point de PIB par mois, générera un besoin de financement d'au moins 10 % du PIB, soit 240 milliards d'euros, en plus des 200 milliards d'émissions d'obligations du Trésor déjà prévus cette année. Comme tous

les pays procèdent plus ou moins de la même façon, les investisseurs du monde entier vont être extrêmement sollicités pour souscrire aux émissions de dette publique. Or, la capacité d'endettement des Etats de la zone euro est très hétérogène entre ceux du Nord et ceux du Sud. La dette publique allemande ne représente que 55 % de son PIB, contre 135 % pour l'Italie et 100 % pour la France.

Si la zone euro veut survivre à ce choc de grande ampleur, deux solutions se présentent, avec un panachage possible. Soit la zone euro emprunte globalement sur les marchés pour faire face à cette crise. Soit la BCE achète directement les émissions de titres d'Etat des pays de la zone euro (et non plus seulement sur le marché secondaire, comme elle l'a annoncé le 15 mars), tant que dure cette crise sanitaire. Le retour de l'inflation associé au fonctionnement de la planche à billets s'effectuera dans le contexte actuel d'une si faible hausse des prix que le spectre de l'hyperinflation, qui hante l'Allemagne depuis la République de Weimar, ne peut pas être invoqué sérieusement.

A défaut, une crise des dettes souveraines européennes se profile à court ou moyen terme, avec, à l'horizon, un éclatement de la zone euro. Le choc représenté par la seconde guerre mondiale nous a apporté le magnifique espoir de la construction européenne. Que la guerre contre cette épidémie puisse nous l'enlever et consacre le retour du chacun-pour-soi serait une tragédie pour tout le continent. Une famille qui ne se réunit pas autour de ses morts n'est pas une famille. ■

Alain Trannoy est directeur d'études à l'EHESS



L’AIR DU TEMPS | CHRONIQUE
PAR FRÉDÉRIC POTET

Confinement à plusieurs

Au premier étage d’un appartement du centre-ville de Tours, six étudiants, moyenne d’âge 20 ans, «*confinent*» ensemble. Sans lien familial entre eux, ils ont décidé, au premier jour de la mise en place des mesures de distanciation sociale destinées à freiner la propagation du Covid-19, de vivre sous le même toit, tant que durera l’épidémie. Ils n’étaient que deux, au départ –l’un inscrit en histoire, l’autre en géographie –, à louer ce 80 m² situé dans un immeuble collectif. Les ont rejoints d’autres camarades de fac (psychologie, histoire de l’art), ainsi qu’un volontaire du service civique travaillant dans une troupe de théâtre.

La raison de ce confinement à plusieurs, a priori contraire au principe du «*rester chez soi*» prôné par le gouvernement, n’est autre que de parer aux effets liés à l’isolement. Craignant de broyer du noir dans leur chambre d’étudiant, ou de devoir rentrer chez leurs parents afin de confiner en leur compagnie, un certain nombre de jeunes ont ainsi opté pour ce type de regroupement dans les grandes villes. A Tours, au moins une demi-dizaine de colocations, créées dans la foulée du Covid-19, communiquent entre elles par l’intermédiaire de Discord, le réseau social des adeptes de jeux vidéo. Leurs noms : «*La moindre des choses*», «*La coloc Saucisse*», «*L’escargoloc*», «*Le confinement sur l’océan*»...

Composée de joueurs de guitare et de mélodica, celle-ci s’appelle «*L’Anarchomusicoloc*», comme l’indique un logo dessiné à la hâte, orné du portrait de Louise Michel, punaisé dans le salon au-dessus du tableau des corvées à effectuer (cuisine, vaisselle, ménage). L’orientation très à gauche de ce petit groupe d’amis transparaît également dans la «*bibliothèque partagée*», composée d’ouvrages apportés par les uns et les autres : le géographe anarchiste Pierre Kropotkine (*Agissez par vous-même*) y côtoie l’essayiste altermondialiste Naomi Klein (*Tout peut changer*).

C’est dans un amphithéâtre de la faculté des Tanneurs, «*occupé*» pour protester contre la précarité étudiante et contre la réforme des retraites, qu’est née l’idée de cette quarantaine collective. Une réunion en plein air, à deux mètres l’un de l’autre, a ensuite entériné le projet, et dissipé les craintes : «*Nous nous sommes bien sûr demandé si notre démarche était vraiment pertinente sur un plan purement sanitaire. Il se trouve qu’il y avait peu de cas de coronavirus détectés en Touraine à ce moment-là, et qu’il était admis que les jeunes en bonne santé avaient moins de risques de développer la maladie que les personnes âgées. On s’est finalement regroupés, comme l’auraient fait les membres séparés d’une même famille*», explique Anas, 20 ans.

Contrarier les effets de l’isolement individuel – repli sur soi, dépression, alcoolisation... – ne fut pas le seul motif, cependant. «*Le but*, poursuit cet étudiant en licence d’histoire, *était aussi d’être entouré, au cas où l’un d’entre nous tomberait malade et serait victime de complications.*» Au pé-

ILS CRAIGNAIENT DE BROIER DU NOIR SEULS DANS LEUR CHAMBRE D’ÉTUDIANT

ril de contaminer les autres ? «*Oui*, répond-il. *Tout le monde a adhéré en parfaite connaissance des risques encourus.*»

Trois semaines plus tard, l’expérience n’a pas tourné au cluster. Aucun symptôme de fièvre ni de toux au sein de la mini-communauté, qui respecte à la lettre les mesures de confinement. Une seule sortie est ainsi effectuée quotidiennement afin de faire les courses au supermarché le plus proche ; de la sorte, chaque résident ne franchit la porte d’entrée de l’immeuble qu’une ou deux fois par semaine. Une cour, à l’intérieur du bâtiment, permet néanmoins de s’aérer et de pratiquer la marche ou la corde à sauter.

Perçu comme un mal nécessaire, ce confinement en équipe n’est pas sans procurer une certaine quiétude, de l’avis de tous. «*J’ai l’impression de vivre une seule et même journée, longue de plusieurs semaines*», confie Benjamin, 18 ans. «*On n’a pas encore trouvé le temps de s’ennuyer*», abonde Anas. Quand ils ne révisent pas leurs cours sur Internet, les colocataires vaquent à des occupations semblables à celles qui occupent généralement un long week-end pluvieux.

«Aucune engueulade»

Ils jouent à *Minecraft* et à *Super Smash Bros.* ; visionnent des films sans distinction de genre, de *Shaun le mouton* à *Portrait de la jeune fille en feu* ; se coupent les cheveux les uns les autres ; noircissent au feutre un «*mur d’expression*» ; et cuisinent frénétiquement des cookies et des roulés à la cannelle. «*On passe notre temps à manger*», reconnaît Camille, l’étudiante en géographie.

On ne peut que les croire quand, cet après-midi-là, au milieu d’un entretien réalisé sur Skype, tous soutiennent qu’«*aucune engueulade n’a eu lieu*» à ce jour. «*Notre système, visant à respecter scrupuleusement les tâches ménagères et les règles de confinement, permet de désamorcer les tensions*», assure Alice. Tout l’art consiste «*à se dire les choses sans être vexant*», résume Camille.

L’expérience, au final, a de vagues airs de phalanstère en mode cocooning, où chaque décision est prise collégialement. Voir que cela fonctionne, «*qui plus est au beau milieu d’une crise qui a tendance à raviver l’individualisme*», ne surprend pas ces disciples de l’autogestion. Les uns et les autres rêvent de voir émerger des modèles de société fondés sur le vivre-ensemble et la solidarité quand le Covid-19 sera vaincu.

«*Le problème est que nous n’échapperons pas, entre-temps, à une crise économique et politique bien sévère*», qui retardera l’avènement d’un monde nouveau, redoute l’aîné du groupe, Florentin, 22 ans. Ses parents lui avaient déconseillé de confiner de manière groupée. Aujourd’hui, c’est lui qui s’inquiète pour eux. Son père, menuisier dans une entreprise de BTP, a dû reprendre le travail fin mars, à la demande de son patron. «*Il a beau me répéter qu’il n’y a aucun danger et qu’il se protège, je ne suis pas rassuré, dit-il. Je ne crois pas que ce genre d’activité professionnelle soit essentielle à la survie de la nation.*» Confiné militant. ■

LE BAC 2020, EXCEPTION OU EXEMPLE ?

ÉDITORIAL

Lorsque, dans quelques années, on dressera la liste des mutations que la pandémie de Covid-19 aura générées ou accélérées, le baccalauréat, monument français par excellence, y figurera sans doute. L’annonce, vendredi 3 avril, par le ministre de l’éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, de la suppression des traditionnelles épreuves de fin d’année et de leur remplacement par la prise en compte des notes obtenues tout au long de l’année scolaire, constituerait une révolution si elle intervenait en période normale. Ni l’occupation nazie ni Mai 68 n’avaient entraîné l’interruption totale des épreuves.

Le recours au contrôle continu est destiné à répondre à une situation exceptionnelle d’un tout autre ordre : le confinement obli-

gatoire et la fermeture des établissements scolaires, destinés à ralentir la propagation d’un virus planétaire. La décision du ministre apparaît comme un compromis pragmatique entre deux exigences : la préservation de la santé des élèves et celle de leur avenir. Les notes des trois trimestres, hors période de confinement, seront prises en compte. Pour tenter d’éviter l’effet de démobilitation, M. Blanquer assure que les jurys intégreront les notes obtenues après une reprise – hypothétique – des cours en mai, et que l’assiduité jusqu’au 4 juillet sera prise en compte. A la veille de vacances scolaires confinées, alors qu’angoisses et incertitudes sont omniprésentes, élèves et parents savent au moins à quoi s’en tenir sur le bac.

Signe de temps extraordinaires, les syndicats d’enseignants, dont certains vouaient M. Blanquer aux gémonies il y a peu, admettent unanimement la solution retenue. «*Le recours aux notes s’impose. C’est la moins mauvaise solution*», reconnaît le SNES-FSU, pour qui le contrôle continu constituait jusqu’à présent le comble de la régression, un symbole de «*démagogie*» et l’ultime «*piège du bac Blanquer*». Le premier syndicat de l’enseignement secondaire est en pointe dans la défense des épreuves terminales organisées nationalement au nom de l’égalité entre les élèves, tandis que le SGEN-CFDT est favorable au contrôle continu en cohérence avec l’enseignement supérieur.

Personne ne peut prévoir en quoi la forme exceptionnelle que revêt le bac 2020 imprégnera les évolutions à venir. Il se trouve que la pandémie survient alors qu’est engagée par Jean-Michel Blanquer une réforme des lycées intégrant un allègement de cet examen-phare. La souplesse dont font preuve les syndicats hostiles au contrôle continu peut s’expliquer en partie par leur souci compréhensible d’éviter que le bac n’empiète sur les congés d’été. Rien ne dit que la contestation ne reprendra pas ensuite. Epreuve à laquelle les Français sont très attachés, le baccalauréat commande aussi l’architecture de l’enseignement secondaire, en particulier le statut et le prestige des professeurs, à travers le type d’épreuves retenu, le poids des différentes disciplines et les coefficients qui y sont attachés.

Mais l’«*accident*» de 2020, en mettant en lumière la déconnexion entre le bac et les procédures d’admission dans l’enseignement supérieur, devrait alimenter la réflexion sur la fonction sociale de cet examen. Non seulement sur l’importance d’épreuves marquant une étape de la vie. Mais aussi sur l’hypocrisie qui présente le bac comme la porte d’entrée dans le supérieur, alors que tout se joue désormais avant. Et sur la prétendue égalité que symbolise un examen final national qui masque des inégalités abyssales entre lycées, une plaie à traiter en priorité. ■

Cahier numéro un de l’édition n° 2891 du 2 au 8 avril 2020

EHPAD

NOS AÎNÉS
ABANDONNÉS

P.32

CHLOROQUINE

LA NÉBULEUSE
DES “RAOULTIENS”

P.42

L'ORS



GÉOLOCALISATION | TRAÇAGE | DRONES

BIG BROTHER PEUT-IL NOUS SAUVER ?

P.22

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX